



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

FEVRIER 2021

N°204

TOME I

SOMMAIRE
RAA DU MOIS FEVRIER 2021
N°204
TOME I

TOME I

PAGES

PARTIE 1 : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 1^{er} février 2021)</i>	2
---	----------

TOME II

PARTIE 2 : DECISIONS <i>(Conseil du 1^{er} février 2021)</i>	2
PARTIE 3 : ARRETES INDIVIDUELS <i>(Janvier- février 2021)</i>	453
PARTIE 4 : ARRETES REGLEMENTAIRES <i>(Janvier - février 2021)</i>	479

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE	9
ANIMATION DU TERRITOIRE	50
ATTRACTIVITE	81
CYCLES DE L'EAU	104
ENVIRONNEMENT	133
HORS COMMISSION	147
RESSOURCES	159
SOLIDARITE	274

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE	PAGE
M2021-3	Stratégie mobilités 2025 - Approbation	10
M2021-4	Évaluation du Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2010-2020 - Approbation	17
M2021-5	Relance de la révision du Plan de Déplacements Urbains (PDU) par l'élaboration du Plan de Mobilité 2030 - Approbation	20
M2021-6	Convention d'échange de données du fichier national des accidents corporels de la circulation - Renouvellement - Autorisation de signature	25
M2021-7	Aide à l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) - Evolution du dispositif - Approbation	28
M2021-8	Convention de partenariat et de financement avec la société Klaxit dans le cadre d'une action expérimentale d'incitation au covoiturage - Approbation - Autorisation de signature	31
M2021-9	Convention d'autorisation d'embarquement et de dépose de passagers sur la commune de Teyran - Avenant n°1 - Autorisation de signature	34
M2021-21	Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Adhésion 2021 - Approbation	37
M2021-22	Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier Mosson - Restructuration des commerces Sud Mosson - Convention partenariale entre l'ANCT, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	40
M2021-24	Commune de Montpellier - Exercice du droit de priorité à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de la parcelle RX n°329, sise 105 rue Guglielmo Marconi - Convention de tiers-payeur avec ACM Habitat - Autorisation de signature	44
M2021-25	Définition des modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°3 du PLU de Cournonsec - Approbation	47
N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE	PAGE
M2021-44	Demande de subventions dans le cadre du label "Villes et pays d'art et d'histoire" - Approbation	51
M2021-45	Direction des médiathèques et du livre - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire 'Partir en livre 2021' - Approbation	54
M2021-46	Adhésion à la Fondation du patrimoine - Renouvellement - Approbation	56
M2021-47	Convention de Partenariat entre le musée Fabre et l'association Brand à Part - Autorisation de signature	59
M2021-48	Direction des Médiathèques et du livre - Cession de droits de propriété intellectuelle - Migration MemoNum vers Gallica Marque Blanche - Approbation - Autorisation de signature	62
M2021-49	Convention de partenariat pédagogique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association l'Art-Scène-Montpellier - Autorisation de signature	65
M2021-50	Agora des Savoirs saison 12 - Programmation janvier à mai 2021 - Partenariats avec la librairie Sauramps, Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme – Approbation	68
M2021-51	Théâtre des 13 vents - Convention d'occupation du domaine public avec le Centre Dramatique National de Montpellier - SARL Théâtre des 13 vents - Autorisation de signature	71

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGE
M2021-52	Modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant – Approbation	74
M2021-53	Convention triennale d'application relative au financement des festivals du Domaine d'O avec le Département de l'Hérault - Avenant n°1 - Autorisation de signature	78
N°DELIB	ATTRACTIVITE	PAGE
M2021-26	Epidémie de Covid-19 - Dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances pour le mois de décembre 2020 à destination des entreprises occupantes de bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole et en situation de fermetures administratives durant le mois de décembre 2020 à la suite de l'application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 - Approbation - Autorisation de signature.	82
M2021-27	Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds régional L'OCCAL Loyers - Modification des critères d'attribution - Approbation	86
M2021-28	Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Charte "Territoire d'Action pour un Numérique Inclusif" - Mesures du plan de relance en faveur de l'inclusion numérique - Création de contrats de projets conseiller numérique - Autorisation de signature	89
M2021-41	Convention de partenariat et de financement avec Sites & Cités Remarquables de France - Campagne de promotion touristique 2021 - Approbation - Autorisation de signature	93
M2021-42	Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC - 2021 - Convention - Autorisation de signature	96
M2021-43	Labellisation Grand Site Occitanie - Contrat avec la Région et l'Office de Tourisme et des Congrès - Autorisation de signature	100
N°DELIB	CYCLES DE L'EAU	PAGE
M2021-10	Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation	105
M2021-11	Continuité écologique des cours d'eau - Travaux d'équipement des trois seuils du Lez situés en aval de l'A709 - Demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'Eau - Approbation	108
M2021-12	GEMAPI - Projet de mise en œuvre du plan d'actions 2021 sur les sites des salines de Villeneuve-lès-Maguelone et de l'étang de Vic - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature	111
M2021-13	GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Manifestation art et nature - Galerie éphémère 2021 - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature	114
M2021-14	GEMAPI - Mise en œuvre du programme d'éducation à l'environnement littoral 'Cap sur les salines' - Animations et événements sur les sites du lido et des salines de Villeneuve, des étangs de Vic et de Pierre Blanche et de la Réserve naturelle nationale de l'Estagnol - Convention d'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Bassin de Thau - Autorisation de signature	117
M2021-15	Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au programme LIFE 2020 - Projet LIFE REWA (Recycled Water) - Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce au recyclage d'eau usée traitée - Approbation	120

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	CYCLES DE L'EAU (SUITE)	PAGE
M2021-16	Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'énergie et du Climat de Montpellier - Autorisation de signature	123
M2021-17	Contrat de délégation de service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature	126
M2021-18	Contrat de délégation de service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation	130
N°DELIB	ENVIRONNEMENT	PAGE
M2021-1	Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2020	134
M2021-19	Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°6 au contrat de délégation lié à l'actualisation du programme prévisionnel de travaux - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale - Autorisation de signature	139
M2021-20	Collecte et valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques - Renouveau de la convention avec l'eco-organisme OCAD3E - Autorisation de signature	144
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2021-63	Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole	148
M2021-64	Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole - Constitution - Approbation	151
M2021-65	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations	154
M2021-89	Procès-verbal de la séance du Conseil de Métropole du 23 novembre 2020 - Approbation	157
N°DELIB	RESSOURCES	PAGE
M2021-2	Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires - Adoption	160
M2021-54	Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	163
M2021-55	Astreinte d'accueil pour les aires d'accueil des gens du voyage - Approbation	167
M2021-56	Détermination du taux de promotion pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle sur certains grades - Approbation	170
M2021-57	Modalité de versement des allocations retour à l'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise (Aide à la Reprise ou à la Création d'Entreprise) - Approbation	173
M2021-58	Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020 - Approbation	176
M2021-59	Gestion de la dette - Demande de reconduction du fonds de soutien	179
M2021-60	Attributions de compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2021 - Approbation	182
M2021-61	Admissions non valeur - Exercice 2021 - Approbation	186
M2021-62	Avances remboursables destinées à soutenir les Autorités Organisatrices des Mobilités - Approbation	189

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	RESSOURCES	PAGE
M2021-66	Mandat SA3M pour la réalisation du Centre d'art contemporain MOCO - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 – Approbation	191
M2021-67	Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	194
M2021-68	Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	197
M2021-69	Développement économique - Concession d'aménagement du Frigoulet - Village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) et restructuration du secteur du Frigoulet - Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature	200
M2021-70	Développement économique - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature	204
M2021-71	Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°6 à la concession d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature	207
M2021-72	Développement économique - ZAC Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation - Autorisation de signature	214
M2021-73	Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°18 - Approbation - Autorisation de signature	217
M2021-74	Développement économique - ZAC Euromédecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°12 - Approbation - Autorisation de signature	222
M2021-75	Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson / Plan de sauvegarde copropriété ' Les Cévennes ' à Montpellier - Mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Autorisation de signature	226
M2021-76	Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature	229
M2021-77	Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	235
M2021-78	Commune de Montpellier - ZAC Extension Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	238
M2021-79	Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2019	242
M2021-80	Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	245

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGE
M2021-81	Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature	248
M2021-82	Commune de Montpellier - ZAC Porte de la Méditerranée - Odysseum - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	252
M2021-83	Développement économique - ZAC Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	256
M2021-84	Développement économique - Parc d'activités économiques Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	259
M2021-85	Développement économique - ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature	262
M2021-86	Développement économique - ZAC Marcel Dassault et sa première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	265
M2021-87	Développement économique - ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature	268
M2021-88	Zones d'activités Garosud et extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Année 2019 - Approbation	271
N°DELIB	SOLIDARITE	PAGE
M2021-23	Observatoire du Logement Étudiant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de financement - Autorisation de signature	275
M2021-29	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Bilan 2020	279
M2021-30	Attribution de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale - Politique de la ville" - Exercice 2021 - Autorisation de signature	283
M2021-31	Fonds de Solidarité pour le Logement - Convention relative à la participation volontaire d'EDF - Autorisation de signature	286
M2021-32	Lutte contre l'habitat indigne - Convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du "Permis de louer" entre Montpellier Métropole Méditerranée et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	289
M2021-33	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 64 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	292
M2021-34	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 13 logements - Autorisation de signature	295
M2021-35	Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Namaste ', rue Luis Barragan à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	298

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	SOLIDARITE (SUITE)	PAGE
M2021-36	Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Vert Domaine ', 286 Rue des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	301
M2021-37	Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' Skyway ', avenue Germaine Tillon, ZAC Consuls de Mer à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	304
M2021-38	Construction de 15 logements sociaux - Résidence ' Pierre rouge ', 7 Avenue Saint Lazare à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	307
M2021-39	Construction de 11 logements sociaux - Résidence ' Nouvel Horizon ' - Chemin des Mendrous à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM - Convention - Autorisation de signature	310
M2021-40	Construction de 15 logements en location-accession - Résidence ' Cœur d'Oc ' - ZAC ' Cœur d'Orques ' lot 36 à Saint-Georges-d'Orques - Garantie d'emprunt à la SCCV Cœur d'Orques - Convention - Autorisation de signature	313

AMENAGEMENT DURABLE



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Aménagement durable - Stratégie mobilités 2025 - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Face au constat indéniable du réchauffement climatique et de ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour les Etats et les villes du monde entier.

Montpellier Méditerranée Métropole doit, non seulement participer activement à cette transition écologique, mais se positionner comme pionnière pour oser des solutions ambitieuses, voire radicales, à même de faire gagner la course contre la montre désormais engagée pour lutter contre le changement climatique.

Parallèlement, l'atteinte des objectifs d'une politique environnementale ne devra se faire au détriment du pouvoir d'achat des plus modestes. Montpellier Méditerranée Métropole veut prouver qu'il existe des voies possibles pour concilier protection de l'environnement et défense du pouvoir d'achat. La transition écologique prônée est une transition solidaire.

Pour réussir cette transition, il faut notamment « *décarboner* » la mobilité en ville et réduire globalement la place de la voiture. Sur le territoire de la Métropole, 57 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent des transports, et principalement de l'automobile. Faire le choix d'une mobilité décarbonée, c'est donc la garantie d'améliorer la qualité de l'air, et ainsi protéger la santé des habitants de la Métropole. En effet, la pollution de l'air respiré est source de maladies, et notamment de cancers, avec 48 000 morts estimés par an en France.

Engager Montpellier Méditerranée Métropole vers des mobilités vertueuses en matière d'environnement permettra aussi de lutter contre la congestion urbaine croissante constatée depuis plusieurs années : les classements nationaux et internationaux négatifs se suivent et se ressemblent (Montpellier classée 9^{ème} ville en France la plus embouteillée pour TomTom, 8e pour l'observatoire Inrix et même 3e par le temps perdu dans les embouteillages, classée 10^{ème} sur 12 agglomérations sur la qualité de l'air par Greenpeace France).

Cette congestion nuit à l'attractivité du territoire et plus particulièrement du cœur de la Métropole. Sur la seule ville de Montpellier, il s'agit de près de 140 000 véhicules qui entrent et sortent quotidiennement dans la ville, soit 280 000 déplacements dégradant fortement la qualité de vie des Montpelliérains par les embouteillages et les nuisances associées.

La nécessité d'offrir aux métropolitains des services de mobilité plus respectueux de la planète constitue donc un enjeu majeur. La responsabilité est de créer un véritable « *choc des mobilités* » au cours de ce mandat pour atteindre cet objectif. C'est ainsi que sans attendre la Métropole s'engage vers une gratuité de son réseau de transports publics ; marqueur d'une nouvelle approche systémique sur les mobilités.

De plus le défi auquel le territoire métropolitain est confronté est considérable notamment du fait de sa démographie très dynamique.

Ce choc des mobilités est également appelé de leurs vœux par les différents Maires du territoire de la Métropole ; en témoignent notamment les différents courriers de réponses réceptionnés à la suite de l'envoi par la Métropole, fin octobre, d'une demande de recueil de propositions en faveur d'une mobilité durable et solidaire.

Cette stratégie mobilités 2025 constituera une des composantes du Plan de Mobilités 2030, dont les deux caps principaux sont, pour rappel, d'offrir à tous à la fois :

- un cadre de vie apaisé et respirable,
- des alternatives à l'autosolisme.

Il est proposé que les mesures suivantes soient le socle de cette stratégie mobilités 2025 qui transformera de manière significative et durable le territoire. Elles constitueront à la fois un « *choc d'offre* », un « *choc de la demande* ». Des mesures complémentaires d'accompagnement aux changements de comportement permettront ainsi de créer un véritable nouveau système de transports pour l'ensemble des concitoyens.

« Choc d'offre » : être en capacité d'offrir des infrastructures attractives

- Mettre en service la ligne 5 de tramway à horizon fin 2025

Cette nouvelle ligne de tramway permettra de desservir plus de 80 000 habitants du territoire. Elle générera par ailleurs 10 points de correspondance avec le réseau actuel favorisant ainsi les combinaisons de déplacements potentielles. Le long du tracé de 17,5 km et de ses 26 stations, une véritable transformation de l'espace public accompagnera cette ligne de tramway, mode de transport emblématique du territoire.

- Poursuivre l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France

Au-delà de la desserte de la Gare Sud de France, cette extension s'avère nécessaire pour desservir de manière optimale les plus de 11 000 personnes qui fréquenteront à terme le secteur de Cambacérès avec les programmes actuellement en cours de développement.

- Réaliser quatre lignes de bus à haut niveau de service

Ce nouveau concept pour le territoire métropolitain permettra de créer sur plus de 50 km et 60 stations un produit constituant une véritable alternative à la voiture particulière par le biais d'aménagements spécifiques garantissant un temps de parcours optimisé.

L'identité visuelle propre de ce produit (véhicule spécifique), associée à une offre de service qualitative (fréquence importante, traitement qualitatif des arrêts) permettra de repositionner le mode bus à un niveau proche de celui du mode tramway en matière d'attractivité.

Les tracés prévisionnels de ces quatre lignes de bus à haut niveau de service figurent en annexe de la présente délibération.

- Les parkings relais

Les parkings relais construits au fur et à mesure de la réalisation des lignes de tramway se situent aujourd'hui trop proches de la centralité de la Métropole et ne permettent plus un report modal optimal.

Les parkings relais qui seront réalisés dans le cadre de l'opération ligne 5 de tramway permettront au Nord et à l'Ouest du territoire d'apporter un nouvel élan sur ce point.

Par ailleurs, en lien avec la Région Occitanie, nous devons faire des haltes ferroviaires situées sur certaines communes de véritables hubs permettant l'intermodalité en y réalisant des pôles d'échanges multimodaux.

- Déploiement d'un véritable système vélos

Le Conseil de Métropole a voté une autorisation de programme de 150 M€ pour le développement des modes actifs (marche à pied et vélo). Il s'agit là d'une enveloppe considérable marquant la volonté de la Métropole de faire reconnaître les modes actifs comme mode déplacement à part entière. Cette enveloppe permettra de constituer un véritable système vélos à l'image de celui qui peut aujourd'hui exister pour les automobiles.

Les composantes de ce système vélos sont les suivantes :

- Mise en œuvre d'une offre massive de locations avec option d'achat de vélos à assistance électrique ;
- Déploiement de garages à vélos sécurisés sur tout le territoire métropolitain ;
- Création de 1000 places de stationnement sécurisé dans les parkings en ouvrage propriété de la Métropole ;
- Généraliser des actions de sensibilisation à la pratique du vélo en lien notamment avec les groupes scolaires, les associations de parents d'élèves ;
- Concevoir un réseau structuré et hiérarchisé d'itinéraires cyclables avec notamment un réseau express vélos. La Métropole a du reste engagé à l'occasion de la crise sanitaire des aménagements cyclables temporaires qui préfigurent certains aménagements définitifs ;
- Créer une identité visuelle forte du vélo sur le territoire.

- Déploiement d'un plan piétons

A l'image du vélo, les piétons doivent être repositionnés au cœur de l'espace public, pour leur permettre notamment d'évoluer en toute sécurité. Bien qu'étant le mode actif aujourd'hui le plus respectueux de l'environnement et le moins coûteux, force est de constater que la Métropole n'y consacre pas suffisamment de moyens pour le favoriser.

Il est donc proposé de travailler à la conception d'un véritable plan piétons à l'échelle de la Métropole.

« Choc de la demande » : être en capacité de susciter l'envie de se déplacer autrement

- Gratuité du réseau de transports publics

Pionnière en la matière, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans un changement de paradigme total avec la mise en œuvre progressive de la gratuité de son réseau de transports publics pour les métropolitains.

Une première phase de ce dispositif s'est concrétisée en septembre dernier avec la gratuité du réseau le week-end. La gratuité pour les jeunes et les seniors, envisagée en septembre 2021, constituera la prochaine phase du dispositif, avant la gratuité totale pour les métropolitains prévue pour la mi-mandat.

Cette gratuité permettra d'améliorer de fait le pouvoir d'achat des métropolitains ; ce qui constitue une revendication forte pour de nombreux habitants de la Métropole qui connaissent des difficultés sociales importantes. La gratuité des transports sera l'occasion pour de nombreuses familles, qui ne pouvaient pas bénéficier d'une tarification réduite, d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus important dans leur budget.

- Dispositif massif d'aide à l'achat de vélos à assistance électrique

La Métropole s'est engagée dans un dispositif massif d'aide à l'achat de vélos à assistance électrique depuis le 1^{er} novembre 2020. Le Vélo à Assistance Electrique (VAE) offre une vraie réponse pour les ménages habitant dans le péri-urbain qui ont besoin de parcourir 5 à 10 km pour rejoindre notamment le cœur de Métropole. L'usage du VAE peut même dans certains cas permettre de se passer d'une seconde ou troisième voiture. Avec un VAE et un véritable Réseau Express Vélo, parcourir 10 km entre son domicile et son travail devient désormais accessible à une part importante de la population et crédibilise le mode de transport vélo comme un mode de transport à part entière. C'est aussi cela « *construire la Métropole des courtes distances* ».

Dès le lancement de cette mesure le succès a été au rendez-vous. Ainsi, depuis le 1^{er} novembre près de 2 000 dossiers ont été déposés. Il est à noter que la Ville de Montpellier se situe en dessous de la moyenne métropolitaine en nombre de bénéficiaires par rapport au nombre d'habitants ; ce qui illustre bien que le VAE constitue une réponse pour tout le territoire métropolitain, y compris en milieu périurbain.

Dans un souci de durabilité et d'écoconsommation, il est proposé par ailleurs de diversifier ce dispositif d'aide à l'acquisition de VAE en l'étendant au marché de l'occasion.

- Mise en place d'une zone à faibles émissions (ZFE) sur le territoire métropolitain

Sur le territoire métropolitain, les émissions de polluants sont essentiellement liées aux déplacements. Une part importante des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole se trouve aujourd'hui exposée à des valeurs de particules PM10 supérieures aux recommandations de l'OMS.

La mise en œuvre d'une ZFE progressive permettra ainsi de sortir du territoire les diesels poids lourds et les véhicules légers les plus polluants. Le déploiement de cette ZFE, qui relève d'une obligation réglementaire pour notre territoire, devra nécessairement s'accompagner de mesures pour développer la logistique urbaine décarbonée.

Les mesures d'accompagnement aux changements

- Des quartiers apaisés pour une Métropole apaisée

Afin de favoriser une reconquête de l'espace public par les citoyens et d'améliorer le cadre de vie des habitants, il est proposé d'apaiser les quartiers au sein des communes. Cette démarche passe notamment par le développement des zones 30 et zones de rencontre qui offrent un bénéfice indéniable aux cyclistes et piétons, notamment en matière de lutte contre les violences routières. Par la même, des transformations de l'espace public peuvent accompagner ces démarches et ainsi offrir une redynamisation de nos rues, très favorable au commerce de proximité.

Il est à noter du reste que le développement des zones 30 a été particulièrement cité par les communes comme une mesure structurante dans leurs réponses au courrier métropolitain de fin octobre, évoqué ci-dessus.

- Covoiturage / Autopartage : les mobilités partagées

Le covoiturage et l'autopartage constituent des leviers de mobilité partagée peu consommateurs de crédits publics pour atteindre nos objectifs ambitieux, notamment en milieu périurbain et rural, où la densité de l'offre en transport en commun est nécessairement moindre.

En lien avec les territoires limitrophes et le Département, la Métropole devra aménager des aires de covoiturage stratégiquement localisées à l'entrée de son territoire.

Par ailleurs, la Métropole a noué des partenariats innovants avec les opérateurs *Klaxit* et *Modulauto* pour apporter une offre de services attractive aux usagers qui veulent avoir une pratique plus vertueuse de leur mobilité.

- Des mobilités décarbonées

La Métropole s'est engagée dans la voie de la décarbonation de son système de mobilités.

Déjà doté d'un réseau de tramway 100% électrique, d'un parc de bus urbains fonctionnant à 100% au GNV et d'une partie du parc suburbain fonctionnant au bioéthanol, la Métropole a décidé de franchir un cap supplémentaire en s'orientant résolument vers la mobilité zéro carbone, notamment grâce à l'hydrogène. En témoigne l'acquisition prochaine de 51 bus à hydrogène pour le réseau de transports publics qui, couplée à l'implantation de bornes électriques nouvelles sur le territoire, permettra de s'orienter vers un véritable mix-énergétique des mobilités de plus en plus vertueux.

Pour le cas particulier des bornes électriques, il conviendra de mutualiser leur installation avec des stations d'autopartage afin de garantir une utilisation maximale de ce type d'équipements.

- Temporalités de la Ville

La question des temps de fonctionnement de la ville est également primordiale et structurante pour l'efficacité du système de mobilités. Des réflexions seront ainsi engagées avec différents acteurs du territoire très gros générateurs de déplacements (Universités, CHU,...) pour travailler sur les rythmes de travail et d'études afin de dégager des marges de manœuvre sur nos capacités de transport. La crise sanitaire en cours offre une occasion unique d'accélérer cette réflexion alors que le télétravail devient une modalité de travail de droit commun, ce qui aura nécessairement un impact sur la demande de mobilité.

Ceci s'inscrit également dans la logique de la « *Ville du ¼ d'heure* » et de la « *Métropole des courtes distances* » qui nécessite de lier urbanisme, économie de proximité et transports.

- Plan de Mobilité Employeurs (PDMe)

Convaincus que le changement de paradigme sur les mobilités passe par une multitude d'actions, il faut accompagner davantage les entreprises et les salariés du territoire pour les aider à changer leurs pratiques de mobilité.

Mieux faire connaître l'offre de mobilités du territoire doit constituer un levier important de l'action afin de pouvoir être en capacité de proposer des alternatives aux différents salariés.

Il est donc proposé de renforcer l'action en matière de conseil en mobilité envers les employeurs afin de les accompagner vers une transition écologique des mobilités de leurs salariés.

Cette stratégie mobilités 2025 a vocation à se traduire très concrètement par des solutions adaptées à chaque territoire et à chaque commune. Sa mise en œuvre se fera donc en étroite collaboration avec les communes et leurs habitants pour une bonne appropriation et donc des résultats probants à la clé.

Par ailleurs, ces éléments devront nécessairement être partagés avec les territoires voisins, le sujet des mobilités dépassant largement les frontières administratives de la Métropole. C'est un devoir de travailler collectivement avec ces territoires confrontés à des problématiques similaires. Le développement, par exemple, d'une application pour simplifier les démarches pour les usagers dans leurs déplacements est une approche intéressante à ce titre à travailler collectivement dans une logique de Mobility As A Service (MaaS).

Enfin, l'étude pour l'organisation des déplacements à l'échelle du grand territoire sur « *étoile montpelliéraine* », menée en partenariat avec l'Etat, la Région Occitanie et SNCF-Réseau a livré des indications très intéressantes sur les besoins de déplacements à l'échelle des grands axes de l'aire urbaine sur lesquels il est nécessaire d'agir en lien avec les EPCI et autorités organisatrices voisins.

Dans ce cadre, la réflexion sur l'amélioration de la desserte ferroviaire du territoire, dans une logique de « *service express métropolitain* », avec à la clé le confortement de la halte ferroviaire de Baillargues, le développement de la halte de Villeneuve-lès-Maguelone et la création de la halte de Sablassou, doit être encore approfondie à deux horizons : à court terme avant mise en service de la LNMP, à moyen terme après la mise en service de la LNMP.

Au final, cette stratégie mobilités à horizon 2025 doit nous permettre d'engager la Métropole dans un nouveau chemin vers une mobilité durable et solidaire et ainsi offrir à chacun une possibilité de se déplacer autrement sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la stratégie mobilités 2025, qui s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du Plan de Mobilité 2020-2030 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154026-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tracés lignes BHNS
- Réseau express vélos

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Aménagement durable - Évaluation du Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2010-2020 - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) est le document cadre qui permet de planifier, programmer et coordonner les actions dans le temps en termes de mobilité. En 2012, le législateur exigeait que le PDU *« détermine les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement dans le périmètre de transports urbains »* (extrait de l'article L.1214-1 du Code des transports). La réalisation de ce type de document était obligatoire pour les autorités organisatrices des transports urbains de plus de 100 000 habitants (anciennes AOTU devenues Autorités Organisatrice de la Mobilité). Le PDU 2010-2020 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvé en 2012. La présente délibération porte sur l'évaluation de ce PDU, avant de poursuivre sa révision initiée en 2017.

Le rapport d'évaluation du PDU 2010-2020 développe:

- le descriptif des objectifs du PDU 2010-2020 ;
- la liste de l'ensemble des mesures définies par le précédent PDU et le bilan des réalisations ;
- le bilan des effets sur la mobilité des habitants et des usagers, par mode de déplacement ;
- les effets du PDU sur l'environnement.

L'objectif majeur du PDU 2010-2020 consistait à la réduction de la part modale de l'automobile, et ce, malgré la croissance des besoins en mobilité générée notamment par l'évolution démographique et par l'attractivité toujours soutenue de l'aire montpelliéraine. Entre 2003 et 2013 (dates des Enquêtes Ménages Déplacement), la part modale de la voiture a en effet diminué de 59 à 52 % alors que la population s'accroissait de 9%.

Concernant les effets sur l'environnement, les modélisations réalisées par ATMO Occitanie montrent que le bilan des différents polluants est plus mitigé. Si l'émission des GES (gaz à effets de serre) pour le transport routier n'a pas réduit entre 2008 et 2018 (passant de 796 000 tonnes équivalent CO₂ à 847 000 tonnes), les émissions de NOx (oxydes d'azote) réduisent plus significativement passant de 3 592 kg/ an à 2 544 kg/an (-29%), alors même que la population et le nombre de km parcourus a continué de s'accroître (respectivement 15% et 9%). Le renouvellement et la modernisation du parc automobile participe grandement à ce bilan.

L'évaluation détaillée permet de prendre connaissance des actions qui ont été réalisées, partiellement réalisées, non engagées ou réorientées. Ce document d'évaluation des actions du PDU précédent sera complété par un diagnostic plus complet du fonctionnement des déplacements de la Métropole dans le cadre de l'élaboration du Plan de Mobilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport d'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152995-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020_rap_Eval_PDU2010_V3M_VF[1].pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Relance de la révision du Plan de Déplacements Urbains (PDU) par l'élaboration du Plan de Mobilité 2030 - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La gestion des mobilités d'aujourd'hui et de demain constitue un point essentiel de la stratégie pour que Montpellier Méditerranée Métropole assume sa part dans la lutte contre le changement climatique, pour l'amélioration de la qualité de son environnement et de la santé publique. Gérer les mobilités, c'est aussi agir pour le quotidien des habitants et usagers, pour une Métropole plus respirable et accessible à tous.

Le document cadre qui permet de planifier, programmer et coordonner les actions dans le temps est le Plan de Mobilité. Il « *détermine les principes régissant l'organisation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises, la circulation et le stationnement dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité* » (extrait de l'article L.1214-1 du Code des transports).

Antérieurement appelé Plan de Déplacements Urbains (PDU), la Loi d'Orientation des Mobilités promulguée le 24 décembre 2019, a renommé et enrichi cet outil afin qu'il prenne en compte la diversité des territoires, la pluralité des besoins de la population et l'évolution des modes de déplacement. Il est conçu en intégrant plus largement les enjeux environnementaux (trajectoire pour lutter contre le changement climatique, amélioration de la qualité de l'air, lutte contre la pollution sonore, limitation de l'étalement urbain, préservation de la biodiversité).

Le Plan de Mobilité doit définir une stratégie cohérente puis la décliner dans un programme d'actions échelonné dans le temps au regard de l'évaluation de ses impacts environnementaux et financiers. Ce document cadre constitue ensuite un guide pour mettre en œuvre la politique de mobilité sur le territoire pour l'ensemble des autorités organisatrices, y compris en partenariat avec les territoires voisins avec qui la Métropole partage ce grand bassin de vie. Il constitue également un socle pour définir les partenariats dans le cadre des outils de contractualisation (CPER, contrats territoriaux... et divers appels à projets).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier avait approuvé le Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 le 19 juillet 2012 (délibération n°10998). Puis, la Métropole a initié sa révision par délibération n°14659 du 17 mai 2017. L'évolution du contexte réglementaire avec la Loi d'Orientation sur les Mobilités, du contexte sociétal et environnemental, ainsi que les premiers enseignements de la crise sanitaire traversée, conduisent à relancer la procédure de révision du PDU, par l'élaboration du nouveau Plan de Mobilité afin d'une part d'actualiser les objectifs poursuivis et d'autre part pour définir les modalités de concertation.

Cette délibération vient donc compléter en l'actualisant celle du 17 mai 2017.

Tout d'abord, il faut noter que l'élaboration du Plan de Mobilité s'inscrit dans une démarche plus large, à travers laquelle il s'agit :

- d'intégrer les engagements nationaux en matière de lutte contre le changement climatique, et, localement, d'être compatible avec les objectifs fixés pour chaque polluant dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA), dont la révision est conduite par le Préfet courant 2021-2022 ;
- concernant les politiques régionales, de prendre en compte les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), prochainement soumis à enquête publique, et d'être compatible avec les règles de son fascicule, en particulier la planification régionale en matière d'intermodalité (Schéma régional d'Intermodalité intégré au SRADDET) ;
- à l'échelle du territoire, d'être compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2019 et le Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET) - en phase d'élaboration courant 2020-2021 - ce dernier fixant un objectif de neutralité carbone à 2050.

Le Plan de Mobilité devra donc démontrer quels leviers il actionne pour atteindre ces objectifs nationaux, régionaux et locaux.

Dans ce cadre de travail, la Métropole souhaite renouveler les objectifs et actualiser ceux inscrits pour la révision du PDU dans le cadre de l'élaboration du PDM.

La crise sanitaire traversée montre l'impérieuse nécessité de penser « *la ville des proximités* », ce que le premier PDU appelait « *la ville des courtes distances* », correspondant au concept de « *ville du quart d'heure* » popularisé plus récemment par l'urbaniste Carlos Moreno. Sur le territoire, qui bénéficie toujours d'une attractivité démographique et économique non démentie, cette crise encourage à concevoir des villes, des villages et des quartiers permettant de répondre aux besoins des usagers, notamment ceux du quotidien en limitant les modes de déplacements carbonés.

Le futur Plan de Mobilité poursuivra deux caps, pour offrir tout à la fois :

- un cadre de vie apaisé et respirable,
- des alternatives à l'autosolisme.

La stratégie du Plan de Mobilité se base sur une double logique : accompagner le changement des comportements et mettre en place un « *choc de l'offre* ». Seule la synergie entre ces deux axes de travail permettra d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par le PCAET. L'évaluation du PDU 2010-2020 montre que le territoire a déjà investi massivement dans les infrastructures ferroviaires (nationale : CNM, gares Saint-Roch et Sud-de-France, locale : gare de Baillargues, tramway), routières (nationale : déplacement de l'A9, locales : LIEN, RM65, déviation de Castries...), et que plusieurs projets d'infrastructures (phase 1 de la LNMP, ligne 5 de tramway, bus à haut niveau de service, déploiement des aménagements pour les mobilités actives...) sont encore à réaliser pour offrir aux habitants et usagers du territoire un système et une offre de mobilité complets.

Toutefois, il est important de travailler aussi sur l'optimisation des infrastructures existantes, pour promouvoir un meilleur partage de l'espace public, favoriser l'évolution des modes de déplacement, tenir compte de la contraction des ressources financières des collectivités publiques et des délais nécessaires pour mettre en œuvre certains projets structurants. Les enjeux de la transition écologique sont tels, qu'il s'agit de pouvoir mettre en œuvre au plus tôt des actions significatives afin qu'elles puissent être livrées d'ici 2025. Ainsi, le PDM intégrera cette première étape dans son projet élaboré à l'horizon 2030, tout en ayant en perspective le système de déplacement multimodal d'ensemble qu'il convient de constituer par étape.

Pour répondre aux 11 objectifs fixés par le Code des Transports (L.1214-2), le Plan de Mobilité de la Métropole proposera une stratégie basée sur les principes suivants :

- tout d'abord, concevoir le territoire afin de pouvoir se déplacer de manière plus économe (moins loin / moins souvent / moins longtemps / dans des périodes moins congestionnées), cela signifie qu'il convient de travailler sur l'éventail des actions qui permettent de tendre vers la « *ville du quart d'heure* », dans le contexte d'une ville fonctionnellement plus mixte ;
- ensuite, concevoir des espaces publics apaisés et des itinéraires pour faciliter les modes actifs pour tous les déplacements qui s'y prêtent (entre 0 et 9 km environ), cela signifie la poursuite et l'amplification de la politique en faveur des mobilités actives récemment engagée ;
- pour tous les déplacements non réalisables en modes actifs, concevoir une chaîne de déplacement multimodale variée et adaptée aux caractéristiques du territoire, cela signifie qu'il faudra accroître et optimiser l'offre, connecter les réseaux de transport sur des PEM, mais aussi faciliter l'accès à la mobilité. Le déploiement de la gratuité constitue le fer de lance de cette stratégie ambitieuse en faveur d'un report massif vers le transport collectif. En complément, pour accompagner le changement des comportements, l'approche de la « mobilité comme un service » - Mobility As A Service – permettra de dépasser la logique de réseaux pour faciliter les déplacements de l'utilisateur. Celui-ci bénéficiera d'un bouquet de services multimodaux, où la qualité de l'information sera stratégique : il s'agira de développer des systèmes d'information (application, information en temps réel sur site...) permettant de connaître la pluralité des offres, et ainsi de laisser le choix à l'utilisateur de combiner plusieurs modes (faire l'aller avec un mode, le retour avec un autre). Les différents modes de déplacements s'appuieront sur des « colonnes vertébrales » structurant les réseaux : celui de l'armature ferroviaire (train du quotidien et tramway) et le réseau viaire multimodal ;
- parallèlement, concevoir une chaîne de distribution des marchandises afin d'optimiser les flux et de progressivement décarboner les véhicules de livraison, cela signifie notamment de mettre en œuvre la Zone à Faibles Emissions (ZFE) et d'identifier les espaces et infrastructures mobilisées pour la logistique.

Ces principes devront permettre d'atteindre les 11 objectifs du Code des transports, dont l'objectif majeur fixé par le législateur, relatif à la diminution du trafic automobile.

L'élaboration de Plan de Mobilité sera réalisée en s'appuyant sur plusieurs instances de travail et un dispositif de concertation préalable.

Premièrement, au sein de l'institution, le Bureau de Métropole orientera et validera les grandes étapes de l'élaboration du projet. Les ateliers de secteurs seront réunis pour décliner la stratégie territoriale. Préalablement aux étapes de validation en Conseil de Métropole, la commission Aménagement Durable sera réunie.

Deuxièmement, les partenaires institutionnels de la mobilité et les territoires voisins seront associés à la construction du projet. Le Code de transport vise l'association des « *services de l'Etat, les régions, les départements, les gestionnaires d'infrastructures de transports localisées dans le périmètre du plan* » (L.1214-14). Cette phase de travail préparatoire permettra de préparer la phase de consultation administrative, quand le projet arrêté par la Métropole sera « *soumis, pour avis, aux conseils municipaux, départementaux et régionaux, aux autorités organisatrices de la mobilité limitrophes ainsi qu'aux autorités administratives compétentes de l'Etat concernés* » (article L.1214-15).

Troisièmement, en application du Code de l'environnement, les Plans de Mobilité sont systématiquement soumis à une évaluation environnementale et donc à une phase de concertation préalable. Cette concertation doit permettre de partager et d'enrichir le projet. Elle se basera sur une pluralité de moyens permettant à chacun de s'exprimer et de débattre du projet. Ceux-ci seront toutefois susceptibles d'évoluer sur la forme en fonction des consignes liées à la crise sanitaire.

Le dispositif de concertation préalable pour l'élaboration du PDM sera le suivant :

- un dispositif d'information continu en ligne, permettant à chacun de connaître l'avancement du projet, les rendez-vous et d'exprimer son avis ;
- la diffusion d'information régulière dans le magazine de la Métropole pour signaler les prochains rendez-vous et présenter le projet de PDM ;
- au moins un temps fort collectif sera organisé pour débattre et partager le projet, le format de ce temps fort s'adaptera aux consignes relatives à la crise sanitaire ;
- des expérimentations menées ponctuellement enrichiront également le projet ;
- la mise en place d'un Comité des Partenaires rassemblant des représentants des usagers, entreprises et salariés du territoire, cette instance sera durable dans le temps ;
- la sollicitation de l'avis du Conseil de Développement.

Par ailleurs, il est à noter que « *Les représentants des professions et des usagers des transports ainsi que des associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, les chambres de commerce et d'industrie et les associations agréées de protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 141-1 du Code de l'environnement sont consultés, à leur demande, sur le projet.* » (Extrait de l'article L.1214-14 du Code des transport).

Avant l'arrêt du projet de Plan de Mobilité 2030, le bilan de la concertation sera présenté au Conseil de Métropole. Le document sera ensuite soumis à enquête publique avec l'ensemble des avis recueillis pendant la phase de consultation administrative. Il sera enfin définitivement approuvé en tenant éventuellement compte des résultats de l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'engager la démarche d'élaboration du Plan de Mobilité 2030 dans le cadre de la révision du PDU ;
- d'imputer les dépenses pour mener les études sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153002-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention d'échange de données du fichier national des accidents corporels de la circulation - Renouvellement - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie de la sécurité des déplacements s'inscrit dans une démarche méthodologique engagée par la Ville de Montpellier en 2008 et poursuivie depuis 2016 sur le territoire métropolitain, couvrant les 31 communes. En effet, au sein de la Direction des Mobilités, le service Déplacements et Sécurité Routière développe une mission d'analyse de la Sécurité des Déplacements et notamment une analyse de l'accidentalité du territoire grâce à la structuration d'un observatoire.

Cet observatoire s'appuie sur un Système d'Information Géographique (SIG) alimentés par les données des accidents corporels de la circulation et permettant de cibler les zones d'accumulation d'accidents.

Ces données sont renseignées par les Forces de l'Ordre Police Nationale et Gendarmerie, et détaillent le lieu et les caractéristiques de chaque accident à partir des procès-verbaux. Ensuite, cette base de données est contrôlée par l'Observatoire Départemental de la Sécurité Routière de l'Hérault (ODSR/ DDTM34), qui s'assure de la fiabilité des données avant de les mettre à disposition des acteurs de la sécurité routière.

Cette méthode de travail (collecte, correction et exploitation des données accident) nécessite un étroit partenariat avec les forces de l'ordre et l'ODSR, encadré par la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière. Cet organisme élabore et met en œuvre, au plan national, la politique de lutte contre l'insécurité routière.

Localement, l'observatoire du service Déplacement et Sécurité Routière dresse annuellement un état des lieux de l'accidentalité sur le territoire de la Métropole. Parmi d'autres analyses, plusieurs indicateurs de sécurité routière sont construits comme la densité d'accidents corporels et mortels, la densité d'accidents impliquant des modes vulnérables, etc.

Ces indicateurs alimentent les études d'enjeux de sécurité routière permettant de hiérarchiser des axes sur lesquels un gain de sécurité est important. Lorsqu'un axe est ciblé, un diagnostic complet permet de relever les problématiques sur l'itinéraire. En effet, l'analyse des procès-verbaux d'accidents et le relevé détaillé de la configuration de l'axe, permettent de comprendre les accidents et de dégager des pistes d'actions pour renforcer la sécurité routière.

Par conséquent, l'échange de cette base de données « accident » est indispensable pour pérenniser le travail de l'observatoire de l'accidentalité, réel outil d'aide à la décision. Aussi, cette base de données est systématiquement analysée lors des études ponctuelles d'aménagements spécifiques de sécurité.

A cet effet, la convention de correction et d'exploitation des données issues du fichier national des accidents corporels de la circulation doit être renouvelée pour une durée de 5 ans entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention avec entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière pour l'exploitation et la correction des données du fichier national des accidents corporels de la circulation ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153302-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Aide à l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) - Evolution du dispositif - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Lors du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a procédé au lancement d'un dispositif volontariste d'aide universelle à l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) neufs auprès des velocistes de la Métropole. Le dispositif a immédiatement rencontré un vif succès avec près de 2 000 dossiers déposés à ce jour, et près de 1 000 dossiers d'ores et déjà déclarés éligibles, représentant un chiffre d'affaires d'environ 2 M€ pour les velocistes implantés sur le territoire.

Il est proposé à travers la présente délibération des évolutions du dispositif sous 3 aspects :

Tout d'abord, pour tenter de répondre à la problématique du vol, le législateur exige, depuis le 1^{er} janvier 2021, que tous les vélos neufs vendus par un commerçant soient dorénavant marqués d'un numéro unique inscrit dans le « fichier national unique des cycles identifiés ». Cette obligation sera étendue aux modèles d'occasion vendus par des professionnels, à partir de juillet 2021. Le règlement du dispositif d'aide à l'achat de VAE neufs est ainsi proposé amendé afin de prendre en compte de cette nouvelle obligation réglementaire.

Par ailleurs, pour encourager une pratique sécurisée du VAE, la Métropole décide de rendre éligibles dans l'assiette subventionnable tous les équipements afférents à la sécurité, ce en conservant les plafonds d'aide : casque, antivol, dispositif d'éclairage, toute tenue réfléchissante.

Enfin, pour répondre aux enjeux de durabilité et d'écoconsommation, la Métropole décide d'apporter une nouvelle aide financière en proposant un dispositif d'aide universelle permettant l'achat de VAE d'occasion achetés physiquement chez un velociste du territoire métropolitain. En effet, les avancées technologiques et la qualité des VAE nouvelle génération permettent maintenant de proposer des vélos d'occasion quelquefois aussi performants que des vélos neufs.

Cette aide, s'élevant à 25 % du prix d'achat dans la limite de 200 € maximum, sera ainsi attribuée aux habitants métropolitains, sans conditions de ressources, pour l'achat d'un vélo d'occasion à assistance électrique (y compris vélo cargo) effectué physiquement dans un commerce métropolitain, à partir du 1^{er} février 2021 et jusqu'au 31 août 2021.

Un règlement définit les modalités d'attribution et sera signé entre le bénéficiaire de l'aide et la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'attribuer aux habitants de Montpellier Méditerranée Métropole une aide fixée à 200 € maximum, dans la limite de 25 % du prix d'acquisition des matériels éligibles, sans conditions de ressources, pour l'achat d'un Vélo d'occasion à Assistance Electrique effectué dans un commerce métropolitain ;
- de valider la modification du dispositif d'aide à l'achat de VAE neufs tenant compte de la nouvelle obligation réglementaire en matière de sécurisation et de lutte contre le vol ;
- de dire que les aides sont accordées selon les modalités exposées dans les règlements ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal, chapitre 908 ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154041-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention vélo neuf
- Convention vélo occasion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention de partenariat et de financement avec la société Klaxit dans le cadre d'une action expérimentale d'incitation au covoiturage - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Comme beaucoup de territoires densément peuplés, Montpellier Méditerranée Métropole est confrontée à d'importants enjeux de santé publique dus à la pollution induite par les transports. Montpellier Méditerranée Métropole a donc fait de la question des mobilités un enjeu fort de son action.

L'autosolisme, l'usage individuel de la voiture, fait partie des axes forts sur lesquels la Métropole compte influencer par sa politique en faveur des mobilités partagées (covoiturage, autopartage).

Dans ce cadre, la délibération n°2020-354, adoptée à l'occasion du Conseil de Métropole du 23 novembre 2020, présente l'esprit de la politique de covoiturage décidée par l'exécutif.

Il est important d'insister sur la différence de nature profonde entre le covoiturage moyenne/longue distance « ponctuel » (type blablacar) et le covoiturage courte distance « quotidien ». Les compromis que les usagers sont prêts à faire pour du covoiturage « ponctuel » (notamment heures et lieux exacts de pose/dépose), ces mêmes usagers ne sont absolument pas prêts à les faire pour du covoiturage quotidien, notamment pour des trajets de moins de 45mn. L'aménagement d'aires de covoiturage est donc peu opérante à l'échelle métropolitaine, sauf peut-être aux portes d'entrée du territoire pour les habitants de l'aire urbaine. Ce volet précis devra donc faire l'objet d'une réflexion interterritoriale avec le Département et les intercommunalités limitrophes.

En revanche, la question du service aux covoitureurs, notamment la mise en relation, est essentielle et peut et doit se faire à l'échelle dense métropolitaine, pour des raisons évidentes de massification du rapport offre/demande. Dans le cadre de l'exercice de sa compétence transports, la collectivité proposait depuis 2008 une plateforme de mise en relation d'usagers. Cependant, confrontée d'une part à la concurrence de nombreuses autres plateformes proposant le même service, et d'autre part à la problématique de l'acquisition d'une masse critique d'usagers, ce service n'a jamais pu décoller et réellement rencontrer son public.

Afin de pallier ces deux manques, Montpellier Méditerranée Métropole lance donc une expérimentation avec la société Klaxit, spécialiste des solutions de covoiturage, poursuivant l'ambition affichée de l'atteinte d'une masse critique suffisante au moment du lancement de la plateforme, mais en l'accompagnant cette fois-ci d'une incitation financière directe des covoitureurs. C'est l'objet de la délibération votée par le Conseil de Métropole du 23 novembre 2020.

Cette expérimentation se traduit par la mise en œuvre d'une convention qui détaille le mécanisme de cette incitation prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole. Concrètement, la Métropole propose de prendre en charge pendant 1 an les coûts des trajets générés en application de cette convention, dans la limite de 10 000 €.

Les trajets organisés par l'opérateur éligibles au financement de la Métropole seront pris en compte à compter du 1^{er} mars 2021 jusqu'au 1^{er} janvier 2022, le cocontractant ne percevant aucune rémunération, puisque la totalité de l'incitation est versée aux covoitureurs.

Les trajets seront éligibles dès qu'ils répondront aux deux conditions suivantes :

- L'origine ou la destination est située sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le trajet est inscrit (via Klaxit) dans le registre de preuve de covoiturage mis en place au niveau national, ce afin d'assurer la collectivité du fait que le covoiturage s'est effectivement déroulé comme prévu.

En pratique, l'effort métropolitain se décomposera comme suit :

- Les conducteurs effectuant un trajet d'au moins 2 km sont incités selon les règles suivantes :
 - o De 2 à 20 km : 2 € par passager transporté ;
 - o Au-delà de 20 km : 0,10 € par km supplémentaire par passager.

- Les passagers effectuant un trajet d'au moins 2 km sont incités selon les règles suivantes :
 - o De 2 à 40 km : trajets gratuits ;
 - o Au-delà de 40 km : 0,10 € par km réalisé au-delà du 40^{ème} kilomètre.

Afin d'éviter une concurrence avec des opérateurs professionnels de transport et la création d'un marché parallèle, la Métropole limitera la fréquence maximale quotidienne de trajets réalisés par utilisateur : 6 prises en charge maximum par jour pour le conducteur par (équivalent à 2 voyages par jour avec 3 passagers).

Il est proposé que cette expérimentation soit dotée d'un montant de crédits plafonné à 10 000 €, prélevée sur l'enveloppe budgétaire de 75 000 € adoptée dans le cadre de la délibération n°2020-354 du 23 novembre 2020.

La convention prendra fin après le versement du solde des incitations correspondant aux trajets réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la signature de la convention de partenariat avec Klaxit ;
- de valider l'enveloppe budgétaire de 10 000 € correspondant à cette incitation ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus sur les budgets 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152440-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE FINANCEMENT.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention d'autorisation d'embarquement et de dépose de passagers sur la commune de Teyran - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application du contrat partenarial signé le 14 décembre 2017, et par convention signée le 27 juillet 2018, Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup ont souhaité desservir la Ville de Teyran, membre de cette intercommunalité, via la ligne n°27 (ex n°36) de Transport A la Demande (TaD) du réseau TaM qui traverse la commune sans s'y arrêter.

Cette ligne est mise en place par la Métropole en tant qu'autorité délégante sur son territoire et exploitée par la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu avec la Métropole.

La desserte de Teyran par la ligne de TaD n°27 du réseau TaM a été autorisée par le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) agissant en tant qu'autorité organisatrice des mobilités sur la commune de Teyran ; elle constitue une offre complémentaire à celle de la ligne de bus régulière 611 de la société Hérault Transport qui dessert la commune aux heures de pointe.

Depuis la mise en œuvre de cette desserte sur Teyran, le succès de cette desserte par la ligne TaM est au rendez-vous ; en septembre 2020, plus de 620 montées – descentes ont été comptabilisées au départ ou à l'arrivée de la commune.

Face à ce succès, il a été décidé de proposer aux habitants de Teyran un second arrêt sur la ligne 27 ; cet arrêt situé la route départementale 21 permettra ainsi de renforcer l'attractivité de la ligne 27 pour les habitants de la commune et viendra compléter l'arrêt « Le Salaison » déjà desservi par la ligne de TaD.

Les surcoûts inhérents à la mise en place de cet arrêt supplémentaire continueront d'être pris en charge par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour un montant complémentaire de 1 000 € TTC par mois (valeur 2017), montant qui viendra compléter la somme de 3 000 € TTC par mois déjà versée au titre de la desserte de l'arrêt « Le Salaison ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention d'embarquement et de dépose des passagers de la ligne de transport à la demande n°27 sur la commune de Teyran, à intervenir avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault ;
- d'imputer les recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153796-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20210121_Avenant 1 Convention ligne 27.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Adhésion 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) a été créée en 1987 par des élus et des techniciens de collectivités territoriales qui poursuivaient l'objectif commun de se doter d'une expertise « métier » qualifiée d'opérationnelle, indépendante des groupes de transport.

Aujourd'hui, près de 300 adhérents bénéficient de cette expertise dédiée aux transports publics et plus largement à la mobilité : collectivités territoriales, établissement public de coopération intercommunale, entreprises de transport indépendantes des grands groupes, etc.

Grâce à une équipe permanente composée d'experts et à une équipe de consultants spécialistes dans divers domaines, AGIR accompagne les acteurs des mobilités dans divers domaines, qu'il s'agisse de questions liées à la réglementation, à l'offre de transport, aux modes de gestion, au matériel et logiciels, etc.,

AGIR propose également à ses adhérents différents services, et notamment des formations ou encore des réunions d'échanges et des retours d'expérience entre les adhérents.

Au regard des enjeux de mobilités du nouveau mandat, qui constituent un axe fort de la politique décidée par la nouvelle majorité de la Métropole (notamment la mise en place de la gratuité, la mise en œuvre de la ZFE, le développement des mobilités douces, ...), l'adhésion à l'association AGIR permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un appui technique sur différents domaines.

L'adhésion à l'association AGIR représente une dépense annuelle de 18 000 €. Cette dépense permet également de bénéficier de 10 jours d'expertises dédiées spécifiquement aux problématiques de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association AGIR ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153965-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier Mosson - Restructuration des commerces Sud Mosson - Convention partenariale entre l'ANCT, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier de la Mosson fait partie du nouveau programme de renouvellement urbain en tant qu'opération d'intérêt national. La convention de renouvellement urbain fixant le cadre opérationnel et financier des opérations d'investissement nécessaires pour engager la transformation urbaine du quartier, sera signée début 2021.

Outre les interventions ambitieuses prévues sur les volets habitat, aménagement urbain et développement économique, la restructuration de la polarité commerciale située au Sud de la Mosson est un enjeu majeur pour conforter et redynamiser l'activité économique et rendre plus attractif le Sud du quartier.

L'offre commerciale actuelle est composée de 28 locaux commerciaux dont une partie se développe au niveau de la dalle du Grand Mail où se concentre de la vacance. Le bâti est par ailleurs en mauvais état et une partie est concernée par la démolition de la tour d'Assas. La construction de cette nouvelle polarité commerciale permettra de développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier, de favoriser la venue d'une clientèle vivant ou travaillant dans les quartiers alentours et d'accompagner la diversification de l'offre de logements.

Confiée à la SA3M dans le cadre d'une concession d'aménagement signée en janvier 2020, cette opération porte à terme sur environ 3 730 m² de surfaces utiles de commerces, qui seront localisés au sein de trois nouveaux îlots situés de part et d'autre du nouveau cours paysager Mosson Sud et à proximité immédiate de l'arrêt de tramway « Stade de la Mosson ». Cette opération est prévue en deux temps :

- les commerces qui ont vocation à être relocalisés à la suite des démolitions, seront transférés dans les rez-de-chaussée de deux premiers îlots qui seront construits en 2023 et 2024. Le programme se déploiera sur environ 2 560 m² de surfaces utiles de commerces ;
- une deuxième phase consiste à recréer une offre de proximité à la suite du développement du projet urbain avec une nouvelle offre commerciale sur deux îlots en 2026 et 2027. Le programme se déploiera sur environ 1 170 m² de surfaces utiles.

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), accompagnera les collectivités dans la mise en œuvre du pôle commercial Mosson Sud. Ainsi, la convention objet de la présente délibération permet de formaliser les relations contractuelles entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ANCT. Elle porte sur les phases de promotion, d'exploitation et de cession à terme à un investisseur et prévoit les engagements de chacun des signataires.

L'ANCT assurera notamment : l'acquisition des rez-de-chaussée commerciaux auprès du promoteur, le financement de la réalisation de l'opération immobilière commerciale, la contractualisation avec les commerçants, la commercialisation de locaux vacants, la gestion locative, commerciale et technique. L'ANCT conservera la propriété du centre commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement, et pourra organiser des actions d'animation commerciale.

La Ville et la Métropole s'engagent à poursuivre la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et faire toute diligence pour respecter le calendrier prévisionnel de l'ANRU, ainsi qu'à assister l'ANCT dans le cadre de ses relations avec l'association des commerçants à constituer pour le nouveau centre commercial. En phase d'exploitation, elles mobiliseront leurs dispositifs de droit commun, ainsi que les actions spécifiques prévues dans le cadre de la politique de la ville.

La Métropole assurera en outre avec son aménageur, la SA3M, la prise de possession des locaux, dont la mise en œuvre de toutes les procédures nécessaires, la démolition de l'ancien espace commercial, la viabilisation et l'aménagement des abords du site en association avec l'ANCT, ainsi que le jalonnement routier. Elle devra également assurer la communication auprès des habitants sur l'opération. Enfin, elle accompagnera l'ANCT dans l'ensemble de ses demandes de subventions.

Ce projet de nouvelle polarité commerciale au Sud de la Mosson, représente un investissement de 8 871 290 € HT, pour lequel :

- la Métropole s'engage à apporter une subvention de 2 965 758 € dont le versement sera échelonné entre 2023 et 2027,
- l'ANCT a délibéré le 25 novembre 2020 pour acter sa contribution financière à l'opération pour un montant maximum de 4 327 830 €,
- l'ANRU apportera une subvention à hauteur de 1 457 200 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention partenariale à intervenir entre l'ANCT, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole visant à préciser les conditions de cession à l'ANCT du dispositif de restructuration commerciale de la polarité Sud Mosson ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152801-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention ANCT_Ville_3M commerces mosson
- annexe 1_dossier investissement
- annexe 2_échancier subvention 3M
- annexe 3_planning
- annexe 4_délibération ANCT 25 11 20
- annexe 7_communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Exercice du droit de priorité à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de la parcelle RX n°329, sise 105 rue Guglielmo Marconi - Convention de tiers-payeur avec ACM Habitat - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, a été créée Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue titulaire du droit de préemption urbain et du droit de priorité prévu par les articles L.240-1 et L.240-3 du Code de l'urbanisme sur les cessions des propriétés de l'Etat sur son territoire.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention d'aliéner la parcelle cadastrée RX 329 en nature de terrain à bâtir située 105 rue Guglielmo Marconi à Montpellier au prix de 205 000 € a été déposée par l'Etat le 5 novembre 2020 à la Métropole.

En partenariat avec la Métropole, la Ville et l'Etat, étant donné les besoins prégnants de places d'hébergement d'urgence, ACM Habitat a accepté de développer un projet de Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) d'une capacité de 21 unités de vie et une résidence sociale de 65 logements, installations qui seront toutes deux gérées par l'association d'aide médico-sociale et d'insertion GAMMES.

Ce projet doit développer une surface de plancher d'environ 5589 m² et sera financé exclusivement par Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

La Métropole a exercé le droit de priorité sur ce bien par décision du Président pour la réalisation de ce programme par ACM Habitat. En vue de couvrir le financement et la trésorerie liée à l'acquisition de ce bien, il est proposé qu'ACM Habitat intervienne dès l'acte d'acquisition par la Métropole auprès de l'Etat, en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

La présente délibération a pour objet de proposer la convention de tiers-payeur entre la Métropole et ACM Habitat visant à régler les modalités financières de ladite acquisition.

En outre, la Métropole a décidé par décision du Président d'acquérir à l'euro symbolique la parcelle RX 17, également propriété de l'Etat, formant l'impasse Marconi et nécessaire à la desserte de ce programme. Les travaux induits de voirie, réseaux divers et mise en sécurité des piétons sont financés par une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) d'ores et déjà signée avec ACM Habitat.

La réitération des actes authentiques, acte d'acquisition par la Métropole et acte de revente à ACM Habitat, sera confiée à l'étude notariale Lexnot, représentée par Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, désigné par ACM Habitat.

L'ensemble des frais annexes relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention entre la Métropole et ACM Habitat prévoyant l'acquisition de la parcelle, propriété de l'Etat, située 105 rue Guglielmo Marconi, cadastrée section RX 329, au prix de 205 000 €, acquisition qu'ACM Habitat financera intégralement, y compris les frais annexes à l'acte, en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Métropole et l'Etat ;
- d'accepter dans un second temps la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit d'ACM, opérant compensation entre le prix payé par ACM Habitat en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Métropole et le prix de vente à ACM Habitat par la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Sébastien COTE, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152172-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PRESENTATION CADA.pdf

- convention_Métropole_ACM_105 rue Marconi.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Définition des modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°3 du PLU de Cournonsec - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

En accord avec la commune de Cournonsec, il convient de procéder à la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune afin de corriger deux erreurs matérielles sur le plan de zonage et, les cas échéant, d'apporter des ajustements mineurs au règlement. Il s'agit principalement :

- de reporter les deux sous-secteurs AU8a et AU8b créés sur un plan graphique de détail par la révision simplifiée n°2 de 2011 et omis suite à l'approbation de la modification N°3,
- et d'exclure les fonds de parcelle du lotissement Les Terrasses de la zone AU7 et les classer en zone N telle que figurant au PLU avant l'approbation de la modification N°3.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Cournonsec et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Cournonsec et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Cournonsec (<http://www.cournonsec.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cournonsec ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152856-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Demande de subventions dans le cadre du label "Villes et pays d'art et d'histoire" - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le label « Villes et Pays d'art et d'histoire », attribué par le ministère de la Culture, qualifie des territoires qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants, s'engagent dans une démarche active de connaissance, de valorisation, et de médiation.

Ce label, qui embrasse une notion très large du patrimoine, matériel et immatériel, qu'il soit historique, architectural, urbain, culturel, naturel ou contemporain, a pour objectif de mettre en relation les politiques de connaissance, de conservation, de valorisation, d'animation et de soutien à la qualité architecturale et au cadre de vie.

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le label « Pays d'art et d'histoire » en novembre 2019 à l'issue du conseil national des villes et pays d'art et d'histoire. La convention entre l'Etat et la Métropole a été signée le 11 mars 2020.

L'obtention du label a conduit à la création d'une « Mission Patrimoine » afin de mettre en œuvre, développer et promouvoir les actions prévues par la convention. L'objectif de cette mission est d'assurer la coordination et la transversalité au sein de l'ensemble des services, tant d'un point de vue des politiques culturelles, qu'urbaines ou paysagères. Conformément à la convention, la Métropole a recruté un animateur de l'architecture et du patrimoine à compter du 1^{er} février 2021. Poursuivant la démarche engagée consistant à placer le patrimoine comme vecteur de lien, la Mission aura pour tâche de coordonner et de faciliter les actions menées au sein de l'institution comme au-delà.

Les actions de sensibilisation portées par le label doivent permettre aux habitants d'être acteurs à part entière de la mise en valeur du patrimoine et de la promotion de la qualité architecturale de leur environnement quotidien. Cette démarche d'appropriation suppose la création d'actions spécifiques destinées à donner des clefs de compréhension. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, en collaboration avec ses partenaires, à mettre en place et développer un programme d'actions conduit par l'animateur de l'architecture et du patrimoine.

Le ministère de la Culture apporte un accompagnement financier pendant les premières années de la convention (participation à la rémunération de l'animateur de l'architecture et du patrimoine et participation au programme d'actions) et propose des formations à l'intention des animateurs de l'architecture et du patrimoine.

Diverses actions sont mises en place afin d'assurer la cohérence du réseau : une ligne éditoriale et une charte graphique pour la promotion des actions, des aides à la réalisation de documents d'information, d'expositions et d'outils pédagogiques, l'édition d'une collection de guides.

Inciter le grand public à s'approprier son patrimoine mais également sensibiliser tous les publics aux travers d'outils de valorisation sont les enjeux à atteindre pour permettre son accès au plus grand nombre. Cette démarche est le fruit d'une volonté politique forte de valorisation culturelle et patrimoniale mais aussi une démarche touristique globale dont l'objectif est d'accroître la lisibilité et la notoriété du patrimoine local en développant une offre de qualité.

La valorisation des patrimoines passe par l'amélioration des dispositifs offerts au public. La Métropole élaborera un document de présentation du dispositif destiné à l'ensemble des publics. Il s'agira de présenter le territoire et ses différents patrimoines et d'en montrer les différents objectifs. Ce document sera conçu conformément à la charte graphique définie par la direction générale des patrimoines (service de l'architecture) pour le réseau des Villes et Pays d'art et d'histoire.

Afin de mener à bien l'ensemble de ces actions, il est proposé d'autoriser le dépôt des demandes de subventions auprès de l'Etat, ainsi que de tout organisme susceptible de les soutenir financièrement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser le dépôt des demandes de subvention les plus larges possibles auprès de l'Etat et de toute institution susceptible d'apporter un soutien financier au programme d'actions mis en œuvre dans le cadre du label « Villes et Pays d'art et d'histoire », ainsi qu'à la rémunération de l'animateur de l'architecture et du patrimoine ;
- d'approuver les engagements qui incombent aux collectivités labellisées en matière de médiation, d'animation, de formation, de communication et de promotion de l'architecture et du patrimoine à l'attention de publics diversifiés ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153806-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Direction des médiathèques et du livre - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire ' Partir en livre 2021 ' - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le réseau des médiathèques participe, pour la septième année consécutive, au temps fort « Partir en livre » (du 30 juin au 25 juillet 2021), manifestation nationale souhaitée par le Ministère de la Culture et organisée par le Centre national du livre. Cette manifestation vise à promouvoir la lecture auprès des jeunes sur leurs lieux de vacances ou de loisirs en plein air.

Cette participation est éligible à une subvention octroyée par le Centre national du livre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la demande de subvention du montant le plus élevé possible auprès du Centre national du livre pour la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la manifestation littéraire « Partir en livre 2021 » ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153227-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Adhésion à la Fondation du patrimoine - Renouveaulement - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Fondation du patrimoine, créée par la loi du 2 juillet 1996, est un organisme privé indépendant à but non lucratif dont la mission est la sauvegarde et la valorisation du patrimoine français de proximité. Organisée en délégations régionales essentiellement composées de bénévoles, elle accompagne les projets de restauration du patrimoine en favorisant leur financement.

Pour cela, elle a reçu délégation de l'État pour accorder un label qui permet au propriétaire réalisant des travaux de bénéficier de déductions fiscales. Au travers de la souscription publique et du mécénat d'entreprise, elle accompagne également les particuliers, les collectivités et les associations dans leurs projets de restauration.

Présente sur l'ensemble du territoire national, les missions de la fondation sont les suivantes :

- Promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager ;
- Contribuer à l'identification des édifices et des sites menacés de dégradation et de disparition ;
- Susciter et organiser les partenariats publics/privés entre les associations de protection du patrimoine, les pouvoirs publics nationaux et locaux, et les entreprises désireuses d'engager des actions de mécénat culturel ;
- Participer aux actions de restauration des propriétaires privés ou publics ;
- Favoriser la création d'emplois et la transmission des savoir-faire.

La sauvegarde et la valorisation du patrimoine ont des implications culturelles, économiques et sociales fortes. L'action de la fondation du patrimoine répond à trois enjeux fondateurs :

- Faciliter la transmission culturelle : en préservant notre patrimoine, nous transmettons aux générations futures ce que nous avons reçu en héritage ;
- Favoriser l'attractivité des territoires : chaque chantier de restauration crée des emplois directs et indirects. Valoriser le patrimoine, c'est aussi revitaliser les territoires et renforcer leur attractivité via les impacts touristiques et culturels ;
- Préserver les savoir-faire et favoriser l'insertion sociale : la sauvegarde du patrimoine assure la transmission des savoir-faire et des techniques traditionnelles du bâti ancien. Par ce biais, la fondation du patrimoine soutient également de nombreux projets qui donnent lieu à des chantiers d'insertion, le patrimoine étant un excellent support de réinsertion sociale et professionnelle.

Afin de participer à cette démarche de préservation et à la valorisation du patrimoine, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole, adhérente à la Fondation du patrimoine depuis 2020, renouvelle cette adhésion pour l'année 2021. Le montant annuel de cette adhésion s'élève à la somme de 1 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fondation du patrimoine ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153798-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de Partenariat entre le musée Fabre et l'association Brand à Part - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel territorial présente sur environ 9 200m² un ensemble de 900 œuvres. Il inscrit ses missions d'accessibilité et de transdisciplinarité au cœur de sa politique culturelle. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel de l'ensemble des publics et souhaite ouvrir ses collections à des champs pluridisciplinaires, et notamment à celui du cinéma.

Brand à Part est une association culturelle implantée à Montpellier qui exerce son activité depuis 2012. L'association développe des projets artistiques et pédagogiques autour du cinéma. L'association privilégie les pratiques liées à l'image et leur transversalité avec d'autres domaines d'expression artistique. Elle met également en place des ateliers d'éducation à l'image pour la formation des publics. *Brand à Part* propose des actions culturelles essentiellement en zones urbaines et péri-urbaines comme des projections en plein air, des projections itinérantes de quartier, des ciné-clubs.

L'association initie un nouveau projet d'action culturelle qui prendra la forme, tout au long du mois de février 2021, d'une rétrospective consacrée au réalisateur Jean-François Laguionie. Après soixante ans de carrière, Jean-François Laguionie apparaît comme l'un des plus grands cinéastes de films d'animation international. La richesse et la diversité de son œuvre, de ses esthétiques et thématiques permettent d'aborder des champs artistiques multiples telles que la peinture, la musique ou la littérature.

La rétrospective s'articulera autour de quatre volets : des projections de films, des rencontres, des ateliers de sensibilisation au cinéma d'animation et des expositions. L'événement proposera une programmation de qualité, soucieuse de profiter au plus grand nombre, en réunissant le public familial, le grand public, les étudiants et les professionnels autour du cinéma d'animation. La rétrospective se déploiera dans de multiples lieux de Montpellier et sa Métropole : cinémas, musées, écoles, médiathèques, centres sociaux et culturels.

Le partenariat entre le musée Fabre et *Brand à Part* permettrait d'une part de faire connaître au grand public les œuvres majeures du musée et d'autre part de développer des actions culturelles faisant le lien entre l'histoire de l'art et le cinéma. Le projet permettrait de mobiliser différents publics : scolaires, pré-adolescents et adultes. Ce partenariat permettrait de développer de nouvelles actions à la croisée entre l'histoire de l'art et le cinéma et de toucher de nouveaux publics.

La présente convention a pour objet de définir l'organisation, les droits et obligations des parties contractantes, pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et l'association *Brand à Part* pour des médiations autour des œuvres du musée conçues par le musée Fabre, des projections du film dans l'auditorium avec une médiation conçue par *Brand à Part* et des ateliers de pratique artistique et cinématographique conçues par *Brand à Part* et réalisées par les deux parties. Si le contexte sanitaire ne pouvait rendre possibles les événements au mois de février, le musée Fabre et l'association se mettront d'accord sur de nouvelles dates.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'association Brand à Part ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Direction des Médiathèques et du livre - Cession de droits de propriété intellectuelle - Migration MemoNum vers Gallica Marque Blanche - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la migration de la bibliothèque numérique MémoNum vers Gallica Marque Blanche de la Bibliothèque Nationale de France (BnF), il convient de prévoir la cession des droits de propriété intellectuelle des détenteurs sur certaines œuvres conservées au sein du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour faire suite au conventionnement passé en 2019 avec la BnF, engageant la migration de la bibliothèque numérique MémoNum vers la solution Gallica Marque Blanche, il convient de prévoir la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux numérisations de certains documents et fonds conservés au sein du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les cinq détenteurs des droits concernés sont : Mmes Francette BELLOLI et Elisabeth PROST et MM. Jacques MALET, Roland ANDREANI et Louis SEGONDY.

Ces conventions sont conclues à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de cession des droits de propriété intellectuelle par les détenteurs listés ci-dessus à la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151492-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat pédagogique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association l'Art-Scène-Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoires à Rayonnement Régional (CRR). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner des étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'école du spectateur. Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire pour le CRR de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales les plus prestigieuses (Opéra Orchestre National, Festivals, Etablissements Culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, etc.).

Depuis 2017, un partenariat a été établi entre le CRR et l'Association l'Art-Scène-Montpellier. Compte tenu du bilan particulièrement positif des quatre années accomplies, il est proposé de reconduire le dispositif afin de permettre aux élèves du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole de suivre un stage de master classes de violoncelle, violon et flûte, lors de la 9^{ème} Master Class d'Hiver organisée par l'Association du 18 au 24 janvier 2021 à Montpellier.

Cette nouvelle convention fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et précise les engagements respectifs des partenaires.

L'Association convient de réserver l'accès de dix élèves du CRR aux master classes dispensées dans le cadre de la 9^{ème} Master Class d'Hiver, en fonction notamment du travail pédagogique mené par les enseignants en lien avec la programmation de l'Association.

L'Association s'engage à mettre à disposition un tarif préférentiel pour un quota maximum de dix élèves du CRR selon les modalités suivantes :

- Les élèves stagiaires du CRR sont dispensés de frais de dossier d'un montant de 90 €.
- Chaque élève stagiaire du CRR s'acquittera de frais pédagogiques réduits d'un montant de 180 € en lieu et place du tarif tout public s'élevant à 300 €.

Pour sa part, la Métropole, au travers du CRR, s'engage à prendre en charge les frais d'inscription à hauteur de 90 €/élève pour un quota maximum de 10 élèves soit 900 €. Cette prise en charge sera facturée par l'Association, au réel des élèves inscrits, dans la limite de 10 élèves.

Enfin, le CRR s'engage à mettre gracieusement à disposition de l'Association une salle de répétition le 22 janvier 2021 en journée et une salle de diffusion pour accueillir un concert des élèves, le 24 janvier 2021 à 16h.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association l'Art-Scène-Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152331-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv CRR ART SCENE 2021.pdf
- Conv CRR ART SCENE 2021.pdf
- Conv CRR ART SCENE 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Agora des Savoirs saison 12 - Programmation janvier à mai 2021 - Partenariats avec la librairie Sauramps, Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

En raison des contraintes sanitaires, le premier cycle de la 12^{ème} saison de l'Agora des Savoirs n'a pu proposer que 3 conférences en décembre 2020, chaque mercredi soir hors vacances scolaires. Ces conférences se sont déroulées sans public. Ce dispositif pourra être maintenu pour la reprise de la saison.

Manifestation initiée par la Ville de Montpellier en 2009, l'Agora des Savoirs a été déclarée d'intérêt communautaire en décembre 2018, l'organisation des conférences est désormais confiée à Montpellier Méditerranée Métropole. Pour permettre une diffusion de ces conférences au plus grand nombre, elles seront enregistrées et diffusées (en direct puis en différé), sur la page *YouTube* dédiée, sur montpellier3m.fr, sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, ainsi que sur les ondes radiophoniques de Divergence FM (93.9FM).

A cette fin, il est proposé de renouveler les partenariats suivants :

- la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH-M), groupement d'intérêt scientifique porté par l'Université Paul Valéry-Montpellier III, procédera à la captation vidéo, à la diffusion en direct, au montage et à la mise en ligne des conférences qui se dérouleront au centre Rabelais. Il est proposé que 50 % du coût de la production soit pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, soit une participation de 15 540 € TTC (montant réparti entre la Direction de la Culture et la Direction de la Communication) ;
- L'association Croqu'oreilles – Divergence FM, radio montpelliéraine, procédera à la diffusion des conférences en direct le mercredi soir et en différé le samedi suivant sur ses ondes. Il est proposé que 50 % du coût de la production soit pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, soit une participation de 10 535 € TTC.

La Librairie Sauramps est un autre partenaire historique de la manifestation : très active à Montpellier pour la valorisation et la diffusion des ouvrages universitaires, de sciences humaines, de sciences dures et de techniques, elle consacre, au sein de la librairie, un espace dédié à la présentation du programme de la saison et aux ouvrages des conférenciers invités et annonce, au sein de sa programmation d'animations, les conférences à venir. La librairie dispose également d'un espace de vente des ouvrages du conférencier invité, chaque mercredi soir, au sein du centre Rabelais.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage ainsi notamment à mettre à disposition de la librairie un espace de vente éphémère dans le hall de la salle Rabelais, les soirs de conférence et à valoriser ce partenariat dans ses outils de communication. La librairie Sauramps, quant à elle, s'engage à annoncer les conférences et la programmation dans ses espaces dédiés et à proposer à la vente les ouvrages récents du conférencier ainsi qu'une sélection liée au thème abordé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'organisation de la 12^{ème} saison de l'Agora des Savoirs ainsi que les conventions de partenariat avec la librairie Sauramps, Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-147903-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention Sauramps
- convention Divergence
- convention MSH

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Théâtre des 13 vents - Convention d'occupation du domaine public avec le Centre Dramatique National de Montpellier - SARL Théâtre des 13 vents - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier, constitue sur le territoire métropolitain un pôle de référence en matière artistique. Bénéficiaire du label « Centre Dramatique National », délivré par le Ministère de la Culture, le Théâtre des 13 vents est un théâtre de service public, dont les missions sont notamment de produire et coproduire, créer, diffuser des pièces de théâtre et d'accueillir des spectacles et des artistes régionaux, nationaux et internationaux. Ainsi, il propose une programmation annuelle de pièces, rencontres, conférences et d'actions culturelles diverses afin de favoriser la rencontre entre œuvres et publics.

La convention d'occupation du théâtre conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole arrivant à son terme, il est aujourd'hui nécessaire de la renouveler afin de permettre la poursuite de ces activités.

Cette convention concerne le Théâtre des 13 vents lui-même, ainsi que les locaux annexes qu'il occupe sur le domaine de Grammont, à Montpellier. Elle définit les modalités techniques et financières de l'occupation des lieux, en précisant notamment les conditions d'utilisation des espaces, la répartition des responsabilités entre les parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

La mise à disposition des locaux est valorisée à hauteur de 288 000 € par an, conformément à leur valeur locative et au montant des investissements réalisés par la Métropole au cours des dix dernières années, amortis sur 30 ans. Compte tenu du caractère d'intérêt général des activités de la structure, il est proposé que la mise à disposition des espaces soit consentie à titre gracieux, et relève d'une contribution volontaire de la Métropole au bénéfice de la SARL Théâtre des 13 Vents, valorisée à hauteur du montant susmentionné. En application des dispositions de la jurisprudence, cette contribution est assimilable à une subvention. Elle sera donc intégrée, conformément à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales dans la liste des concours attribués par la Métropole sous forme de prestations en nature ou de subventions, figurant en annexe des documents budgétaires.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2021-2024 et est renouvelable une fois pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public avec la SARL Théâtre des 13 vents ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153390-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Theatre des 13 vents - Convention AOT.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

De manière concertée et complémentaire, Montpellier Méditerranée Métropole, tout comme la Ville de Montpellier, souhaite développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable, qui contribue à la régulation de l'écosystème artistique sur le territoire. A cet effet, dans une démarche volontaire, en ce début de mandat et dans cette période difficile, elle souhaite mettre en place les modalités visant à contribuer à soutenir, accompagner, voire impulser, les bases du « *monde culturel d'après* » en collaboration avec ses partenaires.

Des mesures pour inciter les artistes à se regrouper et mutualiser leurs énergies seront ménagées. Il sera porté une grande attention dans les projets soutenus, sur les conditions de juste rémunération salariale et de respect des droits des auteurs et artistes-interprètes. Enfin, tous les projets visant à promouvoir les valeurs de non-discrimination, d'ouverture aux autres, de solidarité, d'égalité et de laïcité seront fortement défendus. La place des femmes artistes et des compagnies et structures portées par des femmes sera au cœur de l'ensemble des réflexions et des actions visant à accentuer leur présence sur les plateaux, les scènes, les instances dirigeantes des structures culturelles ou dans les textes lus ou joués.

A cet effet, il est proposé d'adopter les grands principes qui permettront d'orienter les attributions financières et les soutiens de la collectivité pour cette année et les prochaines. Ces principes énoncés visent à une transparence des critères d'attribution des aides publiques. Une complémentarité des dispositifs de soutien aux artistes et compagnies aura lieu avec la Ville de Montpellier, mais aussi avec le Département, la Région et l'Etat, avec qui des contacts réguliers seront pris pour partager les décisions et les accompagnements pour offrir plus de cohérence et des moyens supplémentaires aux artistes et compagnies en création.

1 – Les demandes seront étudiées conformément aux compétences de la Métropole, afin d'éviter les dépôts de demandes identiques avec la Ville, de diminuer le nombre de dossiers techniques à réaliser pour les artistes et compagnies afin qu'ils se consacrent à leurs projets artistiques et contribuer à clarifier les échelles d'intervention des collectivités en instaurant une véritable politique de territoires.

La compétence culturelle de la Métropole s'articule autour de la gestion des grands équipements et des manifestations à rayonnement national. Le maillage territorial d'équipements métropolitains ou la mise en réseau des lieux de spectacles vivants tels que portés par le Schéma de Mutualisation visent à mailler le territoire de manière équilibrée et complémentaire.

Les projets artistiques et culturels accompagnés contribuent à structurer les différents bassins de vie de la Métropole de manière harmonieuse et complémentaire et permettent de développer une offre culturelle de qualité au plus près des habitants, des parcours d'œuvres ou d'artistes, la programmation d'événements dans des lieux non dédiés, en plein air ou chapiteau de manière à irriguer chaque commune de la Métropole.

De ce fait, dans le domaine du secteur vivant, le soutien de la Métropole se portera de manière prioritaire sur les propositions renforçant la coopération intercommunale. Les disciplines qui permettent un déploiement sur l'ensemble du territoire comme les arts de la rue ou le cirque seront développés.

Un schéma de structuration des musiques actuelles incluant une réflexion sur la nouvelle convention avec la SMAC Victoire 2 va être élaboré. Enfin, il s'agira de renforcer la filière Spectacle Vivant en poursuivant l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur en théâtre avec l'ENSAD, en théâtre et musique avec le Conservatoire à Rayonnement Régional, ou la filière Spectacle vivant de l'Université Paul Valéry, en danse avec le Master EXERCE et en cirque avec Balthazar, mais également des nombreuses écoles privées qui voit le jour régulièrement comme le cours Florent, Trac.... Il s'agira également d'accompagner les dispositifs d'insertion professionnelle développés par chacune de ces structures, afin que l'investissement consenti par la collectivité à la formation des jeunes contribue à la vitalité artistique de son territoire.

2 – La logique de reconduction des aides est supprimée, afin de donner à la Métropole les moyens de s'adapter à l'évolution de l'écosystème culturel et d'impulser le soutien à de nouvelles structures et de nouveaux projets. Près d'un tiers des aides octroyées sera consacré pour servir de tremplin aux actions, pratiques et projets émergents, aux structures qui s'orientent vers un renouvellement des formes et des pratiques, mais également des modes de gouvernance qui tendent vers davantage de participation des publics et un véritable engagement vers l'accentuation de la présence des femmes au sein des projets artistiques et culturels.

3 – Une aide plancher d'un montant de 2 000 euros est instaurée, afin d'éviter un saupoudrage improductif artistiquement parlant mais aussi une durée de vie cadrée pour les projets afin de pouvoir réinterroger la pertinence de son maintien. La formalisation de conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens, d'une durée de 3 ans maximum, dès 10 000 € de subvention octroyés, va progressivement se généraliser pour instaurer dans les conditions de soutien la mise en œuvre progressive de moyens d'autonomisation et de diversification des financements pour la structure. Un véritable dialogue entre la collectivité et l'association ou la compagnie, préalablement au versement du solde de la subvention, va être mis en place de manière systématique afin de permettre une meilleure lisibilité de l'avancée des projets.

4 – Critères d'analyse des aides à la résidence des aides à la création et la production musicales, théâtrale, chorégraphique, circassienne et pour les arts de la rue :

- a) Valeur intrinsèque du projet : Qualité artistique du projet, de la production artistique ou de la programmation, adéquation entre l'objectif et le milieu, durée du projet par rapport aux coûts ;
- b) Inscription du projet et/ou travail dans le territoire : pas de doublement avec des projets existants, structurant pour le territoire, effets structurants sur le développement culturel du territoire ;
- c) Valorisation d'artistes et/ou de pratiques émergentes, pratiques novatrices, gouvernances participatives, exigence de parité artistiques ;
- d) Vitalité de la compagnie ou de l'association : environnement professionnel de l'artiste ou l'association, volume des co-productions ou soutiens autres, dates de programmation, nombre d'adhérents, adéquation budget/ objectifs, échéanciers réalistes ;
- e) Public visé : actions vers les publics éloignés pour tout motif : social, géographique, handicap ;
- f) Financement d'autres partenaires, coproductions, mécénat, recherche d'autonomie progressive.

5 – Des commissions ou des appels à projets transversaux avec les relations internationales, le développement économique, la jeunesse, l'environnement, la solidarité seront constituées au cas par cas pour permettre que les projets dynamiques et pluridisciplinaires soient accompagnés de manière concertée.

6 – Afin que l'enjeu principal soit la qualité du projet culturel et artistique, il est nécessaire de se laisser le temps d'aller découvrir le travail d'une nouvelle structure ou d'une compagnie ou d'un groupe pour éventuellement y apporter son soutien. Pour permettre l'entrée dans un projet artistique par son expertise c'est-à-dire par le sensible, le poétique et l'intelligence de la démarche, les aides devraient pouvoir être accordées au fil de l'année.

Plutôt que d'attribuer les aides en début d'année civile comme c'est le cas dans d'autres disciplines ou secteurs, ou de devoir établir une année de carence, 10% de l'enveloppe des subventions au spectacle vivant seront réservés pour les projets des compagnies ou associations dont le service spectacle vivant ne connaît pas encore le travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les grands principes d'attribution des aides financières aux associations et compagnies du territoire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154196-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention triennale d'application relative au financement des festivals du Domaine d'O avec le Département de l'Hérault - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article 90 de la loi NOTRe et de la délibération du Conseil de Métropole du 22 décembre 2016 relative au transfert des compétences du Département à la Métropole, le Département de l'Hérault a transféré à Montpellier Méditerranée Métropole la gestion du projet culturel du Domaine d'O, avec mise à disposition des installations telles que l'amphithéâtre de plein air, le théâtre Jean-Claude Carrière et l'aire accueillant les chapiteaux. Ce transfert est intervenu au 1^{er} janvier 2018.

Les festivals *Printemps des Comédiens*, *Arabesques* et *Folies Lyriques*, portés par des associations indépendantes, contribuent pleinement à l'animation et au rayonnement des équipements culturels du Domaine d'O pendant la saison estivale. Aussi, par un commun accord ayant fait l'objet d'une convention de partenariat, le Département et Montpellier Méditerranée Métropole ont acté leur volonté de maintenir les festivals d'été et défini leurs engagements réciproques à cette fin.

En application de l'article 1^{er} de cette convention de partenariat, une convention d'application triennale 2018-2020 a été conclue entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, définissant le montant de la contribution départementale annuelle nécessaire au financement de ces festivals pour la période 2018-2020.

En 2020, en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, certains festivals n'ont pu avoir lieu, ou n'ont pu se tenir que partiellement. En conséquence, il y a lieu de redéfinir le montant de cette contribution, conformément aux dispositions de l'article 4 de la convention de partenariat précitée.

Ce montant, qui s'élevait initialement à 1 671 172 €, est ainsi modifié par avenant et établi à la somme de 1 200 000 € pour l'année 2020, compte tenu des dépenses réellement engagées par les associations organisatrices.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant à la convention triennale de financement des festivals du Domaine d'O ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154209-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AV_3M_conv_triennale.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Epidémie de Covid-19 - Dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances pour le mois de décembre 2020 à destination des entreprises occupantes de bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole et en situation de fermetures administratives durant le mois de décembre 2020 à la suite de l'application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 - Approbation - Autorisation de signature.

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, comme tous les territoires, est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique.

En tant qu'interlocuteur majeur du monde économique, Montpellier Méditerranée Métropole met en place des mesures économiques exceptionnelles, afin de limiter l'impact de la crise, en complémentarité des aides gouvernementales et régionales. Ces mesures sont adaptées en fonction de la situation et des besoins spécifiques identifiés pour opérer de manière efficiente. Durant cette période de crise sanitaire et économique, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars 2020 et qui touche particulièrement les petites et moyennes entreprises.

La Métropole souhaite poursuivre son soutien aux entreprises occupantes de ses bâtiments à vocation économique et encore soumises à des fermetures administratives durant le mois de décembre 2020.

La Métropole propose ainsi de mettre en place une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant du loyer ou de la redevance du mois de décembre 2020 hors charges dus pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette aide sera valorisée sous la forme d'une exonération de loyer hors taxes et hors charges sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues.

Cette aide sera plafonnée à un montant maximum de 5 000 € TTC/mois.

Ne sont pas concernés par ce dispositif d'aide à l'immobilier les titulaires d'un titre d'occupation conféré par un contrat de la commande publique, les concessionnaires et délégataires de service public de la Métropole, les sociétés sportives au sens des articles R.122-1 et suivants du Code du sport, ainsi que les occupants du domaine public immatériel de la Métropole, les associations loi 1901 ainsi que les autorisations consenties à des fins de publicité (enseignes et pré-enseignes comprises).

Dans le cas où la redevance d'occupation est scindée en une part fixe et une part variable, seule la part fixe est prise en charge au titre de la présente aide.

Ce dispositif s'appuie sur :

- les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- le Code du Sport, notamment ses articles R.122-1 et suivants relatifs aux sociétés sportives,
- le Code de commerce et notamment ses articles L.611-1 et suivants relatifs aux entreprises en difficulté,
- l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dites de minimis,
- la Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises,
- le Décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Les occupants du domaine public métropolitain remplissant les conditions visées ci-dessous bénéficieront d'une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant de la redevance hors charges du mois de décembre 2020 dues pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Peuvent bénéficier des aides, les personnes physiques et morales de droit privé régulièrement autorisées par Montpellier Méditerranée Métropole à exercer une activité économique au sein de ses locaux et/ou sur la voirie métropolitaine et répondant aux conditions ci-après :

1°Avoir une activité placée sous fermeture administrative durant le mois de décembre 2020 à la suite de l'application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en particulier les entreprises ayant les activités suivantes :

- salles d'auditions, de cinéma, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple ;
- restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le "room service" des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective sous contrat ;
- les résidences de tourisme, les villages de vacances, les campings (sauf pour les personnes dont c'est le domicile régulier) ;
- salles de danse et salles de jeux ;
- salles de sport.

2° Ne pas avoir perçu l'aide au paiement du loyer « L'OCCAL LOYERS » au titre du mois de décembre 2020 à destination des entreprises occupant des locaux du parc privé mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie. Si un dossier de demande d'aide au paiement du loyer du parc immobilier privé a été déposée, elle devra faire l'objet d'une renonciation expresse de la part de l'entreprise qui souhaite bénéficier de la présente aide.

3° Être à jour du paiement des appels de loyers ou titres de recettes émis avant le 1^{er} juillet 2020 relatifs aux loyers ou redevances dus à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'autorisation d'exercer une activité économique au sein des locaux et/ou espaces. Cette condition s'apprécie à la date de publication de la présente délibération. A la date d'ouverture de l'état d'urgence sanitaire, être à jour de leurs obligations sociales et fiscales au sens de l'article R.1511-4-2 du Code général des collectivités territoriales, et ne pas être sous le coup d'une des procédures prévues par les articles L.611-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux entreprises en difficulté.

4° Ne pas dépasser un des trois seuils définissant la catégorie des PME au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 et du décret n° 2008-1354. Ces seuils sont calculés sur la base des chiffres et effectifs de l'entreprise occupante auxquels viennent s'ajouter les chiffres et effectifs de toutes les personnes physiques et morales détenues par elle ou dont elle dépend, de façon directe ou indirecte, ce qui comprend notamment le cas des succursales et holdings.

5° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 euros d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

L'attribution des aides fera l'objet d'une convention entre chaque occupant et Montpellier Méditerranée Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les conditions d'exonérations de loyers et redevances des occupants des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois de décembre 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153395-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- cONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds régional L'OCCAL Loyers - Modification des critères d'attribution - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'économie locale est fortement touchée par la crise sanitaire traversée depuis le mois de mars. Le tissu économique est essentiellement composé de petites entreprises de proximité, qui en font la diversité et la qualité : commerce, artisanat et professions du tourisme qui sont également les secteurs les plus durement touchés à la suite des fermetures imposées et aux limitations de déplacements / regroupements.

Le Fonds L'OCCAL a été mis en place à l'initiative de la Région Occitanie pour accompagner la relance du secteur du tourisme, du commerce et de l'artisanat de proximité à la suite de la pandémie Covid-19.

Dans une logique de solidarité territoriale à l'échelle régionale, le Fonds L'OCCAL est mis en œuvre sur le périmètre de la Métropole en partenariat entre :

- la Région Occitanie,
- le Département de l'Hérault,
- Montpellier Méditerranée Métropole,
- la Banque des Territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a participé à cette action, en abondant le Fonds L'OCCAL à hauteur de 1 million d'euros. La Métropole fait également partie des comités techniques et du comité d'engagement au côté de l'ensemble des partenaires territoriaux. Cette participation a été actée par une convention de partenariat, approuvée par délibération n° M2020-132 en date du 31 juillet 2020.

Dans le cadre des mesures de fermeture administrative d'un certain nombre de commerces prises en application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a conventionné avec la Région, par la délibération n° M2020-344 en date du 23 novembre 2020, afin de créer un nouveau volet au fonds : le dispositif L'OCCAL-LOYERS.

Ce volet spécifique du fonds L'OCCAL a pour objectif d'apporter une aide aux loyers aux commerces indépendants ayant un local commercial ouvert au public et cinémas indépendants du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du mois de novembre ou décembre 2020 selon le choix de l'entreprise. L'instruction des demandes est assurée par les services de la Région.

Les bénéficiaires de l'aide étaient initialement limités à une liste précise de codes APE afin d'automatiser le traitement des dossiers. De manière à se rapprocher des besoins réels des entreprises, il est proposé d'élargir cette liste et de rajouter une possibilité d'aide au cas par cas pour les autres codes APE. Ces modifications ont pour objet de répondre au mieux aux attentes des entreprises.

La participation de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif volet L'OCCAL-LOYERS sera effectuée sur l'enveloppe globale de 1 million d'euros prévue pour le fonds L'OCCAL.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le principe d'un règlement qui s'adapte à la crise économique engendrée par l'épidémie de COVID-19 ;
- d'approuver les modifications de l'annexe « critères L'OCCAL-LOYERS » de la convention de partenariat avec la Région relative au fonds L'OCCAL-LOYERS ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153281-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe - Fiche-critères LOCCAL-Loyers.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Charte "Territoire d'Action pour un Numérique Inclusif" - Mesures du plan de relance en faveur de l'inclusion numérique - Création de contrats de projets conseiller numérique - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

A la lumière de la numérisation progressive de la société et des événements sanitaires actuels plus particulièrement, il apparaît de plus en plus qu'il n'est pas de ville numérique et intelligente sans réelle citoyenneté numérique pour ses habitants.

On désigne par « *citoyenneté numérique* » la capacité de chacune et chacun à profiter pleinement des opportunités offertes par le numérique, ce grâce à un accès aux outils numériques ainsi qu'à une certaine autonomie d'usage. Elle repose sur deux piliers :

- L'inclusion : le numérique devient progressivement un facteur excluant pour les citoyens les plus fragiles. Avec la dématérialisation, notamment, de l'accès aux droits, le numérique bouscule l'accompagnement social et devient un sujet incontournable pour l'action sociale de la Métropole et l'ensemble des acteurs de la solidarité ;
- Le pouvoir d'agir : la citoyenneté numérique inclut l'ensemble des publics et des structures du territoire, sans se limiter au sujet de l'inclusion. Il faut que chacun ait les aptitudes et la compréhension nécessaire afin d'engager des démarches, d'exercer ses droits et d'interagir avec les institutions.

On ne peut pas donc développer des services numériques sans pour autant ne pas envisager l'accompagnement nécessaire des populations. 1 personne sur 6 en France n'utilise pas Internet et 1 personne sur 3 manque de compétences numériques de base. En projetant les ratios d'usage et d'inclusion numérique nationaux (40 % de la population étude CREDOC 2019), on obtient environ 155 000 personnes sur la Métropole qui rencontrent des difficultés dans l'utilisation des outils numériques :

- 27 000 personnes (7 %) ont besoin d'un accompagnement renforcé afin de réaliser les démarches en ligne « avec » l'utilisateur ;
- 74 000 personnes (19 %) ont des besoins de formation aux compétences numériques de base ;
- 54 000 personnes (14 %) ont besoin d'un « coup de pouce » pour se rassurer quant à leurs usages numériques.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans l'établissement d'une stratégie en faveur de la citoyenneté numérique, qui préfigure un schéma directeur d'inclusion numérique. Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue « *Territoires d'Actions pour un Numérique Inclusif* » (TANI) par le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires depuis janvier 2020.

Le Programme Société Numérique est une mission d'appui aux collectivités et aux acteurs de proximité sur les questions liées au numérique qui met en œuvre un programme d'actions pour favoriser l'autonomie et la capacité de tous à saisir les opportunités du numérique et favoriser le développement numérique des territoires.

Le Programme pilote, à la demande du Secrétariat d'Etat au Numérique, la « *Stratégie Nationale pour un Numérique inclusif* ». Dans ce cadre, le Programme met en place des dispositifs pour accompagner les 13 millions de français qui ne sont pas à l'aise avec le Numérique.

Le dispositif « TANI » :

Les travaux et auditions menés dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie Nationale pour un numérique inclusif ont permis de recenser de nombreuses initiatives publiques et expérimentations en faveur d'un numérique inclusif, mises en œuvre dans les territoires ruraux comme urbains. Un TANI est un « *club de collectivités* » sur le sujet de l'inclusion numérique pour renforcer la visibilité des dispositifs d'inclusion numérique, les mettre en réseaux avec d'autres territoires pour qu'ils partagent leurs expériences sur le sujet.

Le programme Société Numérique propose à l'expérimentation des outils en cours de développement ou d'essaimage afin de les enrichir grâce aux retours d'usages des TANI. Cela vise également à conseiller et orienter les équipes TANI.

Les territoires labellisés TANI sont ainsi amenés à signer une Charte avec le Secrétaire d'Etat au numérique.

La Charte « *Territoire d'Actions pour un numérique inclusif* » valorise et supporte les acteurs qui ont mis en place certaines recommandations structurantes issues du rapport de la Stratégie nationale pour un Numérique inclusif, dont :

- le déploiement de PIX, plateforme d'évaluation des compétences numériques, et notamment du parcours ABC Pix d'évaluation des compétences de base ;
- la participation à la création de services numérique via l'incubateur de l'ANCT (en suivant la méthodologie Start Up d'Etat) ;
- le déploiement du dispositif de PASS numérique ;
- la mise en place du dispositif de cartographie des parties prenantes de la médiation numérique et participation à la réalisation d'une cartographie nationale des services de médiation numérique dans les territoires ;
- la participation à la création et à l'animation d'une instance locale de gouvernance pour favoriser une meilleure connaissance, une coordination et une mutualisation d'outils communs entre les différents acteurs (travailleurs sociaux, médiateurs sociaux et numériques, intervenants en charge de l'accueil social et médico-social, bénévoles...) ;
- l'animation d'un « Numérique en Commun[s] » NEC.

L'Etat par le Programme Société Numérique de l'Agence du Numérique s'engage à :

- valoriser la démarche à travers la signature de la Charte ;
- aider au suivi de la mise en œuvre de la stratégie, aider à sa documentation, apporter un conseil en ingénierie de projet et aider à l'évaluation d'impact ;
- valoriser la démarche sur les plateformes existantes (<https://societenumerique.gouv.fr> et celle du Labo pour les analyses et data <https://labo.societenumerique.gouv.fr>) ;
- animer le réseau entre les territoires signataires pour favoriser l'échange et les retours d'expériences entre les initiatives et la production de communs.

Des mesures en faveur de l'inclusion numérique dans le cadre du Plan de relance, à mobiliser sur le territoire :

A l'échelle nationale, 250 M€ sont mobilisés pour proposer une solution d'accompagnement au numérique à tous les Français, en cohérence avec leurs besoins et en proximité de chez eux. L'Etat lance un dispositif national de formation et de déploiement de 4 000 « *conseillers numériques* ».

L'Etat propose de financer la rémunération de conseillers numériques à hauteur de 50 000 € par poste pour 2 ans.

Les conseillers numériques auront la responsabilité de former les habitants aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne (protéger ses données, vérifier les informations), depuis des lieux de passages et de proximité où ils seront hébergés (bibliothèques, mairies, France Services, centres sociaux, etc).

Dans cette perspective, il est proposé de mobiliser des fonds de l'Etat pour recruter 8 « *conseillers numériques* » pour une durée de 2 ans sur les besoins recensés en médiation numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la Charte « *Territoire d'Actions pour un numérique inclusif* » à intervenir avec le Secrétaire d'Etat au numérique ;
- d'autoriser la création de 8 contrats de projets « *conseillers numériques* » dans le cadre du Plan de Relance de l'Etat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la citoyenneté numérique, notamment dans le cadre du Plan de relance ;
- d'imputer les recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la Charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-148488-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- charte TANI

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Convention de partenariat et de financement avec Sites & Cités Remarquables de France - Campagne de promotion touristique 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est membre de l'association « Sites & Cités Remarquables de France » au titre du label Pays d'Art et d'Histoire.

En 2019, le réseau « Sites & Cités Remarquables de France » a proposé à ses membres de participer à une campagne de promotion visant à stimuler la fréquentation touristique de chacun des territoires s'engageant dans la démarche. Cette campagne a été conduite avec l'appui technique d'Atout France, Agence de développement touristique de l'Etat, chargée de renforcer le positionnement de la destination France. Compte tenu du succès de cette campagne (plus de 120 000 visites sur le site dédié, 380 photos et 80 vidéos réalisées pour les 19 territoires participants allant jusqu'à 4.7 millions de vues), « Sites & Cités Remarquables de France » propose de renouveler cette opération pour l'été 2021.

Visant 3 marchés précis (France, Belgique francophone et Suisse romane), l'objectif de cette campagne est de promouvoir la diversité des sites et les courts-séjours dans une logique itinérante, événementielle et culturelle. Elle prendra appui sur les thématiques les plus porteuses :

- attractivité culturelle et patrimoniale de la destination,
- qualité des espaces publics et du cadre architectural,
- attractivité des offres d'hébergement et de restauration, des musées et des sites de loisirs,
- qualité des paysages.

Les principales actions sur-mesure proposées à chaque territoire participant sont :

- l'élaboration d'une stratégie marketing adaptée,
- la production de reportage photos et vidéos à usage commercial libre de droit,
- la participation à la campagne de communication et de médiation : actions numériques (site internet dédié et réseaux sociaux), accueils d'influenceurs, relations presse, partenariats commerciaux.

Cette opération, très complète dans sa proposition, permettrait d'engager la Métropole sur les actions de promotion nécessaires à la valorisation du label Pays d'Art et d'Histoire afin de positionner le territoire comme destination culturelle et patrimoniale et de renforcer son rayonnement. Elle est cohérente et complémentaire avec la labellisation Grand Site d'Occitanie.

Une convention précise les modalités de partenariat entre « Sites & Cités remarquables de France » et les territoires-membres qui s'engagent dans l'opération, ainsi que leur participation financière.

La participation financière demandée à Montpellier Méditerranée Métropole est de 10 000 € TTC pour la durée de la convention, soit 18 mois. Le versement sera effectué en une fois à la signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat et de financement ;
- d'approuver la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 10 000 € TTC ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153761-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sites & Cités Remarquables de France

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC - 2021 - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Yvon PELLET, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981. Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et dix-neuf provinces centrales chinoises.

Le partenaire principal de la Métropole à Chengdu est l'organisme European - Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats membres partenaires et les provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, par l'Union Européenne et par 19 Provinces chinoises.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière viticole.

En septembre 2012, lors de la mission organisée à Chengdu par Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci a signé avec notre partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins du territoire Métropolitain à Chengdu et dans les neuf provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,
- des participations à des salons dédiés,
- des espaces de promotion,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Huit ans après le lancement de l'opération, il est possible d'établir le bilan suivant en termes qualitatif et quantitatif validant la stratégie de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole :

D'un point de vue opérationnel, les résultats sont les suivants :

- la mise en place d'une double plateforme de promotion à Chengdu et Qingdao,
- plusieurs articles dans les médias (presse, radio et TV) nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) 5,2 millions d'exemplaires,
- la participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (Chengdu, Pékin, Canton, Shanghai avec plus de 2 000 contacts professionnels établis),
- diverses participations à des galas de bienfaisance, des dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Shanghai, Qingdao, Neijiang, Mianyang.

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 21 communes sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Castelnau le Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone),
- 33 producteurs sur 52 font partie de l'opération,
- 1 producteur a dépassé les 480 000 € de vente,
- 5 producteurs ont dépassé les 200 000 € de vente,
- 12 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente,
- 56 % des vignerons qui suivent l'action ont dépassé les 80 000 € de vente,
- L'action plateforme des vins représente en moyenne pour la totalité des vignerons 73 % de la part export,
- 888 022 bouteilles (6 660 hectolitres) vendues soit l'équivalent de 74 conteneurs.

Résultats

Année	CA réalisé	Prix btle prévu ¹	Prix btle réalisé
2013	470 K€	1,5 €	3,52 €
2014	224 K€	1,5 €	4,17 €
2015	288 K€	2 €	3,63 €
2016	315 K€	2 €	3,60 €
2017	300 K€	2 €	3,68 €
2018	303 K€	2 €	2,04 € ²
2019	322 K€	2 €	2,05 €
2020	<u>324 K€³</u>	<u>2 €</u>	<u>2,21 €</u>
	2 546 K€	1,88 €	3,11 €

¹ Prix de vente moyen par bouteille

² Diminution du prix moyen en 2018 et 2019 dû à la vente sur le segment bas prix

³ 2020 Malgré la Covid-19 pas de baisse du chiffre d'affaires

La maturité du marché porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (80 % des ventes concernent les AOP).

Le positionnement sur ce secteur du marché est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine.

Le prix moyen de vente (prix export départ cave) est largement au-dessus du prévisionnel, avec 3,11 € réalisé.

Le ratio investissement sur chiffre d'affaires généré directement à la filière viticole métropolitaine depuis le début de l'opération est positif (1 €/6,40 €) avec pour l'année 2020 un ratio de 1 €/8,99 €.

La Chine est devenue en 2017 le 2^{ème} consommateur de vin dans le monde et devrait devenir rapidement le premier. Les vins français sont les premiers vins étrangers consommés. Depuis la baisse des exportations de Bordeaux, les vins du Languedoc-Roussillon ont connu la plus forte croissance sur le marché chinois avec + 30 % pour les AOP.

L'année 2021 devrait connaître un rebond conséquent en termes de vente qui pourrait voir une croissance de 30 % avec la sortie de la crise sanitaire en Chine alors que l'on constate une forte croissance des prévisions d'achat pour le premier trimestre.

Fort de ces constats, il est proposé sur la base des résultats attendus, de poursuivre l'opération en 2021 en attribuant une subvention « filière viticole export » de 36 000 € à EUPIC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution d'une subvention de 36 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153248-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe1
- annexe2
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Labellisation Grand Site Occitanie - Contrat avec la Région et l'Office de Tourisme et des Congrès - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, lors de sa Commission Permanente du 11 décembre 2020, a labellisé Montpellier Méditerranée Métropole « Grand Site Occitanie ».

La labellisation de Montpellier Méditerranée Métropole comme 41ème Grand Site Occitanie s'inscrit dans un réseau déjà constitué, illustrant le meilleur de l'Occitanie en matière de tourisme, autour de richesses patrimoniales, culturelles, naturelles ou historiques remarquables, de forte notoriété et répartis sur l'ensemble du territoire. Montpellier Méditerranée Métropole rejoint ainsi le pic du Midi, le pont du Gard, le cirque de Gavarnie, la cité de Carcassonne ou encore Rocamadour...

Cette démarche de la Région s'appuie sur une stratégie forte alliant qualité des aménagements, dimensions paysagères et environnementales, promotion et animation du réseau. Il s'agit d'une politique d'aménagement du territoire, d'économie touristique et de développement durable qui considère que le premier touriste est d'abord l'habitant.

Pour la Métropole, l'enjeu est de concevoir un projet créatif, favorisant l'effet d'entraînement du cœur de ville de Montpellier, l'Ecusson, au profit de l'ensemble du territoire métropolitain mais aussi l'articulation avec les autres politiques engagées et avec les territoires partenaires. Montpellier Méditerranée Métropole affirme sa volonté de créer un espace de solidarité entre les communes grandes et petites.

La labellisation en tant que Grand Site Occitanie affiche la transition vers un tourisme plus durable et solidaire, respectueux des milieux et des habitants. La Métropole exprime son caractère méditerranéen et ses richesses patrimoniales.

La labellisation Grand Site Occitanie se décline en un contrat qui a pour objet :

- d'organiser le partenariat entre la Région, le Grand Site Occitanie de Montpellier Méditerranée Métropole et son office de tourisme ainsi que son inscription dans le Réseau « Grands Sites Occitanie » ;
- d'identifier le ou les cœurs emblématiques, les lieux de visite majeurs et la zone d'influence ;
- de définir le projet de développement du cœur emblématique et du territoire et une feuille de route répondant à la stratégie sur 4 ans, indiquant les principaux investissements.

Le Grand Site Occitanie Montpellier Méditerranée Métropole est constitué :

- d'un cœur emblématique : le centre historique de Montpellier, l'Ecusson, disposant d'un secteur sauvegardé créé en 1965 et d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur approuvé en 2016 ;

- de sites remarquables répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain :

- les plages de Villeneuve-lès-Maguelone et la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Maguelone, le complexe lagunaire, les étangs palavasiens avec notamment sur la commune de Lattes, le site du Méjean, la Maison de la Nature, le site archéologique Lattara, le Musée Henri Prades, sur la commune de Pérols, les cabanes, les étangs de l'Or et du Méjean ;

- de sites et éléments du patrimoine historique tels que les folies Montpelliéraines, le Château de Castries, à Prades-le-Lez le château de Restinclières, à Lavérune le château des Evêques et son parc, le château de l'Engarran, à Murviel-les-Montpellier les vestiges de l'oppidum d'Altimurium, l'église abbatiale à Pignan, les anciennes carrières à Beaulieu... ;

- d'un périmètre d'influence : le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2019, l'ensemble du territoire métropolitain de 31 communes a été labellisé Pays d'Art et d'Histoire par le Ministère de la Culture.

Le projet s'articule autour de deux axes stratégiques qui sont à appréhender de façon évolutive, en s'inscrivant dans la stratégie de développement touristique de la Métropole :

Axe 1 : Affirmer la diversité patrimoniale de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Préserver et valoriser le patrimoine du Pays d'Art et d'Histoire ;
- Renforcer l'accessibilité des sites patrimoniaux métropolitains ;
- Développer des offres de médiation culturelle adaptées aux attentes de la clientèle touristique ;
- Créer des expériences de découverte et de parcours thématiques (œnologie, nature, patrimoine architectural...) ;
- Identifier les équipements et aménagements à réhabiliter, à restructurer et à réaliser ;
- Valoriser et enrichir les Labels dont bénéficie la Métropole.

Axe 2 : Faire de Montpellier une base de séjour connectée à son territoire métropolitain et aux Grands Sites Occitanie méditerranéens :

- Proposer et promouvoir des séjours intégrant des expériences patrimoniales ;
- Créer du lien entre les accès au territoire (air/route/fer...) et les possibilités de mobilité douce sur la Métropole (tram/vélo/mer/canal ...) ;
- Renforcer l'écobilité sur le territoire métropolitain et vers les Grands Sites Occitanie méditerranéens ;
- Participer aux actions mutualisées et être force de proposition sur les coopérations avec les Grands Sites Occitanie méditerranéens.

Un plan d'actions 2021-2025 est fourni à titre indicatif. Les actions pourront être subventionnées par la Région. Ce plan d'actions sera enrichi par le travail des groupe-projet mis en place et fera l'objet d'une mise à jour tous les ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes du contrat avec la Région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153805-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Les plans de gestion élaborés par le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO), en concertation avec les EPCI en charge de la compétence GEMAPI, sont des documents cadres qui définissent sur la période 2021-2031 les modalités et les fréquences d'intervention des tronçons de cours d'eau à entretenir de manière cohérente à l'échelle de l'ensemble des bassins versants.

La mise en œuvre des travaux prévus au plan de gestion sur le territoire de la Métropole nécessite au préalable, l'obtention d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG), par arrêté préfectoral pris après une procédure d'enquête publique.

En application des articles L.215-14 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 114 du Code rural, l'obligation d'entretien des cours d'eau, comprenant le lit et les berges, incombe aux propriétaires riverains. Cependant, les EPCI exerçant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) peuvent, conformément à l'article L.211-7 du Code de l'environnement, utiliser les articles L.151-36 à L.151-40 du Code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence et visant notamment :

- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal à ce lac ou à ce plan d'eau,
- La protection, la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'intérêt général des travaux résulte :

- de la nature collective des enjeux menacés par les embâcles et l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant de l'étang de l'Or,
- des objectifs de lutte contre les inondations conformes aux articles L.151-36 du Code rural et L.211-7 du Code de l'environnement,
- de la nécessité de préserver voire de restaurer les boisements et végétation rivulaires pour qu'ils conservent leurs fonctions d'autoépuration des eaux, de maintien des berges, de frein aux écoulements, de conservation de la biodiversité, etc.,
- de leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau : le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux Rhône Méditerranée (SDAGE) et le Contrat de Bassin de l'Or dont PAPI Bassin de l'Or), voire leur mise en œuvre,
- des objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).

La déclaration d'intérêt général est demandée pour une durée de 5 ans sur la période 2021-2025 reconductible une fois en cohérence avec la durée du plan de gestion 2021-2031.

Le Nègue-Cats, le Salaison, la Cadoule, le Bérange, la Viredonne et le Dardaillon Ouest sont des cours d'eau non domaniaux. Les propriétés riveraines s'étendent donc jusqu'à la moitié du lit. L'accès aux berges des engins nécessaires au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains, des conventions de droit de passage leur seront proposées pour définir les modalités d'intervention.

Les travaux seront réalisés entre début juillet et fin janvier, hors plantations, lesquelles pourront être réalisées de novembre à mars. D'une manière générale les travaux de restauration, notamment d'enlèvement des embâcles, se feront durant les premières années de la DIG et les travaux d'entretien seront répartis sur les autres années. Des interventions en tout temps pourront être réalisées en cas de danger imminent : travaux en cas de débordement des cours d'eau, travaux post-crue, retrait des embâcles, etc.

Les cours d'eau du bassin versant de l'étang de l'Or s'étendant sur les territoires des EPCI voisins de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, de la Communauté de communes du Pays de Lunel, les dossiers d'enquête préalable aux déclarations d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien sont approuvés dans les mêmes termes par ces dernières, de manière à obtenir les autorisations réglementaires à l'échelle du bassin-versant.

En complément, les travaux sont soumis à une procédure de déclaration au titre des articles L.214-1 à 214-4, 214-6 et R.214-1 à 214-58 du Code de l'environnement, ancienne procédure loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et soumis à une procédure d'évaluation des incidences selon les articles R.214-32 et R.214-33 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général et à la déclaration au titre du Code de l'Environnement des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau du Nègue-Cats, du Salaison, de la Cadoule, du Bérange, de la Viredonne et du Dardaillon Ouest, situés sur le territoire de la Métropole ;
- de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault de l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'obtention de la déclaration d'intérêt général ;
- de requérir à l'issue de l'enquête publique le prononcé de l'arrêté correspondant ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151547-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Atlas cartographique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Continuité écologique des cours d'eau - Travaux d'équipement des trois seuils du Lez situés en aval de l'A709 - Demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'Eau - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le bassin versant du Lez est identifié par le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Rhône Méditerranée (PLAGEPOMI 2016-2021) comme une zone d'action prioritaire pour la reconquête d'axes de migration pour l'anguille. La présence des ouvrages transversaux dans les cours d'eau, notamment les nombreux seuils existants sur le Lez et la Mosson, perturbe le déplacement des populations piscicoles comme l'anguille.

L'étude globale des seuils du Lez et de la Mosson portée par l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) du Lez a proposé et priorisé la réalisation d'aménagements spécifiques pour permettre de rendre ces seuils franchissables par les poissons. Dans ce cadre, une première phase de travaux a été réalisée en 2018 pour l'installation de dispositifs de franchissement piscicole concernant quatre ouvrages sur le Lez, propriétés de la ville de Montpellier, au niveau des trois seuils Richter et du barrage à clapets mobiles du Moulin de L'Evêque.

Ces travaux qui relèvent de la compétence GEMAPI ont été réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 290 000 € TTC et financés à hauteur de 80 % par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre de son 10^{ème} programme d'intervention et à hauteur de 20 % par la ville de Montpellier.

La seconde phase de travaux concerne l'aménagement des trois seuils sur le Lez situés à l'aval de l'autoroute A709, sur les communes de Lattes et Montpellier et qui appartiennent à Montpellier Méditerranée Métropole : le seuil de la première écluse à Pont Trinquat, le seuil de la deuxième écluse au niveau du Mas d'Encivade et le seuil de la troisième écluse en amont de Tournefort. Ces seuils fixes en béton, d'une hauteur comprise entre deux et trois mètres, sont classés difficilement à très difficilement franchissables pour les poissons migrateurs.

A l'issue des travaux, la continuité écologique de l'anguille sera rétablie depuis la mer sur sept ouvrages consécutifs et sur un linéaire d'environ 14 km de cours d'eau.

Compte tenu de l'implantation de ces ouvrages en aval du Lez qui constituent les 3 premiers obstacles rencontrés à la remontée, les dispositifs de franchissement devront en particulier faciliter la remontée des stades juvéniles de l'anguille. Les dispositifs envisagés sont du type des tapis picots en élastomère, positionnés entre la berge et les seuils.

Le montant des dépenses pour chacun de ces trois seuils est estimé à :

- 100 000 € TTC pour les études préalables, les études de maîtrise d'œuvre globale, les dossiers réglementaires, les études géotechniques et topographiques ;
- 130 000 € TTC pour les travaux du seuil de la première écluse à Pont Trinquat ;
- 90 000 € TTC pour les travaux du seuil de la deuxième écluse au niveau du Mas d'Encivade ;
- 100 000 € TTC pour les travaux du seuil de la troisième écluse en amont de Tournefort.

Le montant total de l'opération est ainsi estimé à 420 000 € TTC.

Cette opération a déjà fait l'objet d'une demande d'aide auprès de l'Agence de l'Eau dans le cadre du contrat de Métropole de coopération signé avec l'Agence de l'Eau sur la période 2015-2019 et approuvé par délibération n°M2018-257 le 31 mai 2018. Le démarrage de l'opération n'ayant pu aboutir dans le cadre de ce programme, la demande d'aide auprès de l'Agence de l'Eau est donc restée sans suite.

La phase Projet étant aujourd'hui achevée et les travaux étant programmés au premier semestre 2021, cette opération de continuité écologique est éligible au 11^{ème} programme de l'Agence de l'Eau « Sauvons l'eau 2019-2024 » qui fixe notamment comme priorité la reconquête de la biodiversité et des milieux aquatiques dont 50 % d'aides pour les travaux visant à restaurer le fonctionnement des rivières et rétablir la libre circulation des poissons. Dans le cadre de l'appel à projets « Rebond Eau Biodiversité Climat 2020-2021 » voté le 25 juin 2020 par le Conseil d'Administration de l'Agence de l'eau, Montpellier Méditerranée Métropole pourrait bénéficier jusqu'au 31 décembre 2021 de modalités d'aides plus favorables que celles énoncées ci-dessous avec notamment une bonification de l'aide à hauteur de 70 %.

Compte tenu de cette aide, le plan de financement de l'opération serait le suivant :

- Agence de l'Eau : 70 %
- Montpellier Méditerranée Métropole : 30 %

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'aménagement des ouvrages de franchissement piscicoles des trois seuils du Lez situés à l'aval de l'A709 ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- de solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152337-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - GEMAPI - Projet de mise en œuvre du plan d'actions 2021 sur les sites des salines de Villeneuve-lès-Maguelone et de l'étang de Vic - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2018, la compétence GEMAPI relative à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée le 1^{er} août 2018 et déclinée sur chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone :

- La convention de gestion des marais du Méjean (n°34-98), en lien avec la commune de Lattes, adoptée le 10 décembre 2018 ;
- La convention de gestion du site de l'étang de Vic en lien avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée (n°34-132), signée le 3 octobre 2018 ;
- Le site des salines de Villeneuve (n°34-295), en lien avec le CEN Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée adoptée le 22 mars 2019.

Chaque année, un programme d'actions est proposé par le CEN Occitanie. Il est inscrit dans les plans de gestion adoptés sur chaque site, en 2012 pour les Salines de Villeneuve et en 2015 sur l'étang de Vic. Il comporte des opérations ayant pour objectifs de :

- Conserver ou restaurer les rôles et fonctionnalités de la zone humide (17% du temps de travail) ;
- Organiser l'accueil et la fréquentation des sites (22%) ;
- Préserver et mettre en valeur les sites (7%) ;
- Organiser les activités économiques et traditionnelles (12%) ;
- Gérer et affiner les connaissances sur les milieux (13%) ;
- Assurer et conforter la gestion courante des sites (29%).

Le coût global de l'opération est estimé à 248 250 € sur 2020, avec le plan de financement suivant :

- CEN Occitanie : 20% ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 46% ;
- Région Occitanie : 16% ;
- Département de l'Hérault : 12% ;
- Sète Agglopôle Méditerranée : 6%.

Ce coût couvre notamment les frais liés à l'affectation au site des Salines d'un conservateur à temps plein ainsi que d'un garde du littoral.

La Région Occitanie et le Département de l'Hérault interviennent dans le cadre de la convention pour la gestion et la mise en valeur des espaces naturels sensibles du littoral dans le Département de l'Hérault et propriétés du Conservatoire du Littoral.

Sète Agglopôle Méditerranée contribue au financement d'une part, des missions du CEN Occitanie et mobilise d'autre part, en régie, les agents/gardes du littoral de son service espaces naturels (à hauteur de 100 jours de travail estimés en 2021) sur les terrains concernés par son périmètre de compétence.

La maison du site des Salines de Villeneuve est située sur le périmètre administratif de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Elle accueille le public et les équipes techniques du CEN Occitanie, en charge de la mise en œuvre du programme d'actions précédemment détaillé.

La Métropole apporte un soutien financier au CEN Occitanie à hauteur de 115 000 € sur 2021, pour la mise en œuvre du programme d'actions, comme sur l'exercice budgétaire 2020, mobilisé via la taxe GEMAPI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention d'attribution d'une subvention relative à la mise en œuvre du plan de gestion sur les sites du Conservatoire du Littoral, de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve, au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie, sur l'année 2021 ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-149629-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Projet_CENLR_Prog2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Manifestation art et nature - Galerie éphémère 2021 - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Chaque année, le 2 février, à l'occasion des journées mondiales des zones humides, est célébrée partout dans le monde la signature de la convention de Ramsar du nom de la ville iranienne où elle fut signée en 1971. C'est aujourd'hui la seule convention internationale qui concerne un milieu naturel, à savoir les zones humides, et qui s'intéresse autant à la préservation de sa biodiversité qu'aux valeurs sociales et culturelles qui y sont attachées.

Les étangs palavasiens, chapelet de lagunes situé entre l'étang de l'Or et celui de Thau ont été inscrits comme zone humide d'importance internationale au titre de cette convention en 2008.

« La Galerie éphémère » est une manifestation hybride alliant amoureux de la nature et des zones humides et amateurs d'art. Elle ouvre ses portes chaque année aux Salines à Villeneuve-lès-Maguelone. Les 8 éditions précédentes de cet événement ont connu un succès croissant (3 500 visiteurs sur l'édition 2020) par leur originalité et grâce à l'appui d'un collectif de bénévoles : artistes, usagers du site (chasseurs, pêcheurs, bénévoles villeneuvois...).

La programmation artistique est confiée à deux artistes montpelliérains, Olivier SCHER et Cahuate Milk, avec l'appui technique et financier des gestionnaires du site des Salines, du CEN Occitanie, de Montpellier Méditerranée Métropole, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Bassin de Thau.

La neuvième édition de la manifestation est programmée du vendredi 5 février au dimanche 7 février 2021, avec une possibilité de report sur la fête de la nature en mai en fonction du contexte sanitaire.

Au programme, de l'illustration, de la photographie, du graff, de la sculpture, de la peinture, de la musique mais aussi la découverte du site protégé des Salines avec les gestionnaires de ce site naturel d'exception, située au cœur du site Ramsar. Une douzaine d'artistes investissent un ancien bâtiment des Salines pour donner au public sa vision des espaces naturels et des zones humides.

Montpellier Méditerranée Métropole est à nouveau partenaire de la 9ème édition de la manifestation. Elle intervient au titre de la mise en œuvre de la convention cadre signée avec le Conservatoire du Littoral en août 2018 et de sa nouvelle compétence sur la gestion des milieux aquatiques et la préservation des zones humides, elle contribue à l'organisation générale de la manifestation, à sa communication auprès du grand public et à son inauguration. Enfin, elle apporte un appui financier à hauteur de 15 000 € pour ce projet, versé au CEN Occitanie, qui pilote la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention d'attribution d'une subvention au CEN Occitanie pour la réalisation de ce projet « la galerie éphémère 2021 » ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-149627-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Projet_CENLR_galerie2021_decembre-VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en œuvre du programme d'éducation à l'environnement littoral ' Cap sur les salines ' - Animations et événements sur les sites du lido et des salines de Villeneuve, des étangs de Vic et de Pierre Blanche et de la Réserve naturelle nationale de l'Estagnol - Convention d'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Bassin de Thau - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2018, la compétence GEMAPI relative à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée le 1^{er} août 2018 et déclinée sur chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone :

- la convention de gestion des marais du Méjean (n°34-98), en lien avec la commune de Lattes, adoptée le 10 décembre 2018 ;
- la convention de gestion du site de l'étang de Vic en lien avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée (n°34-132), signée le 3 octobre 2018 ;
- le site des salines de Villeneuve-lès-Maguelone (n°34-295), en lien avec le CEN Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée adoptée le 22 mars 2019.

Chaque année, un programme d'éducation à l'environnement littoral « Cap sur les salines » est proposé en partenariat avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du bassin de Thau (CPIE BT), établi conjointement avec le Conservatoire du Littoral, le CEN Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole. Il propose des interventions à destination de différents publics :

- 2 Stages p'tits écolos à destination des enfants de 6 à 11 ans ;
- Sensibilisation du grand public à la biodiversité du littoral lors événements nationaux : fête de la nature, Journées mondiales des zones humides, fête de la mer... ;
- Visites guidées lors des mercredis de l'été et à destination du public des maisons pour tous ;
- Réalisation d'outils pédagogiques : plaquette de découverte du lido de Villeneuve-lès-Maguelone, Pierre blanche et étang de Vic et mise à jour de la plaquette « itinéraire de randonnées pédestres, à cheval et à pied sur les lagunes » ;
- Opération de sensibilisation du grand public sur le lido de Villeneuve-lès-Maguelone.

Le coût global de l'opération est estimé à 22 000 € sur 2021, avec le plan de financement associant le CPIE BT (17%), Montpellier Méditerranée Métropole (45%), l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (24%), le Département de l'Hérault (5%) et la Région Occitanie (9%).

La Métropole apporte un soutien financier au CPIE BT à hauteur de 10 000 € sur 2021 pour la mise en œuvre du programme d'éducation à l'environnement littoral « Cap sur les salines », mobilisé via la taxe GEMAPI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention d'attribution d'une subvention relative à la mise en œuvre du programme d'éducation à l'environnement littoral « Cap sur les salines », au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Bassin de Thau – entre mer et lagunes - sur l'année 2021 ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-149638-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GEMAPI-projet-convention-cpiebt

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au programme LIFE 2020 - Projet LIFE REWA (Recycled Water) - Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce au recyclage d'eau usée traitée - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le programme Life est un instrument financier de la Commission Européenne de soutien aux projets dans les domaines de l'environnement et du climat. Il vise à promouvoir et à financer des projets innovants que ce soit sur la conservation d'espèces et d'habitats, l'amélioration de la qualité de l'air ou de l'eau, la gestion des déchets, la protection des sols, l'atténuation ou l'adaptation au changement climatique.

Face au constat d'épuisement des ressources d'eau douce en Europe, et particulièrement en zone littorale méditerranéenne, Montpellier Méditerranée Métropole, qui importe annuellement 23 250 000 m³ du fleuve Rhône distant d'environ 80 kms, doit trouver des solutions pour limiter la pression anthropique sur la ressource en eau douce.

En effet, il est constaté une augmentation constante de la consommation d'eau douce tandis que 40 000 000 de m³ d'eaux usées traitées sont rejetées chaque année par les 13 stations d'épuration du territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite développer la réutilisation de ces eaux usées traitées, pouvant ainsi représenter une ressource de substitution à l'eau douce importée pour certains usages du territoire.

La diversité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole rend ce besoin en eau douce très variable en termes qualitatif, quantitatif et géographique selon les usages (agricoles, industriels, urbains, ...). Par conséquent, l'objectif principal du projet LIFE REWA (Recycled Water) proposé par Montpellier Méditerranée Métropole est de produire 300 000 m³/an d'eau recyclée de qualité modulable, à la demande, à partir d'eaux usées traitées différentes sur le territoire d'ici mars 2026.

Ce projet nécessitera notamment la construction d'une unité mobile de production d'eau recyclée pouvant produire quatre niveaux de qualités différentes grâce à la technologie embarquée. 5 stations d'épurations « représentatives » du territoire ont été ciblées pour héberger l'unité dans un premier temps : MAERA, Fabrègues, Baillargues, Saint-Drézery et Saint Georges d'Orques.

Deux partenaires techniques et financiers locaux sont associés à ce projet, le bureau d'étude DV2E et l'Institut Européen des Membranes. A l'échéance de 2026, le projet, d'un montant total de 1,7 millions d'euros, sera financé à 55% par l'Union européenne tandis que d'autres partenaires financiers (Région, Agence de l'Eau) seront recherchés pour soutenir l'effort financier résiduel de Montpellier Méditerranée Métropole, estimé à 550 000 €, et des deux partenaires principaux.

L'objectif de ce projet est de démontrer la faisabilité technique, l'acceptabilité sociale, la disponibilité des usages et la soutenabilité économique de la réutilisation des eaux usées du territoire. Il s'agit de valider les conditions d'émergence d'une nouvelle ressource en eau du territoire, l'eau recyclée.

Aussi, en raison de l'épidémie de Covid-19, une attention particulière a été apportée à l'atténuation des risques via l'utilisation de membranes qui sont considérées comme l'une des technologies les plus efficaces pour limiter la propagation des virus.

Ce projet, lauréat d'une première étape de sélection de l'UE en novembre 2020, dans un contexte très concurrentiel, fait désormais l'objet d'une proposition complète pour la seconde et dernière phase de sélection.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la proposition LIFE REWA de la Métropole à l'appel à projets LIFE 2020 pour la phase 2 et son dépôt auprès de la commission européenne pour la deuxième étape de sélection ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à mobiliser les moyens nécessaires à sa mise en œuvre si le projet est retenu par l'Union Européenne ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 15/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152709-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'énergie et du Climat de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) Montpellier œuvre depuis 2007 sur son territoire d'action pour mettre en place des actions de sensibilisation, de conseils et d'accompagnement sur les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Un appel à projets lancé en 2015 par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a créé l'opportunité de proposer un programme plus complet sur le volet « économie d'eau ».

Ce programme, baptisé AquaMetro, concourant à la préservation quantitative des masses d'eaux souterraines utilisées pour l'alimentation en eau de la population métropolitaine, comporte deux grands axes d'actions pour 2021 :

Axe d'action « Conseil en Energie Partagé Eau » : vise à identifier et analyser les consommations en eau des équipements communaux et métropolitains, à bâtir un plan d'actions avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, à accompagner les services dans la mise en œuvre et à suivre les consommations pour analyser l'efficacité des actions. Cela comprend l'analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts, la comparaison à des indicateurs locaux et nationaux, la définition d'un plan d'actions par commune et la création d'une base de données et d'indicateurs.

Un label « communes économes en eau » sera officiellement lancé en 2021 pour valoriser les actions d'économies d'eau des communes et sensibiliser le grand public. La labellisation s'appuiera sur une grille d'évaluation comportant des indicateurs qui permettront de déterminer la progression de la collectivité au regard des objectifs à atteindre.

Concernant l'équipement en matériel hydro-économe, la priorité sera donnée aux bâtiments scolaires et sportifs qui sont les plus gros consommateurs.

L'ALEC organisera également deux événements (visites, conférences...) au cours de l'année 2021 pour valoriser et diffuser les retours d'expériences et bonnes pratiques.

Axe d'action « Grand Public Eau » : concerne, d'une part, l'accompagnement du grand public à travers un espace dédié à l'eau, qui est le pendant de l'Espace Info Energie actuel (conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques...). Cette action se renforce d'un partenariat avec la Régie des Eaux avec des interventions lors de leurs animations, un enrichissement des liens et des sites internet mutuels pour améliorer les conseils, trucs et astuces.

Cet axe comporte d'autre part des actions en direction des copropriétés, en les accompagnant pour la mise en œuvre de bilan simplifié de leur consommation en eau, en analysant leur niveau de consommation, en sensibilisant et en distribuant des kits économes et en diffusant largement les retours d'expériences.

Le travail se fait préférentiellement avec des bailleurs sociaux, qui ont plus de moyens humains et techniques et un intérêt accru pour suivre ces consommations. Un partenariat avec ACM Habitat a ainsi été établi pour récupérer les données de facturation des consommations d'eau – il sera poursuivi pour fournir à ACM Habitat des bilans communicants des consommations moyennes et comparées entre elles les résidences.

Ces actions concourent à la préservation des masses d'eau utilisées pour l'alimentation en eau de la population. Ainsi, les actions AquaMetro ont été reprises dans le cadre des actions proposés pour l'atteinte du bon état quantitatif des eaux au sein des Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) approuvés du bassin du Lez – Mosson – Etangs Palavasiens, dont l'animation est portée par le SYBLE, et de l'aquifère Molassique de Castries (entité 556B2), dont l'animation est assurée conjointement par le Syndicat Garrigues-Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient donc d'approuver pour l'année 2021, et pour la sixième année, la signature d'une convention d'attribution d'une subvention de 35 000 € à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat pour la réalisation du projet AquaMetro.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention d'attribution de subvention 2021 à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC) ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 67 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153223-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention attribution subv projet aquametro

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Contrat de délégation de service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau l'exploitation de son service public du traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1er janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 2 avenants.

L'actuelle station d'épuration MAERA a été dimensionnée pour 470 000 Equivalent Habitants et peut accepter un volume journalier de 130 000 m³. Les besoins du territoire ont cependant évolué et la Collectivité fait face à une forte poussée démographique qui va nécessiter son renforcement. En effet, la Station d'épuration MAERA présente aujourd'hui d'importants risques de dysfonctionnement et de problèmes ponctuels de nuisances. Il a par ailleurs été observé des dépassements de charge hydraulique et organique en temps de pluie.

Cette situation est relevée dans l'arrêté préfectoral n°34-2020-002 du 14 avril 2020 portant autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du Code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station d'épuration des eaux usées MAERA sur la Commune de Lattes - Montpellier Méditerranée Métropole. Afin d'assurer la continuité du service public, il est urgent de réaliser des travaux sur l'usine.

L'appel d'offres en cours en vue de ce renforcement devrait permettre de retenir un concepteur et constructeur mais également un nouvel exploitant de cette usine dont le contrat démarrera à notification du marché. Des retards pris dans le processus d'appel d'offres font que ce nouvel exploitant ne sera désigné qu'en fin de 1^{er} semestre 2022.

Comme le contrat d'exploitation actuel expire le 31 décembre 2021, il convient de prévoir une prolongation d'un an de ce contrat, soit jusqu'au 31 décembre 2022, afin de permettre la jointure entre les 2 contrats d'exploitation, y compris le tuilage nécessaire permettant le transfert des personnels et la prise en main du pilotage de l'usine.

En effet, une prolongation du contrat pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2022, est rendue nécessaire afin de :

- D'une part, de garantir la continuité du service public et d'engager la procédure d'appel d'offres de modernisation de la station en conséquence ;
- D'autre part, de ne pas faire peser sur les usagers une augmentation significative du prix de l'eau. En effet les travaux proposés sont rendus nécessaires, et sont non prévus au contrat initial tel que le prévoit l'article L.1135-1 2° du Code de la commande publique. Ces travaux modifient l'économie générale de la DSP, et ne pouvant être amortis durant la durée initiale du contrat sans augmentation manifestement excessive du prix, il convient de proposer une prolongation du contrat afin de lisser leur amortissement.

Dans le cadre de cette prolongation de la durée de contrat, et conformément à l'article L.3135-1 2° du Code de la commande publique, un avenant n°3 est proposé qui permet d'entériner cette augmentation de durée mais également des prestations supplémentaires et les incidences financières inhérentes, soit :

- L'ajout de travaux concessifs afin d'améliorer le fonctionnement sur cette durée ;
- La prolongation du plan prévisionnel de renouvellement et son adaptation sur 2021, 2022 ;
- La création d'un fond complémentaire de travaux pour divers et aléas.

Ajouts de travaux concessifs de l'ordre de 1 486 104,49 € HT :

Dans l'attente des travaux de modernisation de MAERA, la station d'épuration fonctionne aux limites de ses capacités, ce qui représente plus de risques en matière d'exploitation.

Afin de fiabiliser et sécuriser le fonctionnement des équipements et ouvrages mais également d'apporter des améliorations, des travaux concessifs ont été identifiés. Ils portent sur :

- Le renforcement des organes de suivi et de contrôle de l'émissaire en mer : remplacement et ajout de ventouses, pose de capteurs d'enregistrement de pression, pose de capteurs hydrophones ;
- Renforcement des suivis des émissions H₂S, et des suivis de la qualité des eaux du Lez ;
- Réalisation d'une opération de grand carénage des groupes électrogènes ;
- Ajout d'un tambour d'épaississement pour sécuriser la filière boues ;
- Amélioration des outils de supervision.

Le planning prévisionnel prévoit une livraison des derniers travaux au cours du premier semestre 2022.

Adaptation du plan prévisionnel de renouvellement :

Le plan prévisionnel des opérations de renouvellement, prévu à l'article 50.3.1 du contrat, est mis à jour dans l'annexe 3 de l'avenant, concernant les années 2021 et 2022 pour tenir compte de la prolongation du contrat. La dotation annuelle moyenne 2021-2022, au titre des opérations de renouvellement, fixée à l'article 50.3.2 du contrat, est portée à 1 060 128,00 € HT en valeur de base.

La création d'un fond complémentaire de travaux pour divers et aléas :

Afin d'anticiper la nécessité d'éventuels travaux non identifiés à ce jour, sur les 2 prochaines années, un fonds appelé « *fonds de travaux complémentaires* » est créé.

Les propositions de travaux seront chiffrées par le délégataire et feront l'objet d'une validation en comité technique pour être engagées. Les opérations engagées devront pouvoir être réalisées et réceptionnées avant l'échéance du contrat.

Le montant de ce fonds de travaux complémentaire est de 107 534,00 € HT par an en valeur de base. Le fonds est suivi et actualisé selon les modalités définies à l'article 7.4 du contrat.

A la fin du contrat, si l'écart entre le fonds et les dépenses est positif au dernier jour du contrat, le Délégataire reverse à la Collectivité cette somme dans un délai d'un mois après l'expiration du contrat, tel que prévu à l'article 89.1 du Contrat.

Enfin, il est prévu que les dispositions de l'article 47.2 du Contrat relatives à la coopération décentralisée soient abrogées à compter du 1er mars 2021.

Pour tenir compte de l'ensemble de ces éléments et en application des dispositions contractuelles, la rémunération du délégataire doit être révisée.

Après négociation, les parties ont convenu que la rémunération du délégataire doit être portée de 0,3212 € HT/m³ à 0,3915 € HT/m³ (valeur 2015) à compter du 1er mars 2021, soit une hausse de 0,0703 € HT/ m³.

Cette hausse sera partiellement compensée par une baisse de la rémunération du titulaire du contrat relatif à la collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA, ce qui limite l'impact tarifaire sur la part Collectivité et n'aura aucun impact tarifaire sur la facture d'assainissement des usagers.

Cet avenant a un impact de 18% sur le chiffre d'affaires initial actualisé du contrat.

Ces dispositions sont sans effet sur le tarif de l'assainissement payé par l'utilisateur.

La Commission de Délégation de Service Public du 21 janvier 2021 a rendu un avis favorable, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153104-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPR
- CEP
- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Contrat de délégation de service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1er janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par deux avenants.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un troisième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil.

Dans le cadre de l'urbanisation et l'aménagement du territoire métropolitain seize nouveaux postes de relèvement ont été intégrés au système de collecte des eaux usées.

Il est proposé de confier l'exploitation ces ouvrages au sein du périmètre du contrat Collecte MAERA à compter du 1^{er} mars 2021 au titre du Contrat.

Dans la même dynamique il est proposé d'abandonner l'exploitation de six postes de relevage devenus obsolète dans le cadre de l'évolution du système de collecte des eaux usées de la Métropole.

Enfin, il est prévu que les dispositions de l'article 47.2 du Contrat relatives à la coopération décentralisée soient abrogées à compter du 1er mars 2021.

Pour tenir compte de l'ensemble de ces éléments, la rémunération du Délégitaire, prévue à l'article 57 du contrat, doit être révisée. Après négociation, les parties ont convenu que la rémunération du délégataire doit être portée de 0,2553 € HT/m³ à 0,2447 € HT/m³ (valeurs 2015) à compter du 1^{er} mars 2021.

Cette modification de périmètre conduit donc à une baisse de la rémunération du titulaire du contrat relatif à la collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA de 0,0106 € HT/m³ (valeur 2015). Cette baisse sera traduite toutefois par une hausse de la rémunération du titulaire du contrat relatif au traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA qui n'aura cependant aucun impact tarifaire sur la facture d'assainissement des usagers.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite également adapter le montant de la dotation annuelle pour l'innovation et la recherche, prévue à l'article 6 du Contrat, qui sera porté à 50 000 € HT (valeur 2015) à compter du 1er janvier 2022.

Le plan prévisionnel des opérations de renouvellement prévu à l'article 50.3.1 du contrat est mis à jour dans l'annexe 1 de l'avenant, concernant les années 2021 et 2022 pour tenir compte de la prolongation du contrat. Par ailleurs, la dotation annuelle, au titre du renouvellement des branchements, prévue à l'article 50.3.2 du Contrat est portée à 62 950 € HT en valeur de base.

Les Parties ont également décidé de prolonger le contrat d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2022 afin d'une part, de garantir la continuité du service public et d'autre part, de ne pas faire peser sur les usagers une augmentation significative du prix de l'eau.

Cet avenant a un impact de 14 % sur le chiffre d'affaires initial actualisé du contrat. Ces dispositions sont sans effet sur le tarif de l'assainissement payé par l'utilisateur.

La Commission de Délégation de Service Public du 21 janvier 2021 a rendu un avis favorable, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des Collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153236-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPR
- CEP
- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Cyril MEUNIER, Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2020

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue. Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2020. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Métropole pour l'année 2021.

La crise sanitaire sans précédent, débutée en 2020, a entraîné une adaptation de l'action publique, à la fois dans le rapport aux usagers et usagères et dans les méthodes de travail. Ces évolutions, qui vont se poursuivre en 2021, se font d'ores et déjà sentir au fil du présent rapport.

Les actions phares :

Gratuité des transports en commun

Face aux évolutions climatiques et à leurs conséquences pour les territoires et les populations, Montpellier Méditerranée Métropole propose des solutions ambitieuses, voire radicales, dans un souci d'inclusion sociale. L'institution de la gratuité du transport en commun pour les habitants et habitantes de la Métropole illustre cette volonté. Sa mise en œuvre sera progressive. Depuis le 1^{er} septembre 2020, les habitants et habitantes de la Métropole bénéficient de cette gratuité le week-end. D'autres leviers seront également mobilisés tels que le développement de l'offre de transports, ainsi que la promotion des modes actifs.

Encadrement des loyers

Afin de répondre au double enjeu de niveau de loyers élevé sur son territoire, en parallèle de la capacité faible des ménages à louer un logement, la Métropole a demandé à l'Etat la mise en place de l'encadrement des loyers, de manière expérimentale, pour une durée de 5 ans, sur tout ou partie du territoire de la ville centre. Le dispositif impose aux loyers de se situer progressivement dans une fourchette comprise entre -20 et -30 % du loyer de référence, défini par un observatoire local des loyers.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole déclinée selon les 5 finalités du Développement durable :

Lutte contre le changement climatique

En 2020, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la révision de son Plan climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). La deuxième partie de l'année 2020 est consacrée à l'évolution des orientations stratégiques en lien avec les objectifs du mandat. En 2021, cette stratégie sera précisée par un programme d'actions opérationnelles, à conduire sur 6 ans.

La poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) s'inscrit dans la volonté du nouvel exécutif de développer un PLU, véritable instrument de la transition écologique et énergétique, dans le prolongement du PCAET et du Plan des Mobilités, en cours d'élaboration. En matière d'aménagement, une priorité à la requalification des parcs d'activité économique existants est identifiée.

Afin d'accélérer la transition vers de nouvelles mobilités, l'action porte dès 2020 sur les modes actifs, à l'image de la pérennisation des aménagements cyclables transitoires réalisés à la suite de la première période de confinement, de l'aide financière de 500 € pour l'achat d'un vélo à assistance électrique pour les habitants et habitantes de la Métropole, ou encore du développement d'une politique encourageant le covoiturage dynamique courte-distance. Dans le cadre de la rénovation énergétique des logements, après 2 ans et demi de fonctionnement du dispositif Rénov'Energie, la Métropole est lauréate fin 2020 de l'appel à manifestation d'intérêt « Guichets Uniques » de la Région Occitanie et poursuivra ainsi son action en l'amplifiant.

Dans son fonctionnement, la Métropole débute en 2020, le renouvellement de son parc automobile et ambitionne, sous 5 ans, de disposer d'un parc de citadines et de petits utilitaires vertueux.

Préservation de la biodiversité et protection des milieux et des ressources

La définition d'une trame verte et bleue à l'échelle de la planification comprend la prise en compte de la préservation des zones à enjeux de biodiversité, et la restauration des continuités écologiques. Cette action se poursuit en 2020, au travers de son intégration au Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Dans la continuité, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN) poursuivent en 2020 leur coopération dans le cadre de la stratégie biodiversité, mais également de conventions plus opérationnelles, à l'image de la convention opérationnelle de gestion agroécologique et environnementale du domaine de Viviers (Jacou). L'année 2020 voit également la signature de deux baux ruraux à caractère environnemental sur du foncier appartenant à la Métropole : domaine de Viviers et de la Condamine (Montpellier).

Depuis plusieurs années Montpellier Méditerranée Métropole, construit une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire, en exerçant les différentes compétences liées à son cycle. Dans la continuité, la collectivité poursuit, en 2020, l'élaboration d'un schéma de desserte en eau brute pour explorer et expertiser toutes les solutions de sécurisation et de diversification agricole compatibles avec une gestion durable et économe des ressources en eau. Pour préserver la ressource, elle poursuit également l'action de mise en place d'aires collectives de remplissage et de rinçage pour les pulvérisateurs agricoles, dans le cadre de la lutte contre les pesticides. En termes de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, la Métropole co-élabore avec ses partenaires une stratégie de restauration des lagunes palavasiennes. Les travaux d'amélioration de la résilience du CHU de Montpellier face au risque inondation peuvent également être cités.

Enfin, la collectivité poursuit son action partenariale dans le cadre de la préservation des ressources naturelles, à l'image de la signature en 2020, d'un protocole d'accord, entre la Métropole, la Ville de Montpellier et le CEFÉ (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive) visant à renforcer la stratégie de la transition écologique.

Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations

En matière de lutte contre l'habitat indigne et d'accès au logement, la Métropole acte en 2020 l'expérimentation du permis de louer qui, à partir d'avril 2021, instaure une autorisation de mise en location sur un quartier non couvert par une opération d'amélioration de l'habitat (OPAH), avec évaluation du dispositif sous un an. Elle décide également en 2020 la création d'un lieu d'accueil de jour des familles sans abris. S'agissant de la cohésion urbaine et de la politique de la Ville, les différents partenaires du contrat de Ville ont soutenu financièrement en 2020, 308 projets.

En réponse à la crise sanitaire, et afin d'offrir à la population la plus fragile, un été d'apprentissage, de découverte et de solidarité, un travail transversal à la Ville et à la Métropole a permis de mobiliser les établissements socio-culturels et sportifs dans le but de développer la culture et d'encourager les pratiques sportives. Ce dispositif des collectivités a été complété par des projets associatifs. Enfin, dans la poursuite des engagements de prévention et de lutte contre la pauvreté, des actions telles qu'assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité ont été mises en place.

Transition vers une économie circulaire

En 2020, afin de réduire l'empreinte écologique liée à la gestion des déchets, Montpellier Méditerranée Métropole pose les jalons d'une stratégie « zéro déchet », par le lancement d'un nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), qui se traduira notamment par les projets suivants : accélération du déploiement des composteurs collectifs et individuels, plates-formes locales de compostage des biodéchets et déchets verts du centre urbain, actions de prévention, poursuite de l'équipement des ménages dans la continuité de l'extension des consignes de tri. La collectivité poursuit également sa politique en matière d'agroécologie et d'alimentation et mènent des actions de soutien aux productrices et producteurs locaux durant la crise sanitaire.

La production locale est massivement dirigée vers le Marché d'Intérêt National, la distribution pour approvisionner les commerces de détails est intensifiée et des « drive fermiers » sont organisés pour livrer les habitants et habitantes en direct.

Enfin, à travers une approche fédératrice et concertée, la Métropole a souhaité engager la création d'une agence de développement dans le cadre d'un travail partenarial avec les collectivités voisines, la Région Occitanie et les partenaires publics comme privés. Une mise en opérationnalité est visée pour 2021.

Epanouissement de tous les êtres humains

En raison de la crise sanitaire, de très nombreux événements, expositions et actions portés et prévus par la Métropole ont dû être, en 2020, annulés ou reportés. Afin de favoriser le retour du public, lorsque cela a été rendu possible, des actions de gratuité ont été menées, à l'image de l'accès à l'exposition temporaire du Musée Fabre à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine et de la Nuit européenne des Musées 2020.

A travers l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble de ses politiques, Montpellier Méditerranée Métropole intègre pleinement l'enjeu de l'accessibilité dans la société, des personnes en situation de handicap et à mobilité réduite. Trois champs d'actions prioritaires sont identifiés : l'aménagement de l'espace public, les transports et l'information des populations. A titre d'exemple, le réseau des médiathèques métropolitaines, acteur de la démocratisation culturelle au plus près des citoyens et citoyennes, reste attentif à ouvrir mieux, à des moments pertinents pour des publics très diversifiés.

Dans le fonctionnement de la collectivité, des actions en matière de prévention, de santé, d'accessibilité des formations, de mesures adaptées de gestion du temps de travail ont été mises en œuvre dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire vis-à-vis du personnel de la Ville et de la Métropole.

Situation de la collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

Dans un contexte général de lutte contre le changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole est labellisée Cit'Ergie, avec la Ville de Montpellier. Il s'agit maintenant, fin 2020-début 2021, de lancer le processus d'amélioration conduit dans le cadre d'un projet transversal partagé par l'ensemble des services, directions et élu.e.s, afin de finaliser le programme d'action du PCAET, à conduire dans les six prochaines années. En termes de pilotage, l'année 2020 a vu la création d'un collège de déontologie, commun et à disposition de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, du CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la présentation du rapport de développement durable 2020, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 92 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153856-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RDD 3M - version CM3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°6 au contrat de délégation lié à l'actualisation du programme prévisionnel de travaux - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec l'ambition d'être un Territoire neutre en carbone en 2050. Pour cela, l'un des axes est de disposer, à cet horizon, d'un réseau public de chaleur et de froid approvisionné à 100 % par des énergies renouvelables ou de récupération. L'atteinte de cet objectif est complexe, ainsi tout projet qui contribue à l'augmentation d'utilisation d'énergie renouvelable et de récupération doit être favorisé.

Le réseau public de chaleur et de froid de la Ville de Montpellier fait l'objet d'une délégation de service public avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un contrat initial en date du 31 décembre 1986. Ce contrat a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui fixe le terme du contrat au 31 décembre 2030. Par ailleurs, la création de Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné le transfert de la compétence communale relative au réseau montpelliérain de chaleur et de froid par décret en date du 23 décembre 2014.

A l'heure actuelle, le réseau public de chaleur et de froid existant sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable remarquable comme en atteste la labellisation Eco-réseau de chaleur. En effet, les 9 sites de production du réseau urbain, présents dans plusieurs quartiers de Montpellier (Joffre, Antigone, Odysseum, Port-Marianne, Richter, Jacques-Coeur, Polygone, Grisettes et Universités) et alimentant en chaleur et froid 1,66 million de m², soit l'équivalent de 15 314 logements, sont en moyenne à 70 % d'énergie renouvelable pour la distribution de chaleur.

Cela est le résultat d'une évolution continue pour étendre et verdir le réseau depuis la création du premier réseau public. A cet effet, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°4 en date du 27 janvier 2017 complété par un avenant n°5 en date du 31 janvier 2020 ayant pour objet principal la description du plan quinquennal de travaux. Celui-ci était évalué à 30,7 M€ HT avec un taux de subvention prévisionnel de 25 %. Conformément au dernier alinéa de l'article 2.2 de l'avenant n°4, les parties avaient convenu de se rencontrer afin d'étudier l'actualisation de ce plan quinquennal de travaux.

Ainsi, sur le fondement de l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique relatif aux modifications prévues dans les documents contractuels initiaux, l'avenant n°6 au contrat de concession détaille la réévaluation des projets ainsi que de l'actualisation des subventions prévisionnelles.

L'ambition affichée de la collectivité dans le cadre de l'élaboration du PCAET, ainsi que des évolutions réglementaires, ont ainsi conduit à saisir plusieurs opportunités. Les principales évolutions sont les suivantes :

- Hauts de Jausserand : création d'un nouveau réseau de chaleur pour ce secteur, basé sur la valorisation de chaleur fatale du parc technologique de la Pompignane, pouvant alimenter à terme 564 logements. Le développement de ce réseau sera réalisé sur la période 2022-2026, toutefois le choix de la création du réseau doit être décidé dès à présent afin d'acter les énergies qui seront disponibles pour l'aménagement de ce quartier. Cela contribuera ainsi à l'augmentation du taux d'énergie fatale valorisée sur le territoire d'une part et à l'atteinte des exigences de performances énergétiques des futurs logements d'autre part.

L'investissement brut prévisionnel est de 1 415 694 € HT avec une subvention attendue de 641 405 €.

- Antigone : remplacement de la cogénération du réseau arrivant en fin de contrat en février 2021 par une nouvelle unité de cogénération d'une puissance électrique optimisée de 1 MW. La fin programmée des conditions d'achat d'électricité à compter du 21 février 2021 encourage à saisir l'opportunité de bénéficier d'un complément de rémunération par la vente de l'électricité produite durant 15 ans. Outre l'opportunité économique, l'intérêt réside dans la performance énergétique d'une cogénération qui permet de produire simultanément de la chaleur et de l'électricité avec un rendement amélioré par rapport à des productions distinctes.

L'investissement brut prévisionnel est de 854 311 €HT avec la perspective de bénéficier d'un tarif de rachat de l'électricité avantageux durant 15 ans.

- Grisettes : installation d'une nouvelle unité de cogénération d'une puissance électrique de 300 kW. De même, il est proposé de bénéficier d'un contrat d'obligation d'achat de l'électricité avant le 21 février 2021, ce qui permettrait, en outre, d'augmenter les sources d'énergie de récupération alimentant ce réseau qui utilise par ailleurs le biogaz produit par l'unité de méthanisation Ametyst.

L'investissement brut prévisionnel est de 377 001 €HT avec la perspective de bénéficier d'un tarif de rachat de l'électricité avantageux durant 15 ans.

- Polygone : installation d'une pompe à chaleur permettant de récupérer et valoriser la chaleur fatale issue de la production de froid qui est jusqu'à présent perdue. En plus d'améliorer les performances énergétiques de ce réseau, cette opération permettrait d'obtenir des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) valorisables financièrement.

L'investissement brut prévisionnel est de 776 898 € HT avec un bénéfice lié à la vente de CEE attendue de 568 107 €.

- Actualisation du calendrier de réalisation des nouveaux réseaux actés lors des avenants 4 et 5 (EAI, Saint Roch, Beausoleil, Mogère) compte tenu de la crise sanitaire et divers décalages d'opérations d'aménagements. Cela conduit à l'étalement jusqu'en 2026 pour la finalisation de la construction de ces réseaux en cohérence avec l'avancement des travaux d'aménagement des quartiers.

Le programme prévisionnel de travaux estimé précédemment à 30,7 M€ HT est ainsi réévalué à 35,1 M€ HT soit une évolution de 14 % (+ 4,4 M€). La principale augmentation d'investissement porte sur la création d'un nouveau réseau de chaleur qui devrait toutefois bénéficier de 45 % de subvention. Au global, le taux de subvention prévisionnel de ce programme de travaux est de 25 %.

Afin d'assurer le suivi de ce programme prévisionnel de travaux, le concessionnaire s'engage à transmettre au concédant, au 31 mai de chaque année, un état d'avancement faisant apparaître, par projet, le réalisé et l'actualisation du prévisionnel arrêté au 31 décembre 2021 ainsi que les valeurs nettes comptables au terme du contrat. Il est à noter que cet avenant n°6 n'apporte pas de modification sur les valeurs nettes comptables. Ainsi, les nouveaux projets susvisés et intégrés à cet avenant feront l'objet d'un retour gracieux à la métropole en fin de concession.

Enfin, cet avenant n°6 a été présenté préalablement en commission de délégation de service public le 21 janvier 2021, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

Il y a lieu en parallèle de procéder à certaines actualisations dans le cadre de la création du réseau géothermique acté lors de l'avenant n°4 au contrat de la délégation de service public.

Les études en approvisionnement énergétique du secteur de la Mogère avaient révélé le potentiel de valorisation locale d'une ressource géothermique. Ainsi la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) a obtenu un permis d'exploitation du site géothermique à basse température dit de Mogère, au titre du Code minier, accordé par arrêté préfectoral n°2017-I-1010.

De son côté, la société EDF Optimal Solution (EOS) a été chargée de concevoir et réaliser un réseau d'eau tempéré sur boucle pour le lotissement URBAN PARK à Lattes, à proximité de la ressource géothermale de la Mogère. A cet effet, EOS a réalisé un forage dans le périmètre du lotissement qui s'est révélé infructueux. Afin de permettre à ce lotissement d'accéder à une énergie d'origine renouvelable, une convention a été établie afin de mettre à disposition d'EOS une partie de la ressource géothermale en échange de la prise en charge d'une partie des investissements initiaux liés au forage et du paiement d'une redevance d'utilisation.

La signature de cette convention entre la SA3M, EOS et Montpellier Méditerranée Métropole a été autorisée par délibération en date du Conseil de Métropole du 24 février 2016.

Cette convention doit à présent être actualisée pour les motifs suivants :

- Le permis d'exploitation du site géothermique à basse température dit de Mogère au titre du Code minier accordé par arrêté préfectoral n°2017-I-1010 doit être transféré de la SA3M à la SERM, délégataire du réseau de chaleur et de froid, afin de permettre l'exploitation de celle-ci ;
- EDF Optimal Solution est devenue Dalkia Smart Building ;
- Compte-tenu des coûts de fonctionnement constatés, il y a lieu d'actualiser les dispositions financières afin d'être plus en adéquation avec la réalité.

Il est donc proposé un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale de la Mogère afin de prendre en compte ces évolutions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°6 au contrat de concession ;
- d'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal actualisé ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale de la Mogère ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 21 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152720-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°6 Annexe 1 Description
- Avenant n°6 Annexe 2 Programme Prévisionnel Travaux Valeur Brute
- Avenant n°6 Annexe 3 VNC
- Avenant n°6 Annexe 4 CEP
- Avenant 6 Annexe 5 Fiche CEE
- Avenant n°1 convention Ressource géothermale
- Avenant n°6

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Collecte et valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques - Renouveau de la convention avec l'eco-organisme OCAD3E - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12822 du 5 mars 2015, le conseil de la Communauté d'agglomération, aujourd'hui devenu le Conseil de Métropole, a autorisé la signature de la convention avec la société OCAD3E, organisme coordonnateur agréé par l'Etat ayant pour mission l'organisation des éco-organismes en charge des filières de traitement et de valorisation des Déchets d'Equipeements Electriques et Electroniques (D3E) ainsi que la gestion des soutiens financiers aux collectivités pour leur collecte auprès des particuliers, dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur portant sur ces produits.

Cette convention précise les conditions de mise à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole des D3E collectés sur son territoire, principalement dans les déchèteries. Elle définit également les barèmes des soutiens versés à la collectivité, ainsi que les modalités de suivi et de traçabilité des D3E collectés.

Dans l'attente de la redéfinition par les pouvoirs publics du cahier des charges de la filière, le renouvellement de l'agrément a été délivré pour l'année 2021. La convention actuelle arrivant à terme doit donc être renouvelée pour 2021 à l'occasion de ce ré agrément. Un délai courant jusqu'au 31 mars 2021 est fixé pour signer la nouvelle convention afin assurer la continuité des enlèvements des D3E collectés et du versement des soutiens financiers correspondants.

La convention actuelle désigne ECOLOGIC comme étant l'éco-organisme en charge du suivi opérationnel du dispositif. Chaque année, ce sont environ 400 à 500 tonnes de D3E qui sont collectées, le soutien financier correspondant versé par ECOLOGIC étant de l'ordre de 50 000 €.

La proposition de nouvelle convention pour l'année 2021 transmise par OCAD3E reprend les éléments de la précédente en répartissant les soutiens financiers en une part forfaitaire et une part variable liée aux tonnages collectés sur les points de collecte. Ils comprennent en outre un soutien proportionnel aux dépenses de communication. La convention comprend également une clause permettant une aide financière pour l'organisation de collectes de proximité par apport volontaire dans les centres urbains denses.

La durée de cette nouvelle convention est de six ans, conformément au cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 décembre 2014 qui s'impose à OCAD3E et prendra fin de plein droit en cas de retrait par les Pouvoirs Publics ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément d'OCAD3E en cours à la date de signature de la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention à conclure avec l'eco-organisme OCAD3E ainsi que les engagements réciproques des deux partenaires ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus en recettes au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153756-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention D3E
- Annexe 01
- Annexe 02
- Annexe 03
- Annexe 04
- Annexe 05
- Annexe 05 bis
- Annexe 06
- Annexe 07

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La loi Engagement et proximité du 27 décembre 2019 organise la possibilité d'une concertation sur la gouvernance entre les communes et la Métropole à l'occasion du renouvellement général des conseils municipaux. Le Conseil de Métropole est ainsi invité à débattre et à délibérer sur l'opportunité d'un pacte de gouvernance, selon les modalités de l'article L.5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

D'ores et déjà Montpellier Méditerranée Métropole a acté plusieurs dispositifs concourant à la bonne gouvernance intercommunale. Il en va ainsi de la participation de l'ensemble des maires au Bureau de Métropole.

Les dispositions de l'article L. 5211-11-3 du CGCT étant satisfaites par la participation des maires au Bureau de Métropole, il appartient à la Métropole de décider de poursuivre la démarche et de formaliser plus avant les modalités de sa gouvernance avec les 31 communes.

Le contenu du pacte de gouvernance pourra permettre :

- de réaffirmer et d'actualiser les valeurs, projets et dynamiques qui portent la coopération métropolitaine ;
- d'améliorer et de faciliter le processus de décision intercommunale, en formalisant les conditions selon lesquelles les communes et leurs représentants y sont associés ;
- de réfléchir aux conditions d'exercice des compétences transférées dans un souci de proximité et d'expression de l'intérêt métropolitain.

Ce pacte de gouvernance est à penser en lien étroit avec les compétences de l'EPCI et la définition de l'intérêt métropolitain, ainsi que dans son articulation avec le projet de territoire, le pacte financier et fiscal et le schéma de mutualisation.

Son élaboration pourrait être animée et co-construite durant le 1^{er} semestre 2021 par un comité de rédaction associant les élus et piloté par Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-président délégué aux Finances, Politiques contractuelle et à la coopération avec les communes. Le projet de pacte de gouvernance sera soumis au Conseil de Métropole pour délibération, après avis des conseils municipaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la tenue du débat ;
- d'approuver la décision d'élaborer un pacte de gouvernance ;
- d'en confier le pilotage à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-président délégué aux Finances, Politiques contractuelle et à la coopération avec les communes ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154699-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole - Constitution - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.5211-10-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose qu'un conseil de développement est mis en place dans les établissements publics à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 a précisé, quant à elle, qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public.

Depuis la première mise en place du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération intervenue en juillet 2003, deux conseils de développement ont été institués en 2008, puis en 2014.

Dans cette période de transition écologique et sociale, la place des représentants de la société civile est plus que jamais essentielle. Il est donc proposé de créer le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce conseil est un lieu de dialogue, de propositions et de débat sur les enjeux économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux de la Métropole de Montpellier. Il sera animé par un binôme paritaire, désigné par un arrêté du Président de la Métropole.

Ce binôme sera chargé de préfigurer la composition et le fonctionnement de cette instance en s'appuyant sur les services de la Métropole. Ce conseil, laboratoire d'idées au service du territoire métropolitain et de ses élus organisera librement ses travaux de réflexion à visée prospective. Il aura vocation à répondre aux saisines de la collectivité mais également à se saisir de problématiques et des signaux faibles émis par les habitants du territoire. En effet, aux termes de l'article L.5211-10-1 du CGCT, le conseil de développement est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale. Il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre.

Chaque contribution rendue fait l'objet d'un suivi régulier avec les élus métropolitains compétents et les services concernés, afin d'apprécier dans quelle mesure les propositions émises peuvent et sont intégrées dans l'activité et les choix métropolitains. La synthèse des contributions et le rapport d'activité feront l'objet d'une présentation au Conseil de Métropole.

Le Conseil de Développement sera composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre de l'établissement public ainsi que de membres des conseils de quartiers des communes qui en disposent.

L'égalité femme-homme et la solidarité intergénérationnelle étant des axes forts des politiques publiques portées par les élus de la Métropole, la composition tiendra compte de la diversité des habitants du territoire.

Lors d'une prochaine séance, le binôme proposera au Conseil de Métropole une composition renouvelée, et les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement. Cette proposition sera construite sur la base d'un travail collaboratif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la constitution du Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154028-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

Organismes	Représentations
ACM Habitat	<i>2 personnalités qualifiées :</i> Mme Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE et M. Thierry BALIX en remplacement de Mmes Virginie NORMAND et Jocelyne ROCHE
Collège de déontologie	<i>1 personnalité qualifiée</i> M. Régis CAYROL

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153586-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Cyril MEUNIER, Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hors commission - Procès-verbal de la séance du Conseil de Métropole du 23 novembre 2020 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 novembre 2020 est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 novembre 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 92 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-155193-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Procès-verbal - Séance du 23-11-20.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Ressources - Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions combinées des articles L.2312-1 et L.5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, le Conseil de Métropole est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2021.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif 2021. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de mettre en perspective les équilibres financiers de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2021.

Il est précisé que le rapport d'orientations budgétaires est annexé à la présente délibération, et que le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2021 ;
- de prendre acte de la tenue, en son sein, d'un débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2021, sur la base du rapport mentionné ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151347-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport DOB 3M 2021 _Af_2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

I- Créations de postes

Suite au recensement et à la validation des besoins de création de poste, il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes permanents et non permanents mentionnés dans les annexes 1, 2, 3 et 4 ci-jointes ;

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe V « Confirmations de postes » de la présente délibération.

1. Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, seize postes permanents et trois postes non permanents qui correspondent aux projets politiques engagés par la nouvelle mandature.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, dix postes permanents et douze postes non permanents qui soit génèrent des recettes, soit permettent d'éviter des coûts supplémentaires soit sont sans surcoût pour la Collectivité.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Création de poste liée à l'ouverture d'un établissement

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, un poste permanent qui est lié à l'ouverture d'un nouvel équipement métropolitain.

Ce poste est mentionné dans l'**annexe 3** ci-jointe.

4. Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, trois postes non permanents afin de compléter les équipes de façon ponctuelle.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2021, sont mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents réajustés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe V « Confirmations de postes » de la présente délibération.

III- Transformations de postes :

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle nécessitant une suppression / création, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2021, sont mentionnées dans l'**annexe 6** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe V « Confirmations de postes » de la présente délibération.

IV- Suppressions de postes :

Les emplois permanents supprimés, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2021, sont mentionnés dans l'**annexe 7** ci-jointe.

V- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 8** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations, suppressions et confirmations de postes citées en annexes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152738-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Créations 1.pdf
- ANNEXE 2 Créations 2
- ANNEXE 3 Créations 3
- ANNEXE 4 Créations 4
- Annexe 5 MEC
- Annexe 6 Transformations
- Annexe 7 Suppressions
- Annexe 8 Confirmations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Astreinte d'accueil pour les aires d'accueil des gens du voyage - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La délibération n°13520 du 16 décembre 2015 définit le régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux dispositions du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte, mais déterminent en revanche, après avis du Comité Technique, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

En application de l'article 6 du décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage, l'aire d'accueil est rattachée à un dispositif de gestion et de gardiennage permettant d'assurer, grâce à une présence quotidienne non nécessairement permanente au moins cinq jours par semaine et à une astreinte technique téléphonique quotidienne :

- La gestion des arrivées et des départs ;
- Le bon fonctionnement de l'aire d'accueil ;
- L'entretien des espaces collectifs et des circulations internes ;
- La perception du droit d'usage prévu aux articles 10 du présent décret et L. 851-1 du code de sécurité sociale.

A cet effet, il est proposé la mise en place d'une astreinte le samedi pour l'accueil des aires des gens du voyage. Les gestionnaires des aires d'accueil et de grands passages seront « d'astreintes d'accueil », par rotation, le samedi pour l'ensemble des aires sur appel et/ou sur besoin prédéfini. Cela se traduira par une disponibilité téléphonique aux horaires d'ouvertures des aires d'accueil avec possibilité d'intervention et de déplacement sur site.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements. Les modalités d'indemnisation et de récupération seront conformes aux dispositions fixées par les délibérations précitées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'adopter la mise en œuvre d'une astreinte pour l'accueil des aires des gens du voyage après avis favorable du Comité Technique en date du 21 janvier 2021 ;
- de prévoir l'inscription des dépenses correspondantes au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153864-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Détermination du taux de promotion pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle sur certains grades - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'article 78-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale, prévoit les dispositions pour l'avancement à l'échelon spécial :

« Lorsque le statut particulier le prévoit, l'échelon sommital d'un ou de plusieurs grades du cadre d'emplois peut être un échelon spécial. Cet échelon peut être contingenté en application du deuxième alinéa de l'article 49 ou selon les modalités prévues par le statut particulier. Dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, par dérogation à l'article 78, l'accès à l'échelon spécial s'effectue selon les modalités prévues par les statuts particuliers, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents ».

L'avancement à l'échelon spécial revêt les caractéristiques d'un avancement de grade. Ainsi, il convient de définir, comme pour les avancements de grade, un taux de promotion par rapport aux fonctionnaires remplissant les conditions pour l'accès à l'échelon spécial, en application de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

Ce taux de promotion s'applique pour l'avancement à l'échelon spécial prévu par le statut particulier pour les grades suivants :

- Administrateur général (article 13, décret n°87-1097 du 30/12/1987) ;
- Attaché hors classe (article 22-1, décret n°87-1099 du 30/12/1987) ;
- Ingénieur général (échelon de classe exceptionnelle, article 18 décret n°2016-200 du 26/02/2016) ;
- Ingénieur hors classe (article 24, décret n°2016-201 du 26/02/2016).

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer le taux de promotion à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle.

Il est proposé, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2021, de fixer un taux de promotion maximum de 100 % de l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour avancer à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle. Ce ratio n'engage cependant pas l'autorité territoriale qui déterminera chaque année le nombre d'avancement en fonction du nombre de promouvables, de leur valeur professionnelle et des contraintes budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de retenir un taux de promotion maximum de 100 % des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle de leur grade ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153868-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Modalité de versement des allocations retour à l'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise (Aide à la Reprise ou à la Création d'Entreprise) - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Les employeurs publics qui assurent eux-mêmes leurs agents contre le risque de chômage en supportent la charge financière et indemnisent les allocataires qui remplissent les conditions d'attribution.

L'article L.5424-1 du Code du travail impose aux employeurs publics de verser l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de droit commun et selon les modalités d'application de Pôle Emploi.

Dans le cadre de création ou de reprise d'entreprise, le règlement d'assurance chômage prévoit deux types d'aide pour les demandeurs d'emploi dépendant du secteur privé et dont l'indemnisation dépend de Pôle Emploi :

- le cumul total ou partiel de l'allocation chômage avec les revenus de l'activité professionnelle non salariée ;
- l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) correspondant au versement du montant des allocations chômage dont bénéficie l'allocataire sous forme de capital (*décret n°2019-797 - article 35*). S'agissant d'une aide, le juge administratif avait considéré que les employeurs publics ne pouvaient pas verser l'ARCE (*Conseil d'Etat n° 378893 du 15 avril 2015*), considérant que la nature, les conditions d'octroi et les modalités se distinguent de l'allocation chômage et que l'obligation des employeurs publics relevant de la loi, se limitaient au seul versement de l'allocation d'assurance chômage.

Afin de permettre le versement de cette aide par les employeurs publics et alors que la loi ne prévoit que le versement de l'allocation d'assurance chômage, le décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public, précise en son article 5, qu'en cas de reprise ou de création d'entreprise, l'allocation peut être servie, sur demande expresse de l'intéressé(e), dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'ARCE fixées par le règlement d'assurance chômage. Il s'agit donc, non pas d'une aide, mais d'une modalité de versement de l'allocation d'assurance chômage ouverte aux employeurs du secteur public.

A ce titre, s'agissant d'une possibilité de versement en capital, il appartient à l'employeur public de délibérer pour le versement de l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de l'ARCE.

Il est proposé d'ouvrir la possibilité d'attribution de l'ARCE aux allocataires indemnisés par la collectivité dans les mêmes conditions et selon les modalités d'application définies par Pôle Emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'adopter la mise en œuvre de la nouvelle modalité d'attribution de l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) pour les allocataires indemnisés par la collectivité ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153865-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020 - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

LE RESEAU DES PISCINES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Consciente du rôle primordial des équipements du réseau des piscines en matière de lien social, Montpellier Méditerranée Métropole contribue chaque année à renforcer son programme d'animations à destination des publics jeunes.

Depuis plusieurs années, de nombreuses animations sportives sont ainsi mises en œuvre dans les piscines par les éducateurs de la Métropole afin d'offrir une importante variété d'activités adaptées à ce public (cours de natation, activités de plein air, badminton, tennis de table, etc.).

Afin de faciliter l'accès des jeunes à ces animations ludiques et sportives, un tarif d'accès journalier à 1€ a été mis en place au sein du Centre Nautique Neptune.

Aujourd'hui, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite élargir ce dispositif dans quatre autres équipements : les piscines Marcel Spilliaert, Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris.

Dans ce périmètre élargi, des activités sportives adaptées pour les jeunes âgés de 8 à 13 ans seront proposées par les associations et les éducateurs de la Ville et de la Métropole, lors de chaque période de vacances scolaires (hiver, printemps, été et automne). Le programme d'animation détaillé sera formalisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole en partenariat avec la Ville de Montpellier et les associations sportives engagées.

Aussi, il apparaît nécessaire d'élargir l'application d'une tarification à 1 € par jour pour l'accès à ces nouvelles activités dans l'ensemble des équipements sus mentionnés (Centre Nautique Neptune inclus). Ainsi que de préciser la période d'application à savoir chaque période de vacances scolaires.

Ces nouvelles modalités prendront effet à compter du caractère exécutoire de la présente délibération et s'achèveront le 31 décembre 2021.

L'article ci-dessus vient modifier le point 1 de la thématique de politique publique « Sport » de la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020.

MOBILISATION D'UN AGENT

Il est proposé d'étendre ces tarifs, aujourd'hui limités à une seule direction, à l'ensemble du département des services publics de l'environnement et des transports et de reconduire les tarifs applicables en 2020.

Mobilisation d'un agent	Unité	Tarifs
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	20,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	33,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	40,00 €

L'article ci-dessus vient se substituer au point 3 de la thématique de politique publique « Autres » de la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modifications tarifaires proposées ;
- de préciser que ces modifications seront applicables à compter du caractère exécutoire de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154104-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Gestion de la dette - Demande de reconduction du fonds de soutien

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a déposé, en date du 29 avril 2015, auprès du représentant de l'Etat, une demande d'aide au titre du fonds de soutien, créé par l'article 92 de la loi de finances initiale pour 2014, en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque, pour deux contrats.

Par délibération n°13895 du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé de solliciter l'aide du fonds de soutien dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu à l'article 6 du décret modifié n°2014-444 du 29 avril 2014, permettant une prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période de trois ans à compter de la date du dépôt du dossier pour deux prêts, souscrits auprès de Dexia Crédit Local et désormais gérés par la SFIL.

Cette aide a été accordée par notification du 19 avril 2016 pour des prises en charge de respectivement 15,43% et 13,43%, ce qui représente des montants maximum d'aide de 1 444 100,53 € et 668 752,40 €.

Au vu des propositions de réaménagement transmises par la SFIL et compte tenu de l'analyse de risque sur ces deux emprunts, il avait été proposé de pas procéder au réaménagement de ces deux prêts aux conditions du marché et de bénéficier de l'aide du fonds de soutien au titre du dispositif dérogatoire sous forme de prise en charge partielle d'échéances d'intérêts dues et payées.

Ce choix s'est avéré opportun puisqu'aucun de ces deux emprunts n'a donné lieu à paiement d'intérêts dégradés. Les conditions de sortie de ces emprunts se sont améliorées au regard des conditions de marché et de l'amortissement des encours, et l'un deux a pu être réaménagé en 2018 à des conditions avantageuses. La Métropole a en effet bénéficié d'une opportunité de marché pour refinancer l'emprunt de 9.1M€ indexé sur l'écart entre les taux longs et les taux courts. Initialement construit avec un taux fixe bonifié de 4.57%, le réaménagement a permis de transformer cet emprunt en taux fixe au taux de 4.34%. Ainsi, non seulement le risque a été définitivement écarté, mais la collectivité bénéficie même d'un gain de 200k€. La seule indemnité constatée de 381k€ est intégralement couverte par le fonds de soutien.

Le second contrat dont le réaménagement reste à l'étude présente les caractéristiques suivantes :

N° du contrat : N° MPH257546 EUR, anciennement MPH985290EUR ;

- Date de conclusion : 20 avril 2007 ;
- Montant initial du capital emprunté : 19 698 971,30€ ;
- Encours au 1^{er} janvier 2021 (après échéance) : 13 504 232,87€ ;
- Durée initiale du contrat de prêt : 28 ans et 8 mois ;
- Durée résiduelle : 15 ans ;
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase de la date de versement au 01/01/2012 : taux fixe de 3,20% 2^{ème} phase du 01/01/2012 au 01/01/2036 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 01 an EUR, taux fixe de 3,20 % en dessous de la barrière ;
- Score Gissler 3E.

Conformément à la décision du comité nationale d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016 et à l'arrêté du 22 juillet 2015 modifié, le bénéfice du dispositif dérogatoire de prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période peut être prorogé par période de trois ans jusqu'au terme des contrats et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028, date de clôture définitive du fonds de soutien.

Pour ce faire, la collectivité doit en faire la demande expresse dans les six mois précédant l'expiration de la période de trois ans à compter du dépôt de la demande. Une première prorogation a été mise en œuvre par délibération du 25 janvier 2018. Il convient aujourd'hui de procéder à une nouvelle reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la reconduction du dispositif dérogatoire pour une nouvelle période de trois ans pour le prêt n° MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152952-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Attributions de compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont fait l'objet de transferts de charges et de modifications de montants d'attributions de compensations (AC).

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément au 1^o du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le Conseil de Métropole doit communiquer à ses communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions de compensation. Ainsi, il convient de délibérer en ce sens.

Dans ce cadre, il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement prévisionnelle 2021, conformément au rapport de la dernière CLETC en date du 4 juillet 2019 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2021	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2021
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	443 250,57	
Cournonsec	83 404,59	
Cournonterral	522 280,21	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		612 948,72
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 079 220,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	

Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	159 959,93	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 595,24	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 263,43	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	889 663,24	
Saussan	168 187,65	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	46 062 213,43	2 508 940,07

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement prévisionnelle 2021, conformément au rapport de la dernière CLETC en date du 4 juillet 2019 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2021	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2021
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	92 053,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	13 150,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	8 544,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 501 744,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	

Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	42 292,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	16 829 107,41	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le montant prévisionnel de l'attribution de compensation des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux susvisés, pour l'exercice 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151345-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Admissions non valeur - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des recettes qui s'avèrent irrécouvrables. Montpellier Méditerranée Métropole, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 21 804,32 € acceptés en non-valeur sur le Budget Principal. Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2012 à 2019 ;
- 37 172,42 € acceptés en créances éteintes sur le Budget Principal. Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2013 à 2020.

La liste des titres est annexée à la présente délibération.

Il est précisé que l'admission en non-valeur peut donner lieu à recouvrement, alors que les créances éteintes constatent elle une irrécouvrabilité définitive.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 21 804,32 € pour les admissions en non-valeur sur le Budget Principal et 37 172,42 € pour les créances éteintes sur le budget principal ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 943 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-150339-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LISTE ANV BUDGET PRINCIPAL
- LISTE CREANCES ETEINTES

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Avances remboursables destinées à soutenir les Autorités Organisatrices des Mobilités - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La quatrième loi de finances rectificative pour 2020 du 30 novembre 2020 prévoit plus de 20 milliards d'euros de mesures dont l'objectif principal est d'aider massivement l'économie à la suite des conséquences de l'épidémie de Covid-19.

Parmi elles, l'article 10 organise la mise en œuvre d'avances remboursables à destination des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM), assortie d'un taux d'intérêt égal à zéro, en vue de les soutenir face aux pertes de recettes constatées en 2020.

Le décret n°2020-1723 du 28 décembre 2020 prévoit que le montant maximum de cette avance remboursable est égal à la somme de :

- 35 % des recettes tarifaires perçues par l'autorité en 2019 ;
- 8 % des recettes de versement mobilité perçues en 2019.

La demande de cette avance a été formulée avant le 25 décembre 2020 auprès du représentant de l'Etat dans le département et du directeur départemental des finances publiques. Une convention viendra préciser les modalités de versement et de remboursement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la mobilisation par Montpellier Méditerranée Métropole d'avances remboursables à destination des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154195-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du Centre d'art contemporain MOCO - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation d'un Centre d'Art Contemporain, dénommé MOCO, dans l'enceinte de l'hôtel Montcalm, situé rue Joffre à Montpellier.

Par délibération en date du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études et de réalisation pour ce projet, approuvé le programme, le calendrier et le budget prévisionnels de l'opération de construction, et autorisé la SA3M à engager une procédure concurrentielle avec négociations pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre. Le contrat de mandat a été notifié à la SA3M le 22 juillet 2016.

L'équipement comprend 3 150 m² de surface utile dont 1 500 m² dédiés aux espaces d'expositions, un espace restauration-corner-bar avec terrasse extérieure dans le Parc Roblès, ainsi que des espaces d'agréments aménagés dans le Parc Roblès.

La préparation de chantier a été engagée pour les premiers corps d'état en juillet 2018. Fin 2018 étaient achevés les travaux de démolition. Les travaux de construction se sont quant à eux poursuivis jusqu'à juin 2019, l'ouverture au public s'étant tenue, comme initialement, prévu, le 29 juin de cette même année.

L'économie générale et la conduite de l'opération ont permis de faire face aux aléas inhérents à un chantier de réhabilitation, d'affecter un budget pour l'acquisition d'œuvres artistiques et d'engager les travaux de modification du Parc Roblès en profondeur.

Le bilan financier proposé au terme de l'année 2019 fait ainsi apparaître une nette diminution, d'un montant de 562 000 € TTC, portant son total à la somme de 6 034 000 €.

Afin de permettre la clôture des marchés de travaux post-levée des réserves, lesquelles sont tributaires de l'exploitation du bâtiment en cours depuis son ouverture, il est par ailleurs proposé au maître d'ouvrage de conclure un avenant n°4 au mandat d'étude et de réalisation, prorogeant le délai du contrat de 6 mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- d'approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 6 034 000 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153843-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02944_CRAC_2019_VD.pdf

- 02944 BILAN DETAIL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la construction, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional ainsi que de l'aménagement des espaces publics y afférents, sur l'ancien site de la Maternité Grasset, situé 13 avenue du Professeur Grasset, à Montpellier.

Par délibération n°13710 du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat de réalisation de cet équipement. Par la même délibération, le Conseil a approuvé le programme de l'opération, son budget et son planning, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre.

Le programme de l'opération prévoit notamment les éléments suivants : un auditorium de 400 places, des salles d'enseignement individuel et collectif, tant pour la musique que pour la danse, des studios de travail, des bureaux pour l'administration, des espaces de convivialité, ainsi qu'un centre de ressources. Ces travaux comprennent également, à l'échelle de la parcelle, la réhabilitation du bâtiment principal du site donnant sur l'avenue du Professeur Grasset, la démolition des autres bâtiments du site et la création d'une place et d'un jardin publics.

Les travaux de démolition, déconstruction et désamiantage se sont déroulés du juin à août 2018. Le permis de construire a été obtenu en mai 2018 et les travaux de construction du bâtiment ont débuté fin 2018. Ils ont pu se dérouler tout au long de l'année 2019, dans l'objectif initial d'une livraison du bâtiment dans le courant de l'année 2020.

La tenue de cet objectif a néanmoins dû être remise en cause suite à la survenue de la pandémie de Covid 19, entraînant un décalage de la réception des travaux à janvier 2021 et impliquant une augmentation du bilan supérieure à l'intégration des coûts contractuels d'actualisation pour les honoraires et les marchés de travaux.

Le bilan financier de l'opération apparaît par conséquent en hausse par rapport à l'exercice précédent, afin de tenir compte de l'évolution des indices constatée au 31 décembre 2019, de l'intégration de l'avenue du Professeur Grasset à l'opération de travaux, ainsi que de l'impact de la pandémie de Covid 19. Son montant total s'élève à la somme de 44 739 000 € TTC, soit en augmentation de 1 951 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- d'approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 44 739 000 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153830-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02926_CRAC_2019_VD.pdf

- 02926 BILAN DETAIL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Médiathèque Federico Fellini a été aménagée en 1995 avec la vocation originelle d'être une vitrine dans le domaine de la vidéo et des images animées, antérieurement à la création de la médiathèque centrale Emile Zola en 2000. Une étude de programmation générale et de faisabilité a été menée en 2016 par le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage ABCD afin d'examiner l'évolution envisageable de cet équipement culturel.

Le scénario du transfert de l'offre de la médiathèque Federico Fellini sur le site de la médiathèque Emile Zola a été retenu en comité de pilotage du 19 juillet 2016. Par délibération n°16645 en date du 17 mai 2017, le Conseil a approuvé le lancement de cette opération et autorisé les demandes de subventions afférentes.

Par décision en date du 4 juillet 2017, conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, il a été décidé de confier à la SA3M la réalisation de ce projet dans le cadre d'une convention de mandat et ce afin de gérer au mieux ce projet techniquement complexe nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé. Cette disposition présentait également l'avantage de permettre une bonne coordination avec le projet de transfert des archives municipales, conduit par la Ville de Montpellier et confié en mandat à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) (actuellement suspendu).

Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été signé le 28 juillet 2017, transmis en Préfecture de l'Hérault le 31 juillet 2017, et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M le 17 août 2017.

Afin d'ordonnancer les différentes facettes du projet, le programme a été décomposé en plusieurs phases :

- Phase 1 : Rénovation de l'auditorium – RDC bas : Transformation en véritable salle de cinéma et de rencontres.
- Phase 2.1 : Espace Jeux vidéo – RDC haut : Création d'un espace en adéquation avec les pratiques actuelles (jeu individuel ou à plusieurs, réalité virtuelle...) et permettant également des activités de médiation et de formation ainsi que la tenue d'événements ponctuels.
- Phase 2.2 : Forum de l'actualité – RDC bas : Aménagement d'un espace dédié à l'actualité audiovisuelle et numérique.
- Phase 3 : Espace Cinéma – Médiation numérique – Jeux – R+1 bas et haut : Création d'une mezzanine dans le prolongement de l'île aux contes afin d'accueillir notamment une vidéothèque de consultation et une salle de projection pour une jauge de 49 personnes. Le prolongement du palier du R+1 haut ainsi que la mise en place d'une passerelle vers les services internes sont rendus nécessaires.
Au R+1 bas, sont prévus un espace de médiation numérique / coworking, la mise en place d'un véritable espace jeux avec une ludothèque et le réaménagement des collections.
- Phase 4 : Services internes – R+3 bas : Conçu en 2000 pour un réseau communal dépourvu de navette documentaire, il est apparu nécessaire de réorganiser le service centralisé de la réception et d'agrandir l'espace dédié à la navette.
- Phase 5 : Exposition – R+3 bas : Cette phase est conditionnée par la libération des emprises par le service des archives. Elle prévoyait la création d'un espace d'exposition qui, en raison du l'arrêt du projet des Archives, ne pourra être réalisée dans le cadre de ce mandat.

Les travaux de la première phase dans l'auditorium ont débuté en juillet 2019 afin d'assurer une livraison en fin d'année. L'auditorium a été transformé en salle de cinéma et de conférences, doté de 189 places (dont 5 PMR), d'un nouvel écran et d'un nouveau système de sonorisation. Des escaliers moins bruyants ont été réaménagés pour le public. Pour permettre l'accès à la régie de façon indépendante et sans avoir à repasser par la salle, de nouveaux escaliers ont été créés dès l'entrée. Le calendrier des travaux a été tenu et le nouvel auditorium a été réceptionné le 17 décembre 2019.

Pour les phases 2 à 4, les travaux ont débuté en 2020 mais ont subi un retard et un allongement du planning du fait de l'épidémie de Covid-19.

Le bilan financier apparaît en augmentation de 481 000 € TTC par rapport au précédent compte-rendu annuel. Cette augmentation est due à la prise en compte de l'actualisation des prix des marchés publics, à l'intégration d'ajustements programmatiques souhaités par les services de la médiathèque, ainsi qu'à la dotation du poste « Aléas » afin de couvrir notamment les impacts financiers potentiels de l'épidémie Covid-19. Le montant total de ce bilan financier s'élève à la somme de 6 708 000 € TTC.

La phase 5, prévoyant la création d'un espace d'exposition, conditionnée par le départ des Archives, ne pourra être réalisée dans le cadre de ce mandat. Les montants alloués à cette phase ont été utilisés pour intégrer les offres de entreprises de travaux. La suppression de cette phase 5 fera l'objet d'un avenant à la convention de mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- d'approuver le bilan financier arrêté à la somme de 6 708 000 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153892-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02933_CRAC_2019_VD.pdf

- 02933 BILAN DETAIL.pdf

- 02933 BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - Concession d'aménagement du Frigoulet - Village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) et restructuration du secteur du Frigoulet - Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération du conseil n° 5522 du 26 novembre 2003, a confié à la Société d'Equipeement de la Région de Montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) « Hannibal ».

Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construits. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales et industrielles et d'activités tertiaires, d'ingénierie et de services.

La première étape est aujourd'hui réalisée avec la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble immobilier de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m². La deuxième étape consistant à engager une opération d'aménagement d'ensemble aujourd'hui suspendu, le transfert des Etablissements JOULIE, propriétaire du site, n'étant plus d'actualité.

La concession d'aménagement viendra à échéance le 31 décembre 2025.

Par avenant n°1 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil en date du 30 juillet 2004, le concédant a augmenté le montant de sa participation à la construction du VEAS « Hannibal » de 214 700 €.

Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°9596 du 23 juin 2010, le concédant a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € permettant de financer la réalisation des études précitées.

Par avenant n°3 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°11043 en date du 19 juillet 2012, le concédant a augmenté sa participation de 150 000 €, cette participation a été entièrement versée en 2012.

Par avenant n°4 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°13301 en date du 30 septembre 2015, le concédant a approuvé le versement d'une rémunération forfaitaire annuelle de 10 000 € HT sur les années 2015 et 2016 ainsi que la modification des modalités de rémunération du concessionnaire concernant ses missions de commercialisation et de promotion.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

Le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VAES) :

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 726 000 € HT bénéficiant d'une participation de la Métropole de Montpellier de 842 000 € HT versée selon une quote-part annuelle (571 000 € déjà versé dont 42 000 en 2019). Le cumul des charges réalisées au 31 décembre 2019 s'élève à 2 996 000€ HT dont 215 000 € HT réalisées en 2019. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2019 s'élève à 2 676 000 € HT dont 201 000€ HT en 2019. Elles proviennent essentiellement de l'encaissement des loyers et des charges et de la quote-part des subventions virées au résultat. Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par la Métropole de Montpellier en fin d'opération pour un montant de 594 000 €.

En 2019, deux ateliers ont été loués et un bureau a été libéré. Le taux d'occupation du VEAS est égal à 90 % et est légèrement en hausse par rapport à l'année 2018.

L'augmentation des recettes de 2021 à 2025 prévues dans le précédent CRAC et permettant de maintenir la concession à l'équilibre avait été surévaluée par le concessionnaire. Aussi, il est proposé d'approuver un avenant n°5 pour prolonger la concession de 3 ans, jusqu'en 2028, en réévaluant à la baisse les recettes locatives annuelles (de 145k€/an à 120 k€/an) afin de les rendre conforme à la réalité économique, garantissant ainsi l'équilibre de la concession à son terme.

La restructuration du secteur du « Frigoulet » :

Cette restructuration est aujourd'hui suspendue en raison du maintien des activités de l'entreprise Joulié sur le site.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé s'établit à 5 292 000 € HT et est en augmentation de 272 000 € HT par rapport à l'année 2018 pour tenir compte de la prolongation de 3 ans de la concession (recettes locatives supplémentaires).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du Frigoulet à Cournonsec, présenté par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver l'avenant n°5 à la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-150825-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC 2019
- Bilan financier
- Avenant n°5

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Un des enjeux énoncé par le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain et le SCoT approuvé le 17 février 2006 réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment celles de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activités.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de l'aménagement d'un secteur, situé au sud-ouest du centre-bourg de la Commune de Cournonterral, et classé comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités au SCoT approuvé le 18 novembre 2019 : le parc d'activités économiques de Cannabe.

Par délibération en date du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a donc défini les objectifs d'un projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le site de Cannabe qui permettront de :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur et permettre la création d'emplois en accueillant les activités économiques du « quotidien » mais également renforcer sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage des parcs d'activités dit de "proximité" ;
- conforter l'agriculture de proximité avec l'implantation de sièges d'exploitations agricoles, évitant ainsi le mitage de la plaine agricole et préserver la ressource en eau en renaturant une ancienne décharge en parc paysager et en accueillant une aire de lavage des engins agricoles ;
- Satisfaire aux critères d'excellence en termes de développement durable à travers l'obtention du label « HQE Aménagement » délivré par Certivéa, la mutualisation des stationnements et la promotion des modes actifs, le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, la gestion de l'éclairage public, la performance énergétique des bâtiments et la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources....

Après avoir créé la ZAC le 20 décembre 2017, la Métropole a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme concessionnaire pour l'aménagement de cette ZAC par une délibération du 26 avril 2018. Dans la perspective de rendre opérationnel ce projet, la Métropole a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC le 18 décembre 2019 et le programme des équipements publics le 23 novembre 2020.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme en vigueur, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019.

L'année 2019 a été consacrée aux études opérationnelles avec la finalisation du plan de composition urbaine, la définition des surfaces cessibles et l'engagement des études détaillées des voiries, réseaux divers et espaces publics (phases PRO - DCE).

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement qui est donc présenté s'établit à un montant de 4 988 000 € HT en dépense et en recette dont 749 000€ HT réalisés en dépense au 31 décembre 2019. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 926 000 € HT et augmente de 31 000€ en raison de l'évolution du prix d'acquisition d'un foncier appartenant à la Métropole. Aussi, il convient d'établir un avenant n°2 au traité de concession pour prendre en compte cette évolution de la participation de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement Cannabe produit par la SERM pour l'exercice 2019 tel que présenté ci-avant ;
 - d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
 - d'approuver les termes de l'avenant n°2 au traité de concession ;
 - d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151146-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2
- Bilan financier
- CRAC 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°6 à la concession d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « *Ode à la Mer* » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projets « *Ecocité* » initié par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il fait l'objet d'une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « *aménagement de l'espace* », pour enclencher un processus de renouvellement urbain, et de sa compétence « *développement économique* » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. La collectivité a décidé, par délibération du Conseil communautaire n°10387 en date du 29 novembre 2011, de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « *Ode à la Mer* », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a également décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération n° 11781 du 25 juillet 2013 : le Conseil d'Agglomération a précisé que les terrains non commercialisés par la SERM sont destinés à être acquis par la SAAM dans le cadre de la poursuite de l'aménagement de la ZAC Parc d'activités de l'Aéroport, au titre de la concession d'aménagement de la Route de la Mer, et que l'excédent prévisionnel de fin d'opération de 2,5 M€ qui sera versé par la SERM à la Communauté d'Agglomération, bénéficiera à l'opération dans le cadre d'une augmentation de la participation du concédant à hauteur de ce même montant de 2,5 M€.

Par délibération n°11729 du 25 juillet 2013, le Conseil d'Agglomération a renommé l'opération « *Ode à la Mer, Nature urbaine* », a approuvé la signature d'un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie pour repousser d'un an l'échéance initialement prévue en 2014, et a approuvé la signature d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement d'ensemble, précisant - d'une part - le périmètre d'intervention de la SAAM en qualité d'aménageur de la ZAC « *Parc d'Activités de l'Aéroport* » renommée ZAC « *Ode Acte 1* », et portant - d'autre part - la participation de la Communauté d'Agglomération de 40 millions d'euros à 42,5 millions d'Euros, afin d'équilibrer les charges supplémentaires qui seront supportées par la SAAM au titre de la ZAC Ode Acte 1. Ces charges concernent notamment d'une part l'acquisition, par la SAAM auprès de la SERM, des terrains du périmètre actuel de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport non encore commercialisés (sans rémunération de la SAAM au titre de ces acquisitions), et d'autre part, le solde des dépenses d'aménagement de la 1^{ère} tranche de la ZAC restant à réaliser, telles que prises en compte dans le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé approuvés par ladite délibération.

L'avenant n°1 à la concession d'aménagement a été signé le 27 novembre 2013.

L'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie a été signé le 12 février 2014.

Par délibération n° 12470 du 31 juillet 2014 : le Conseil d'Agglomération a approuvé l'avenant n°2 à la concession d'aménagement, prenant en compte la réduction du bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement d'ensemble de 239 100 000 € à 193 370 000 €, et la réduction de la participation du concédant de 42 500 000 à 32 421 327 €, telles que présentées dans le bilan prévisionnel de l'opération d'aménagement et l'échéancier prévisionnel des charges et produits. Ce travail a été rendu possible par une meilleure lisibilité du projet lors de la poursuite des études et de la définition de la stratégie opérationnelle détaillée des opérations avec la création des ZAC Ode Acte 1 et Ode Acte 2. Cela a ainsi conduit à ne retenir dans le bilan que la partie du projet urbain effectivement réalisable durant les 20 premières années de la concession (2011-2031), et d'autre part à optimiser les produits et charges et leur planification dans le temps.

L'avenant n°2 à la concession d'aménagement a été signé le 8 septembre 2014.

Par délibération n° 13260 du 30 septembre 2015 : le Conseil de Métropole a approuvé la signature d'un deuxième avenant à la convention d'avance de trésorerie d'Ode à la Mer ayant pour objet de porter de six millions à huit millions d'euros l'avance. Ces deux millions complémentaires étaient destinés à être versés au plus tard fin 2015 pour permettre le financement d'une acquisition foncière complémentaire prévue début 2016, et à rembourser au cours de l'année 2016, dans l'attente du montage d'un financement bancaire et/ou l'encaissement de futures cessions.

L'avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie a été signé le 16 octobre 2015.

Par délibération n°14143 du 25 octobre 2016 : le Conseil de Métropole a approuvé la signature :

- d'un troisième avenant à la concession d'aménagement, destiné à allouer une nouvelle participation de la Métropole de 1 M€ spécifiquement affectée au développement économique de la partie publique du projet de Pôle Autonomie Santé dont la réalisation par la concession d'aménagement a été ajoutée à la programmation du quartier des Hauts-de-Lattes ;
- d'un troisième avenant à la convention d'avance de trésorerie ayant pour objet de reporter à 2020 le remboursement des 2 millions d'euros d'avance précédemment remboursable au cours de l'année 2016, compte-tenu de la trésorerie de l'opération et du report de certains revenus en 2020/2021 initialement prévus en 2018, le montant total de 10 millions d'euros et le remboursement du solde restant inchangés.

L'avenant n°3 à la concession d'aménagement a été signé le 26 décembre 2016.

L'avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie a été signé le 26 décembre 2016.

Par délibération n°14962 en date du 14 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement et l'échéancier prévisionnel des charges et produits, qui :

- Proroge la durée de la concession à 29 ans (date d'expiration décembre 2040) et modifie la rémunération forfaitaire ;
- Intègre dans la concession les travaux d'équipements publics concourant à l'opération globale d'aménagement, y compris ceux nécessaires à la viabilisation d'un programme immobilier de commerces et bureaux spécifiquement concerné se situant dans le quartier « Bir Hakeim » sur les parcelles AE 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 138 ;
- Autorise l'aménageur à consentir des conventions d'occupation des voiries, espaces verts et espaces libres au profit d'un opérateur énergétique. La durée de ces conventions pourra excéder le terme de la présente concession d'aménagement. Le tarif de cette occupation sera conforme aux montants définis par la Métropole, s'ils existent à la date de la signature de la convention, pour l'occupation du domaine public par un réseau de chaleur.

Par délibération n° 2019-647 du 29 novembre 2019 : le Conseil de Métropole a approuvé la signature d'un cinquième avenant à la concession d'aménagement d'Ode à la Mer ayant pour objet d'augmenter le montant de la participation initialement de 33 421 327 € de 1 350 000 € repartit comme suit :

- 1 100 000 € au titre des participations du PUP (Projet Urbain Partenarial) avec Terre du soleil reçu par la Métropole et reversée au bilan de la concession Ode à la Mer ;
- 250 000 € au titre des études préalables sur l'extension du périmètre visé à l'article 1 concernant l'intégration d'une partie de la ZAC des commandeurs dans la concession Ode à la Mer.

Le nouveau montant total des participations du concédant est de 34 771 327€

L'avenant n°5 à la concession d'aménagement a été signé le 15 mai 2020

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols. Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- Le renouvellement du tissu économique existant ;
- La recomposition des équipements commerciaux ;
- L'introduction de logements (mixité autour des stations de tramway) ;
- L'introduction d'immobiliers d'entreprises ;
- La modernisation et/ou création d'équipements publics ou privés.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend environs 900 000 m² de Surface de Plancher (SDP) nouvelles.

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...). Deux ZAC ont été créées, la ZAC Ode Acte 1 sur le secteur de l'Ecopole (12,5ha) et la ZAC Ode Acte 2 (111ha).

Etat d'avancement de l'opération d'aménagement d'ensemble :

L'activité de l'opération en 2019 s'est concentrée sur :

- La poursuite des études en vue du lancement de la déclaration de projet sur la commune de Lattes emportant mise en compatibilité du PLU de plusieurs sites de projets, après avis de recevabilité par la DREAL ;
- La constitution du dossier de réalisation du projet et réalisation du diagnostic de l'Etude de Sûreté et de Sécurité Publique ;
- Le Pôle Autonomie Santé : choix de la maîtrise d'œuvre ;
- Le quartier dit des « Platanes », îlot stratégique : stabilisation de la fiche de lots pour cessions pour permettre la mise au point de la programmation ;
- Le quartier dit du « Delta » : reprise de la programmation urbaine ;
- Quartier dit du « Soriech Nord » : définition du renouvellement urbain, stabilisation de fiches de lots en vue de consultations promoteurs par les propriétaires ;
- Quartier dit « Bir Hakeim » : dépôt du permis de construire sur le lot BH3 et finalisation des négociations foncières, dépôt d'un PC tertiaire et signature d'un PUP hors ZAC ;
- Mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. dans le cadre de la ville connectée.

Zone en diffus hors ZAC :

Sur cette zone, la SA3M conduit le développement des secteurs urbanisés mixtes non intégrés en ZAC, dans le cadre de procédures d'urbanisme appropriées (secteurs à TA majorée et PUP...), afin d'accueillir des projets privés « spontanés » en cas de mutation foncière.

En 2019 : poursuite du suivi des opérations sur des fonciers privés directement acquis par des promoteurs auprès des propriétaires et le long de l'avenue Georges Frêche à Boirargues, en liaison avec la Commune de Lattes et à Bir Hakeim en liaison avec la Commune de Pérols.

Gestion locative des locaux commerciaux :

En 2019, l'aménageur a re-commercialisé des enseignes partantes et préparé des nouveaux baux précaires en vue de leur transfert.

Mouvements financiers :

Du point de vue des mouvements financiers effectués, l'opération enregistre fin 2019 un cumul de 68 998 000 € de charges, dont 3 987 000 € réalisés en 2019. Les charges réalisées en 2019 concernent notamment les études, les acquisitions, les travaux préparatoires, la rémunération du concessionnaire et les frais financiers.

Au 31 décembre 2019, les produits de l'opération enregistrent un cumul de 28 810 000 €, dont 2 418 000 € réalisés en 2019. Les produits réalisés en 2019 concernent notamment les loyers du patrimoine géré par le concessionnaire (1 731 000 €) et une subvention du Fonds National de l'Archéologie Préventive (522 000 €).

L'année 2020 a permis de :

- Rencontrer les services de l'Etat avec l'ensemble des états initiaux des études faune flore, air santé acoustique, circulation, et les propositions d'évitement de réductions ou de compensations pour le périmètre de la ZAC Ode Acte 2 ;
- Poursuivre les études nécessaires au dépôt du permis de construire du Pôle Autonomie Santé ;
- Etablir des faisabilités pour la réalisation des objectifs de la nouvelle gouvernance et notamment les possibilités d'équipement alternatifs au concept *Shopping Promenade* ;
- Mettre en œuvre une veille foncière de l'immobilier notamment sur les sites du Fenouillet Sud en Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) Rouge et sur le site de Pailletrice ;
- Réaliser diverses études opérationnelles et travaux.

Evolution des orientations de l'opération :

Les objectifs de réinvestissements urbains, de protection contre les inondations et de renaturation sont confirmés et consolidés. Mais la perspective de l'arrivée du nouveau stade « *Louis Nicollin* » pourrait redynamiser l'opération en donnant à ce nouveau quartier à la fois une dynamique de transformation urbaine et une image liée aux sports et aux loisirs.

L'évolution de la programmation de l'opération à travers l'arrivée du futur stade doit permettre le renouvellement du projet urbain. Elle doit permettre la réalisation d'une ambition forte, celle d'engager la mutation de la plus vaste périphérie commerciale de la Métropole. Il s'agit de la faire évoluer vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus « intense » autour des stations de la ligne 3 de tramway intégrant logements, immobiliers d'entreprises, services publics et privés, ainsi que des formes commerciales renouvelées mieux adaptées aux nouveaux modes de consommation et à l'évolution des nouveaux modes de distribution qui en résultent. L'opération Ode doit aussi répondre aux forts enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols, pour redonner ses droits à la nature, retrouver les écoulements hydrauliques naturels et les indispensables continuités écologiques nécessaires à la préservation de la biodiversité.

En outre, la mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement est envisagée. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur les éléments :

- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs ;
- Installer un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M ;
- Créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Bilan d'aménagement et évolution :

Le bilan dépenses/recettes de l'opération d'aménagement est revu à la hausse de 252 849 000 € à 272 291 000 € (soit +7.6%) consécutivement à deux facteurs principaux :

- L'intégration de l'acquisition d'une partie des locaux commerciaux du Fenouillet sud afin de renaturer ce corridor écologique ;
- L'intégration de risques potentiels.

La promesse de vente relative au centre commercial dénommé « *Shopping Promenade* » projeté dans le cadre de l'opération Ode à la Mer est devenue caduque depuis le 30 juin 2020, faute pour le pétitionnaire, d'avoir levé l'ensemble des conditions suspensives, en particulier celles relatives aux autorisations administratives nécessaires au projet purgées de tout recours.

L'augmentation des dépenses est en totalité équilibrée par une augmentation des subventions (Fonds archéologiques, subventions pour le PAS, subventions Renaturation Fenouillet sud) mais aussi par une augmentation du niveau des participations de la Métropole.

La participation du concédant évolue de 34 771 000 € à 55 671 000 € soit une augmentation de 20 900 000 € :

- 12 900 000 € au titre des nouveaux risques potentiels identifiés dans le cadre du renouvellement urbain complexe de ce site.
- 8 000 000 € au titre de la contribution à l'acquisition d'une partie du *Fenouillet Sud* pour la renaturation de ce site inondable inscrit dans un corridor écologique.

12 921 000 € de participations ont d'ores et déjà été versés à la concession au 31 décembre 2019. 500 000 € de participation ont été versés en 2020.

Les subventions de l'Etat et de la Région Occitanie, dans le cadre du contrat de plan Etat/Région (CPER) signé en 2016 par la Métropole et du pacte Métropolitain signé en 2017, relative à la construction du Pôle Autonomie Santé, sont prises en compte dans le bilan à hauteur de 100%, soit 3 300 000 €.

Une subvention de 7 M€ a été introduite au titre de la destruction de friches commerciales et de la désimperméabilisation des zones sensibles pour la création des corridors verts et bleus inscrits au SCOT sur le Fenouillet Sud.

Une autre subvention, partiellement perçue (922 000 €) du Fonds National de l'Archéologie Préventive est prise en compte pour la somme de 1 419 000 € (reste à percevoir 522 000 € en 2023).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel de l'opération d'aménagement *Ode à la Mer*, présenté par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour l'exercice 2019 ;
- de prendre en considération les cessions et les acquisitions effectuées par le concessionnaire sur l'année 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement *Ode à la Mer*, tel qu'établi par le concessionnaire au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver l'avenant n°6 à la concession d'aménagement modifiant le montant de la participation du concédant ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153081-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte rendu annuel a la collectivité
- Synthese Bilan
- Projet avenant 6

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 était de restreindre les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants et de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, notamment en assurant un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole. Dans ce contexte, l'extension du parc d'activités Nord de la commune de Lavérune a été envisagée sur le lieu-dit « Las Serres ».

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares afin de répondre à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Par délibération n°9461 du 1^{er} avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM devenue depuis SA3M), a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes. Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral en date du 28 septembre 2012. Par délibération n°11488 du 11 avril 2013, le Conseil a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, 5 463 000 € HT ont été dépensés, dont 303 000 € HT pour l'année 2019 correspondant essentiellement à l'aménagement d'entrées de lots et à des travaux de finition. Plusieurs fonds de concours figurent au bilan pour des aménagements extérieurs à la ZAC (610 000 €) nécessaires notamment pour :

- la reprise du réseau d'eaux usées réalisée le long de la route métropolitaine RM5E2 (déjà réalisée) ;
- l'aménagement de deux plateaux traversant sur la RM5E2 nécessaire à la sécurité des entrées et sorties de la ZAC ;
- une participation à hauteur de 50 % du montant des travaux prévus pour la modification du carrefour à feux entre les routes métropolitaine RM5E2/RM5E et pour l'aménagement d'une piste cyclable jusqu'en entrée de ZAC.

Trois actes de vente ont été signés en 2019 : le lot 2 (1 768 m²) avec la SC BARBIER M&P, le lot 10 (1 957 m²) avec la SCI BAREME et le lot 6 (4 673 m²) avec la SCI UNC-IMMO. Le dernier lot cessible de la ZAC a été attribué à la société ISO GAZ.

Au terme de la concession, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'élève à un montant de 6 211 000 € HT en dépenses et en recettes. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 2 059 000 € reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC Descartes, présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- de prendre en considération les actes de vente signés en 2019 par l'aménageur ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement, établi par la SA3M au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-147868-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan financier
- rapport CRAC
- Bilan des cessions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°18 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505 rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains sur le territoire de Castelnau-le-Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour. La SERM a réalisé l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Métropole a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été réalisé et cédé à la Métropole, qui le gère.

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur une superficie de 39 hectares sur la commune de Castelnau-le-Lez, modifié par délibération du 29 octobre 2013, pour réaliser un programme mixte d'activités tertiaires, sociomédical, artisanales et de logements.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du 6 février 2014, ainsi que l'avenant à la concession d'aménagement afin de permettre une programmation mixte.

Le dossier de réalisation et le programme d'équipement public de la ZAC ont été modifiés par délibération du 27 janvier 2017 afin d'intégrer une participation de l'opération d'un montant de 2 927 000 € pour la création d'un groupe scolaire communal (financement d'un tiers de l'investissement par la concession).

Enfin, un avenant n°17 approuvé par délibération du 18 octobre 2018 a autorisé l'Aménageur à réaliser l'acquisition et la gestion de locaux commerciaux et de parking en ouvrage afin de constituer une polarité commerciale de proximité, à mettre en place une plateforme de service numérique, et a allongé la durée de la concession jusqu'en 2035.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2019 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

La ZAC Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et la ZAC Extension Eurêka (Quartier Eureka) sur Castelnau-le-Lez :

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses d'aménagement réalisées s'élève à 68 712 000 € HT dont 7 336 000 € HT en 2019, correspondant principalement à la phase 4 de travaux de viabilisation d'Extension Eurêka.

La conception de la place Aristote, espace public majeur du quartier, a été finalisée pour un aménagement à démarrer en 2020. Celle-ci a été amendée pour prendre en compte la prochaine mise en place d'un TCSP sur le boulevard Philippe Lamour.

La société Engie a été retenue pour mettre en place des services connectés innovants à destination des usagers du Quartier Eurêka (suivi de consommations énergétiques, services de proximité, lien social, accompagnement des seniors en faveur du maintien à domicile, développement de services innovants grâce à l'Open Data). Suite à des difficultés du prestataire pour mener à bien sa mission, un avenant est en cours de mise au point avec un horizon de mise en service d'une solution alternative similaire SERM.cité by Eureka à brève échéance.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2019 sur ces trois opérations d'aménagement s'élève à 42 736 000 € HT dont 2 780 000 € HT en 2019. Sur Quartier Eureka, ont été signé un compromis pour l'implantation d'une EHPAD communale (CCAS de Castelnau-le-Lez) et deux actes de vente avec le promoteur Marignan pour un programme de logement et la société Erba Diagnostics pour ses locaux. Ainsi la commercialisation du quartier se poursuit à un bon rythme.

Les travaux d'enfouissement des lignes haute tension démarré en 2018 et qui s'achève fin 2020 permettent de proposer de nouveaux fonciers notamment pour des projets d'implantation d'activités productive où la demande est soutenue. Cette libération, à laquelle l'opération a contribué financièrement, renforcera également la qualité du site. En outre afin d'accroître l'offre de foncier productif, la programmation du lot 4 est modifiée, l'offre de logement sociaux étant reporté sur le lot 16 en mixité avec du logement libre et abordable. Cette modification de programme se fait sans impact sur le bilan grâce à une revalorisation de 20 euros de la charge foncière sur le logement libre (passant à 465 euros/m² SdP).

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 112 026 000 € HT en dépenses (+1 700 000 €) et à 110 587 000 € HT en recettes (+1 700 000 €) avec un déficit inchangé de 1 439 000 €.

En effet les recettes de cession prévisionnelles connaissent une augmentation modérée sur Quartier Eureka consécutive à l'amélioration des recettes de cessions d'ores et déjà constatées.

Côté dépenses prévisionnelles, sont revus à la hausse le poste de travaux VRD, la rémunération prévisionnelle de l'aménageur notamment du fait des revalorisations de charges foncières, ainsi que les frais financiers court terme et moyen/long terme suite à la mobilisation d'un emprunt supplémentaire dans l'année de 5 000 000 euros.

L'Hôtel d'entreprises du Millénaire :

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m² de surfaces utiles. Le taux d'occupation est de 84% à fin 2019 avec 11 entreprises accueillies. Le loyer annuel hors charges perçu en 2019 est de 320 000 € HT. Le loyer annuel prévisionnel 2020 est de 198 000 € HT seulement du fait de l'impact du Covid (exonération d'un trimestre de loyer).

Le bâtiment construit au début des années 90 n'est plus en adéquation avec l'évolution des normes environnementales, thermiques et énergétiques. Sa démolition était programmée en 2022 pour une reconversion du site. Cependant il apparaît nécessaire de conserver une offre locative attractive pour les entreprises dans ce secteur.

La réhabilitation plus ou moins lourde de ce bâtiment a été examinée cette année mais s'avère trop onéreuse. Aussi, afin de reconstituer cette offre, on s'oriente vers une libération du bâtiment Cap'Oméga, grâce au transfert du BIC au sein de la Halle de l'Innovation à livrer fin 2021 sur Cambacères. C'est pourquoi la durée de vie du HEM est prolongée jusqu'en fin 2025. La recette de charge foncière correspondante de 3 300 000 € (dont 300 000 € à déduire de coût de démolition) est inscrite en 2025 et les recettes d'exploitation sont prolongées jusqu'en fin 2024.

Dans cette perspective, il n'est plus occupé que par des baux précaires. Les entreprises locataires seront accompagnées vers un projet de relocalisation, soit au sein du futur hôtel du numérique du quartier CAMBACERES soit dans le secteur privé (acquisition foncière, offre existante de seconde main, programme de promotion de vente ou locatif).

L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :

Ensemble immobilier de 1 161 m² utiles sur une parcelle de 3 017 m². Le taux d'occupation est de 45% à fin 2019 suite à la sortie de Erba Diagnostics qui louait 637 m² (cette entreprise a fait construire ses propres locaux sur Quartier Eureka). Le loyer annuel hors charges perçu est de 130 000 € HT en 2019, et le loyer annuel prévisionnel 2020 de 36 000 € HT (départ de l'entreprise SME sur 199 m² et impact du Covid avec la gratuité de 3 mois de loyer).

Néanmoins le solde d'exploitation positif de ce bâtiment a permis en 2019 d'abonder à hauteur de 375 000 € le bilan de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire afin de maintenir sa trésorerie équilibrée, et il est prévu qu'elle sera restituée en 2025 à la vente du HEM, afin de pouvoir réaliser des travaux de rénovation sur l'atelier relais du Millénaire qui est vieillissant. En attendant, un budget de 508 000 euros est inscrit pour rénover le lot libéré par Erba Diag, ainsi que l'extérieur du bâtiment.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises, incluant la cession du MIBI, s'établit à 137 505 000 € HT. La participation d'équilibre du concédant est inchangée, à 3 358 000 € HT, et a déjà été intégralement versée. Sur l'opération d'aménagement, le montant de l'avance de 7 492 348 € de la collectivité reste inchangé. Cependant, le besoin de trésorerie de l'opération conduit à lisser le calendrier de remboursement des avances au concédant selon les modalités suivantes : 1 500 000 euros versés en 2019, 992 348 euros en 2020, 2 000 000 euros en 2023, 2 000 000 euros en 2024 et 1 000 000 euros en 2025. Cet échelonnement nécessite la signature de l'avenant n°18, proposé à l'approbation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Eureka à Montpellier et Castelnau-le-Lez, présenté par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- d'approuver l'avenant n°18 au traité de concession visant à modifier le calendrier de remboursement de l'avance de trésorerie de 7 492 348 euros à la collectivité ;
- d'approuver les tableaux de cessions pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151397-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- tableau synthèse
- tableau cession
- projet d'avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Euromédecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°12 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels et a concédé l'opération à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Après extension du périmètre à la suite de la délibération du 20 décembre 1989, le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 570 000 m² dédié principalement aux activités médicales et paramédicales mais également à des activités tertiaires et de services aux entreprises, et de l'habitat à proximité du quartier de la Valsière sur Grabels.

Par avenants, les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies ont été confiées à la SERM. Ainsi, Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma (3 500 m² chacun) ont été livrés respectivement en 2004 et 2007 et 2011.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment de l'article L.300-5, la SERM présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Opération d'aménagement :

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées pour l'opération d'aménagement du parc Euromédecine II s'élève à 37 854 000 € HT dont 291 000 € HT pour l'exercice 2019, correspondant essentiellement à des études et à travaux d'entretien et de reprise sur la partie Grabeloise.

Les études relatives à la reprise de la rue Pasteur sont en cours (malfaçons constatées pour lesquelles un accord amiable a été trouvé avec l'entreprise ayant réalisé les travaux en 2007 et le maître d'œuvre à hauteur des conclusions du rapport d'expertise, soit un préjudice de 377 000 €). L'aménagement intégrera la réalisation d'un aménagement cyclable et le démarrage des travaux s'effectuera en 2021.

A ce jour, le foncier est maîtrisé (hormis sur le secteur du coteau Puech Villa à Montpellier). Le rachat de la parcelle cédée au CHRU (projet abandonné) s'effectuera en 2021.

Au cours de l'année 2019, 3 compromis de vente ont été signés avec l'association ADAGE sur le lot 308, avec l'association CIEL BLEU (lot 336, projet abandonné depuis) et avec RB GROUP (M&A) sur le lot 338 (44 logements collectifs).

Dans la perspective de constituer un secteur mixte, un véritable quartier connecté aux quartiers alentours et marquant l'entrée de ville, la diversification des fonctions est envisagée sur l'îlot situé le long de l'avenue de Rome (activités productives, bureaux, commerces et services, logements). Au sein de l'îlot, une nouvelle voie Nord-Sud reliera la rue Pasteur à l'avenue de Rome. L'îlot dialoguera avec l'avenue de Rome (à requalifier) et le projet d'habitat de Gimel.

La mise en œuvre de ce programme mixte nécessite l'évolution du PLU et l'élaboration d'un porté à connaissance auprès des services de l'Etat portant sur la question hydraulique. L'opération d'aménagement versera un fonds de concours de 228 000 € en 2022 afin de participer financièrement à la réalisation d'un groupe scolaire envisagé sur l'opération Gimel attenante et nécessaire à l'accueil des nouvelles populations.

Le nouveau bilan financier à terme s'élève à 51 587 000 € HT en dépense intégrant les dépenses liées à la réalisation d'une liaison Nord-Sud entre la rue Pasteur et l'avenue de Rome. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics est maintenue à 7 964 000 € HT, entièrement versée à ce jour.

Biopôle - réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta :

Alors que le départ d'IDENIX le 31 mars 2018 a entraîné la chute du taux d'occupation à seulement 27 %, ce taux est progressivement remonté pour s'établir à 67 % au 31 décembre 2019 et des contacts sont en cours concernant les locaux toujours vacants. Au cours de l'année 2019, les loyers perçus ont représenté 269 000 € HT (hors charges). Des travaux de rénovation de la cafétéria sont envisagés en 2020 et d'autres travaux sont envisagés en 2021 et 2023 afin de faciliter la relocation des locaux vacants (redécoupage des surfaces).

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses d'exploitation de Cap Gamma s'élève à 10 012 000 € HT dont 594 000 € HT pour l'année 2019. Il est proposé de prolonger la durée de la concession de 5 ans (jusqu'au 31 décembre 2032) pour réaliser les travaux nécessaires à la relocation des locaux vacants, tout en amortissant ces travaux sur la durée de la concession sans solliciter une nouvelle participation d'équilibre auprès du concédant. Au terme de la concession, les dépenses prévisionnelles d'exploitation de CAP GAMMA s'élèveront à 16 692 000 € HT et les recettes prévisionnelles à 17 766 000 € HT.

Au 31 décembre 2019, Cap Delta était loué à 87 % pour un montant de loyers s'élevant à 472 000 € pour l'exercice 2019 (hors charge). Au 31 décembre 2019, les dépenses d'exploitation cumulées de Cap Delta s'élevaient à 13 502 000 € HT dont 713 000 € HT pour l'année 2019 ; alors que les recettes d'exploitation s'élevaient au 31 décembre 2019 à 15 246 000 € HT dont 673 000 € HT pour l'année 2019. La prolongation de la durée de la concession permettra à terme de ne pas dégrader le bilan avec un cumul des dépenses d'exploitation s'élevant à 20 823 000 € HT et le cumul des recettes d'exploitation à 23 570 000 € HT. A noter que les recettes attendues en 2020 intègrent une gratuité de loyers durant 3 mois liée à la COVID.

Biopôle - réalisation et exploitation de Cap Sigma :

Réalisé en 2011 avec l'aménagement d'un site contigu (2 hectares) aux deux premiers plots du biopôle, Cap Sigma est le troisième hôtel d'entreprises du Biopôle. Au 31 décembre 2019, le taux d'occupation était de 61 % puisqu'un lot reste vacant en RDC ainsi que la totalité du R+3 pesant fortement sur le bilan. Au 31 décembre 2019, le montant des recettes cumulées s'élève à 3 739 000 € HT dont 390 000 € pour l'année 2019.

Un montant de 627 K€ est budgété pour réaliser des travaux d'aménagement en 2021 et 2022 pour accueillir d'éventuels preneurs avec un loyer brut de 125 € HT/m²/an + surloyer à déterminer. Le bilan d'exploitation prévisionnel de Cap Sigma pour la durée de la concession s'élève à 16 919 000 € HT en dépense et intègre les recettes d'exploitation estimées à 13 051 000 € HT.

Bilan financier prévisionnel consolidé :

Les avances inter-opérations ont été réajustées afin de maintenir à l'équilibre le bilan consolidé.

Le bilan consolidé de l'ensemble de la concession (opération d'aménagement et Biopôle) augmente de 5 430 K€ HT consécutivement à des études complémentaires, à des travaux d'amélioration de la Rue Ranchin, à l'insertion d'un mode actif rue Pasteur, à la réalisation programmée du barreau Nord/Sud entre l'Avenue de Rome et la rue Pasteur, aux aménagements hydrauliques et espaces verts ainsi qu'aux travaux à réaliser sur les immeubles du Biopole pour leur relocation.

Cette augmentation des dépenses est compensée par une augmentation équivalente des recettes de cession (densification et diversification fonctionnelle le long de l'avenue de Rome) et un allongement de la durée de la concession d'aménagement permettant de percevoir des loyers complémentaires pour les immeubles composant le Biopole.

Au terme de la concession, le bilan financier prévisionnel consolidé s'équilibre à 105 771 000 € HT en dépenses et en recettes. La participation d'équilibre du concédant est par conséquent inchangée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, produit par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- de prendre acte des compromis de vente signés en 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°12 au traité de concession ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-149368-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport CRAC
- bilan consolidé
- Avenant n12

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson / Plan de sauvegarde copropriété ' Les Cévennes ' à Montpellier - Mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Plan Initiative Copropriétés (PIC) a été lancé par le Gouvernement et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) à l'automne 2018.

Parmi les 14 sites prioritaires au niveau national, le quartier de la Mosson à Montpellier a été retenu.

A la suite de cette décision, la Métropole de Montpellier a engagé la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriétés Dégradées pour laquelle une convention avec l'Anah a été signée en juillet 2019.

L'OPAH « Copropriétés dégradées » concerne les 15 copropriétés verticales d'un périmètre élargi de renouvellement urbain allant de la Paillade, au quartier Saint Paul jusqu'aux Hauts de Massane et court, au minimum, sur la période 2019-2024.

Par décision en date 10 octobre 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la signature d'un mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour le suivi-animation de l'OPAH.

Ledit mandat a été signé le 24 octobre 2019, transmis en Préfecture le 31 octobre 2019 et notifié par le mandant au mandataire le 7 novembre 2019.

Le bilan qui est présenté s'établit à 1 250 000 € HT, soit 1 500 000 € TTC en dépenses et en recettes, dont 229 000 € HT (274 800 € TTC) réalisés en dépenses et 274 800 € réalisés en recettes au 31 décembre 2019.

En parallèle, la copropriété « Les Cévennes » a été retenue parmi les sites d'intérêt régional du Plan Initiative Copropriétés (PIC). La commission d'élaboration du plan de sauvegarde de la copropriété « Les Cévennes » a été créée par arrêté préfectoral en date du 16 mai 2019.

Par décision en date 8 octobre 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la signature d'un mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la SA3M pour le suivi-animation du Plan de sauvegarde.

Ledit mandat a été signé le 24 octobre 2019, transmis en préfecture le 31 octobre 2019 et notifié par le mandant au mandataire le 7 novembre 2019.

Le bilan qui est présenté s'établit à 1 575 000 € HT, soit 1 890 000 € TTC en dépenses et en recettes, dont 152 000 € HT (182 400 € TTC) réalisés en dépenses et 182 400 € réalisés en recettes au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte des comptes rendus annuels à la collectivité (CRAC) au 31 décembre 2019 des mandats d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson et le Plan de Sauvegarde de la copropriété « les Cévennes » mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Métropole ;
- d'approuver les bilans prévisionnels du mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-143417-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan financier détaillé OPAH Mosson - 31 déc. 2019
- Compte rendu annuel - OPAH Mosson - 2019
- Bilan financier détaillé PDS Cévennes
- Compte rendu annuel - PDS Cévennes - 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le site du quartier Cambacérès, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) mis en service en 2017. Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la gare Montpellier-Sud de France, Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) mis en service en juillet 2018.

De ce fait, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue SA3M, et créé une ZAC sur 60 ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal à échéance de sa livraison.

Par délibération du 6 février 2014, la Métropole a décidé de confier à la SA3M la réalisation et le portage, dans le cadre de cette opération d'aménagement, de la réalisation d'un cluster-hôtel d'entreprises, la Halle French Tech (devenue depuis Halle de l'Innovation), fer de lance et vitrine de la filière numérique sur le territoire, objet d'un avenant n°1 à la concession.

Par délibération du 31 juillet 2014 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement Cambacérès, compte tenu du décalage dans le temps de la livraison de la gare dénommée depuis gare de Nîmes-Pont-du-Gard dont dépend la fréquentation de la gare Montpellier-Sud-de-France, il a été décidé de :

- réaliser dans un premier temps les travaux de desserte et viabilité de la gare, en phase avec l'échéance et la programmation de la gare à sa livraison ;
- s'assurer de la réalisation des mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus onéreux pour la Métropole, notamment s'il fallait les réaliser après la mise en service des deux infrastructures ;
- redéfinir le projet d'aménagement du secteur pour tenir compte des nouvelles données.

Par délibération du 30 septembre 2015, l'intégration des projets de travaux liés à la géothermie, d'une part, et à l'implantation du groupe Septeo Genapi, d'autre part, ont été actés.

Par délibération du 25 septembre 2016, la reprise des études urbaines et pré-opérationnelles a été intégrée à la suite de la désignation du groupement XDGA comme urbaniste en chef, notamment pour permettre la livraison de la Halle de l'Innovation en 2020.

Le quartier Cambacérès est confirmé comme le futur quartier dédié à l'innovation dans un environnement mixte, à la fois quartier d'affaires, résidentiel et de loisirs, pour accueillir notamment l'écosystème « *French Tech* » et la Halle, élément emblématique de ce nouveau quartier qui alliera l'animation urbaine au « *dialogue* » de la ville avec le paysage naturel et patrimonial environnant. Ont également été intégrés des ajustements relatifs aux montants de travaux de la géothermie et les modalités de financement associées.

Par délibération du 18 octobre 2018, compte tenu de l'avancement de l'opération, le montant de l'avance de trésorerie prévue par la collectivité est diminué de 2 000 000 €. Ces évolutions ont fait l'objet d'un avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie. Dans la même délibération, un avenant n°6 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de permettre une nouvelle répartition du bilan financier dans le temps et limiter la participation de Montpellier Méditerranée Métropole. Simultanément, cet avenant a permis d'intégrer les missions de gestion locative et technique de la halle de l'Innovation.

Par délibération du 18 novembre 2019, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé pour tenir compte de la modification de la participation du concédant et de son échéancier, de la modification de l'échéancier de rémunération forfaitaire de la SA3M et l'intégration à la concession d'une mission de gestion d'une plateforme numérique de services en lien avec d'autres opérations d'aménagement. Par la même délibération l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a été approuvé afin d'intégrer un nouvel échéancier de remboursement.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

En matière d'études, l'année 2019 a principalement concerné :

- La poursuite des missions et des procédures permettant de définir et actualiser le parti d'aménagement (études urbaines sur la ZAC 1, missions de maîtrise d'œuvre sur le parc de la Mogère...) y compris à l'échelle de l'opération d'ensemble (circulation, hydraulique...);
- La finalisation des coordinations des différents maîtres d'ouvrages sur le secteur et notamment la finalisation des négociations avec les maîtres d'ouvrages d'infrastructures quant aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante de leurs ouvrages, dorénavant en service ;
- Les études de conception de la Halle de l'Innovation, avec l'obtention du permis de construire en juillet 2019, les dossiers techniques (PRO et DCE) et la consultation pour les marchés de travaux qui ont pu être notifiés le 23 décembre 2019 ;
- L'ensemble des études opérationnelles (géomètre, géotechnique, contrôle extérieurs des réseaux...) en accompagnement des travaux de viabilité de la ZAC ;
- Les études de préservation du Mas de Brousses et de son parc, propriété de la SA3M, permettant de garantir une mise hors d'eau et hors d'air à partir de 2020/2021.

Au total 505 000 € ont été dépensés sur ce poste études en 2019.

En matière de travaux, l'année 2019 a été consacrée aux travaux du parc de la Mogère (terrassement des bassins de rétention et d'écêtement pour la mise en œuvre du schéma directeur du Nègue Cats) et à la poursuite des viabilités de la ZAC1 dans l'optique des premiers chantiers bâtiments, dont la Halle de l'Innovation. Le montant de dépenses en travaux et honoraires techniques réalisé en 2019 s'élève à 10 064 000 €.

Concernant la Halle de l'Innovation, l'attribution des marchés de travaux a permis de préciser une enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux pour cette première tranche de 10 800 000 €. A ce montant, il convient d'ajouter une enveloppe complémentaire de 2 200 000 € pour l'aménagement des bureaux pour un preneur unique. En effet, la Métropole a pris la décision d'y installer dès 2022 les services et entreprises du BIC de Montpellier (Business & Innovation Centre).

A échéance 2020/2022, le lancement de la Halle de l'Innovation permet d'engager la première tranche de commercialisation de la ZAC (amorce urbaine) et notamment l'enveloppe urbaine. Dans ce cadre, un appel à projet à dominante tertiaire pour la réalisation d'un ensemble immobilier de 30 000 m² de surface de plancher a été engagé en 2018. A l'issue de cette phase de candidature, quatre groupements ont été retenus en 2019 et ont travaillé en ateliers pour permettre la délivrance des permis de construire fin 2020.

Sur l'année 2019, les recettes perçues sont des loyers pour la mise à disposition de foncier pour le parking provisoire de l'entreprise Septeo.

A la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur ;
- Créer une plateforme de services (plateforme SERM Cité) permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à disposition par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « *portail numérique de quartier* ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Cette mission a été confiée à l'aménageur par l'avenant n° 7 à la concession d'aménagement.

La mission ayant été précisée cette année, l'avenant propose d'intégrer une rémunération forfaitaire annuelle de l'aménageur de 70 730 € de 2020 à 2026.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération évolue en fonction de plusieurs éléments :

- Un porté à connaissance de l'Etat en mai 2019 a informé la Métropole d'un projet de révision du Plan d'Exposition aux Bruit lié à l'activité de l'aéroport. Ce projet de révision doit être d'ores et déjà pris en compte dans le projet d'aménagement car il agrandirait la zone où les logements ne sont pas autorisés ;
- Les nouvelles orientations de la Métropole sur ce secteur se traduisent par l'abandon des programmes de logement sur la ZAC1 parallèlement à l'affirmation de sa vocation de quartier tertiaire et d'enseignement supérieur à forte attractivité et par l'abandon du projet de ZAC mixte sur le secteur 1bis au profit d'un projet d'espaces agro-naturels. En outre, d'autres sites ont été étudiés pour la construction du nouveau stade conduisant à le localiser sur le site de Ode ;
- Enfin, après analyse la Métropole a été décidé d'acquérir le bâtiment de la Halle de l'Innovation dès sa livraison en 2022, et de le gérer elle-même.

Compte tenu de ces éléments, les évolutions du bilan prévisionnel sont les suivantes :

- Le poste études est ajusté de 915 000 € à la baisse essentiellement du fait de l'abandon d'un projet de quartier mixte sur le secteur 1bis ;
- Le poste acquisitions est diminué de 6 753 000 €, dont 6 228 000 € d'acquisitions au concédant qui concernait la ZAC 1bis ;
- Le poste travaux et honoraires techniques est diminué de 60 678 000 €. Cela concerne le secteur 1bis mais aussi les projets de ZAC2 et ZAC3 ;
- La rémunération prévisionnelle de l'aménageur est revue à la baisse de 6 992 000 € ;
- Le poste frais divers est revu à la baisse de 7 040 000 €, essentiellement du fait de la suppression de la gestion locative de la Halle de l'Innovation par l'aménageur ;
- Les frais financiers sont aussi optimisés avec une baisse au nouveau bilan de 9 590 000 € ;
- Le fonds de concours versé par l'opération à la collectivité est réduit à 3 171 000 € (en baisse de 13 049 000 €) compte tenu des évolutions programmatiques. Des fonds de concours sont maintenus pour l'extension du tramway jusqu'à la gare Montpellier - Sud de France et pour l'extension du mail nord (maillage viaire primaire de la gare). Les autres fonds de concours sont supprimés.

Le bilan prévisionnel est aussi actualisé en recettes en tenant compte des éléments suivants :

- L'actualisation des recettes de charges foncières s'établit à 152 946 000 € (en baisse de 103 858 000 €) avec la prise en compte des nouveaux objectifs programmatiques et l'impact du PEB. Sur la ZAC1, la suppression des 2 500 à 3 000 logements étudiants et familiaux est amortie en partie par la revalorisation de charges foncières sur le bureau ;
- Les 17 817 000 € de recettes locatives sur la Halle sont supprimées ;
- Le montant de cession immobilière de la première tranche de la Halle de l'Innovation est de 13 825 000 €, déduction faite des subventions perçus par l'aménageur ;
- La participation d'équilibre du concédant est revue à la hausse de 8 000 000 € afin de tenir compte de l'annonce de révision du PEB et de l'impact des nouvelles orientations programmatiques. Elle s'établit à 14 577 000 € au nouveau bilan, dont 10 800 000 € restant à verser entre 2021 et 2027 ;
- Le montant de subventions attendu par l'aménageur est ajusté à la baisse de 269 000 € (abandon d'une subvention Ecocité). Les subventions attendues pour la Halle de l'Innovation sont toujours de 6 900 000 €, dont 1 130 000 € attribués par la Région et 1 100 000 € accordés par l'Etat, le solde devant être apporté par le concédant.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit ainsi en dépenses et en recettes à 206 697 000 €, en baisse de 105 760 000 €.

La mobilisation prévisionnelle d'emprunt augmente de 20 500 000 €, pour s'établir à 78 100 000 € au nouveau bilan. Sur 2019, un emprunt à hauteur de 16 600 000 € a été mobilisé.

Le montant des avances de trésorerie reste stable. Une avance de 1 500 000 € a été perçue en 2019. L'échéancier de remboursement est inchangé.

Un avenant n°8 à la concession est proposé afin d'intégrer différentes évolutions, à savoir :

- L'augmentation de 8 000 000 € de la participation de la Métropole et son échéancier de versement ;
- Les modalités d'imputation des charges de l'aménageur sont ajustées : la rémunération forfaitaire est revue à 11 911 000 €, contre 13 330 000 € à la convention initiale, et sont fixées les échéances de versement de la rémunération proportionnelle sur la construction de la Halle. Enfin est ajoutée une rémunération forfaitaire annuelle de 70 730 € de 2020 à 2026 pour la mise en place de la plateforme SERM Cité ; La rémunération variable de 3,15% sur les recettes et de 2,10% sur les dépenses est inchangée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 relatif à la concession d'aménagement Cambacérès ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°8 à la concession d'aménagement Cambacérès, pour tenir compte de la modification de la participation du concédant, de son échéancier de versement et de la modification des conditions de rémunération de l'aménageur ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 22 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154131-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- Avenant n°8
- Tableau synthèse consolidé

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'opération Port Marianne - Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) par délibération en date du 20 décembre 2000.

La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, en offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² affectés à des établissements médicaux et paramédicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession, confiée à la SERM, a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Métropole et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m² de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Métropole.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, Montpellier Méditerranée Métropole a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole). Une avance remboursable de 600 000 € a été mise en place afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation. Le remboursement de cette avance a été effectué en 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession, s'élève à 3 880 000 € HT, dont 1 619 000 € sur l'année 2019, consistant essentiellement au versement d'un fonds de concours de 1 378 000 € à la Métropole pour contribuer à l'enfouissement des lignes à haute tension et à des travaux VRD correspondant à la finalisation du lot G en cours de livraison.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2019 s'élève à 4 702 000 €, dont 6 000 € en 2019 correspondant à des recettes locatives. Il n'y a eu aucune cession foncière d'enregistrée en 2019. Il ne reste sur l'opération que deux parcelles, dont la commercialisation est prévue en 2020/2021 et dont les recettes ont été réévaluées.

Le total prévisionnel des dépenses est réévalué à 7 032 000 €. Cela correspond essentiellement à l'inscription d'un fonds de concours de 1 668 000 € à verser à la Métropole en 2021/2022 afin de participer au coût d'aménagement de la future ZAC Extension Hippocrate, en continuité des derniers lots de la ZAC Hippocrate.

Le total prévisionnel des recettes s'établit à 7 032 000 € les recettes de commercialisation des derniers lots ayant été réévaluées. Le bilan prévisionnel ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant, et l'opération donnera certainement lieu à un remboursement au concédant en fin d'opération.

Une avance interopérations de 200 000 € a été versée en 2018 vers l'opération Odysseum Est, à rembourser en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne - Hippocrate à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151404-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- tableau synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Extension Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Par délibération n°M2018-379 du 19 juillet 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a fixé les objectifs et les modalités de concertation pour la création d'une opération d'aménagement sous forme de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) sur le secteur Extension Hippocrate, puis a approuvé le bilan de la concertation par délibération du 22 mars 2019.

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 23 mai 2019, la SA3M a été désignée comme titulaire de la concession d'aménagement de la ZAC Extension Hippocrate.

Ce projet se développe sur une superficie d'environ 7,2 hectares et il est encadré par l'avenue Nina Simone au nord, la rue du Mas de Barlet à l'ouest, l'A709 au sud, la route de Vauguières à l'est. Il est classé au PLU en partie en zone AU0-2, secteur d'urbanisation future, et en partie en 3AU, dite zone « de hameau » à constructibilité très limitée. Il est occupé aujourd'hui par quelques habitations et des friches, dont certaines sont propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'environnement de ce secteur est en pleine évolution. Il bénéficie d'ores et déjà de la réalisation de la ZAC Hippocrate, quasiment achevée, de l'avenue Nina Simone, du déplacement de l'autoroute A9 mis en service en 2017, permettant à terme la transformation de l'actuelle plate-forme de l'A709 en boulevard urbain, et de la création de la gare Montpellier Sud de France au Sud de cette infrastructure. Il est rejoint par l'urbanisation des différents quartiers de Port Marianne, dont le développement se poursuit désormais le long de l'avenue Nina Simone (Parc Marianne, République) mais aussi par l'engagement du quartier Cambacérès au Sud de l'A709. Il bénéficie enfin d'un maillage important de services publics et urbains.

Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme mixte comprenant environ 25 000 m² de surface de plancher de logement, 30 000 m² de surface de planchers d'activité, et 1 000 m² de surface de plancher de services et commerces en pied d'immeuble.

Ce projet doit faire l'objet d'une procédure de Participation par Voie Electronique (procédure qui a été retardée en 2020 du fait des confinements dus au Covid-19), qui permettra à l'issue de créer la ZAC en 2021.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 26 000 €HT, consistant essentiellement en frais d'études, de rémunération du concessionnaire et frais divers. Les études urbaines ont été confiées à l'urbaniste Bruno Fortier.

A la demande du concédant, l'aménageur met en place une plateforme de services à l'échelle de onze opérations d'aménagement dont la ZAC Extension Hippocrate.

Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs et coordonné par l'aménageur ;
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à disposition par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra, pour chaque quartier concerné, de créer un véritable « *portail numérique de quartier* ». Les services imaginés via la plateforme sont notamment les suivants : lien social (réseau social, conciergerie, événements...), mobilités (gestion stationnement, horaires transports...), domotique, services généraux (gestion des charges, contrôles d'accès...), exploitation et maintenance, systèmes d'alerte....

Il est donc proposé de modifier les missions de l'aménageur et sa rémunération grâce au projet d'avenant n°1, en ajoutant une rémunération forfaitaire pour la participation au développement et à la mise en œuvre de la plateforme SERM CITE, pour un montant de rémunération complémentaire de 7 191 €HT par an de 2020 à 2026.

En ce qui concerne les recettes, aucune somme n'a encore été enregistrée en cette première année 2019.

Les études de réalisation de l'opération, ainsi que les dernières acquisitions nécessaires aux futures emprises publiques et une procédure de Déclaration d'Utilité Publique valant mise en compatibilité du PLU sont prévues courant 2021.

Le total prévisionnel des dépenses et des recettes de cette opération est évalué à 14 762 000 €.

Les dépenses prévisionnelles incluent notamment 3 000 000 € d'acquisitions de réserves foncières auprès du concédant en 2022, 2023 et 2024. Le montant des travaux VRD (voiries et réseaux divers) est estimé à 5 830 000 €, à engager à partir de 2022.

En recettes, les premières ventes de charges foncières sont prévues en 2024. Il est estimé qu'elles totalisent 12 388 000 €. Une participation d'équilibre du concédant de 2 169 000 € est également inscrite : cette participation versée entre 2020 et 2024 sera en bonne partie couverte par le fonds de concours à percevoir par la Métropole de 1 668 000 € de la concession Hippocrate (en 2021 et 2022). Le solde (501 000 €) permettra d'équilibrer le bilan en vue de financer notamment la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavallade.

Enfin, l'opération prévoit de mobiliser 5 900 000 € d'emprunt à partir de 2021, sans aucune avance de la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu financier de l'opération Extension Hippocrate à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement visant à ajouter une rémunération forfaitaire de l'aménageur de 7 191 € HT par an de 2020 à 2026 pour la participation au développement et à la mise en œuvre de la plateforme SERM CITE ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 22 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151408-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- tableau synthèse
- avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2019

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération du Conseil de Métropole n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil n°9463 en date du 1^{er} avril 2010. La concession d'aménagement a été signée pour sa part le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, « *en proue* » sur l'entrée est de Montpellier, entre l'autoroute A709, l'avenue Pierre Mendès-France et le boulevard Télémaque sur une superficie de 11,5 ha et proche du tramway, avait pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités.

La durée de la concession a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2025 par avenant n°1 à la concession, approuvé par délibération du 18 octobre 2018.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées est de 174 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines et en frais de redevance d'archéologie préventive.

L'urbaniste Bruno Fortier a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il a en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate, en lien notamment avec l'évolution des grandes infrastructures qui desservent et impactent le grand périmètre dans lequel s'insère ce site : réalisation du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) et du PEM de la gare Montpellier-Sud-de-France, déplacement de l'autoroute A9 et affectation de l'A709 à une fonction de contournement Sud de Montpellier, création d'une ligne de transport en site propre jusqu'à la gare, création de franchissement vers le futur quartier Cambacérès, au Sud de l'A709.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire auprès du concédant est prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011 mais a été reportée en 2023 afin de réduire les frais financiers correspondants.

L'avance consentie par l'opération Parc 2000 deuxième extension en 2015 pour 150 000 € a été remboursée en 2018. En revanche, le remboursement de l'avance inter-opérations de 200 000 € versée en janvier 2018 par l'opération Hippocrate, est décalé en 2022. Aucune nouvelle avance n'est prévue pour l'instant et il n'est pas fait recours à l'emprunt à ce stade.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 16 772 000 € HT, en recettes et en dépenses, en augmentation de 36 000 € par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est due à l'augmentation des frais financiers lié au décalage de la commercialisation. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2019 ainsi que le plan de trésorerie révisé de l'opération d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151418-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- tableau synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé de la réalisation de la ZAC Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) et la ZAC a été créée le 29 mai 2000 sur 6.5 hectares.

Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession, confiant à la SERM les missions d'étude, de réalisation et d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022.

Par avenant n°2, approuvé par la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 juillet 2001, le traité de concession a été transformé en convention publique d'aménagement en application de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (ZFU) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007. A noter, que le nouveau dispositif intitulé « Zone Franche Urbaine – territoire entrepreneur », court désormais jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette opération intitulée « ZAC Parc 2000 Extension », a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2019, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et sa première extension) et le compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises (VEAS).

Opération d'aménagement :

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 13 894 000 € HT dont 130 000 € HT en 2019 correspondant essentiellement à des travaux de voiries et de réseaux. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2019 s'élève à 13 034 000 € HT.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) est en augmentation de 157 000€ en dépenses et 0 € en recettes, pour s'établir à terme à 14 295 000 € HT en dépenses et à 13 034 000 € HT en recettes. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'opération d'aménagement est maintenue à 1 278 000 € HT et a déjà été entièrement versée à ce jour.

Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) :

Le VEAS comprend un immeuble regroupant 11 bureaux (700 m²) et 10 locaux d'ateliers (1800 m²). Fin 2019, son taux d'occupation était de 100 %. Le montant des loyers perçus (hors charges) était de 209 000 € HT en 2019. L'opération VEAS bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € HT entièrement versée par Montpellier Méditerranée Métropole. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel qui s'établit à 5 494 000 € HT. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2019 est excédentaire de 949 000 €, dont 130 000 € au cours de l'année 2019. Le résultat d'exploitation prévisionnel du VEAS à terme s'élève à 1 260 000 €, en augmentation de 157 000 € HT.

Bilan consolidé :

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant à la fois les opérations d'aménagement Parc 2000 et sa première extension ainsi que la réalisation et l'exploitation du VEAS s'établit à 19 789 000 € HT en dépenses et en recettes, soit en augmentation de 77 000 K€ HT mais avec une participation de la Métropole maintenue à 1 827 000 € HT, entièrement versée à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu financier des opérations d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension ainsi que du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS), présenté par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 ainsi que le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153265-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2019_VD.pdf

- BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006. Par délibération en date du 21 avril 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création, établi conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvées. La ZAC Parc 2000 2ème extension fut créée par la même occasion.

Par délibération du Conseil n°10398 du 29 septembre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M) a été désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement fut approuvé.

L'opération est située sur la Commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les ZAC Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la ZAC Pierres Vives au Nord et le quartier de Celleneuve au Sud. Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la Ligne 3 de tramway.

A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2ème extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha et emploiera près de 3 400 personnes. Une mixité fonctionnelle et sociale se développera sur cette seconde extension. En effet, outre des activités artisanales et tertiaires, la ZAC accueillera près de 220 logements.

Par une offre adaptée, la programmation des logements favorisera l'accession abordable des ménages aux revenus médians. Les futurs résidents profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Un bassin de rétention paysagé constituera un élément fort de la ZAC et jouera le rôle d'espace d'agrément accessible aux usagers du quartier.

Au Sud de la ZAC (façade sur la rue du Pilory), des commerces et/ou services se développeront en rez-de-chaussée des immeubles de logements.

A la suite du recours sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) intitulée « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par le concédant avec une partie des expropriés tel que prévu par la délibération n°10611 du 30 janvier 2012.

Parallèlement, à la signature des protocoles, une seconde DUP qui concernait, cette fois ci, la réalisation des travaux de la ZAC, a été fixée par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012. L'ensemble du foncier a ainsi été maîtrisé par le concédant.

Un avenant n° 1 à la concession, approuvé par la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 25 juillet 2013, a porté sur la mise en place d'une participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, suite à la signature du protocole d'accord avec des propriétaires fonciers.

Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés par délibération n°13296 du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Un avenant n° 2 à la concession, approuvé par la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 octobre 2018, a porté sur la prorogation de la concession jusqu'en 2025.

A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant total de 7 059 000 € HT en dépenses et en recettes, en augmentation de 709 000 € par rapport au CRAC précédent.

Il est demandé une augmentation de la participation d'équilibre de 100 000 € pour atteindre 289 000 €, dont 189 000 € ont été versée en 2017. Ce montant répond à l'augmentation de dépenses imprévues liées à l'occupation illégale de certains terrains de la ZAC (sécurisation, nettoyage etc...). Le versement de cette participation supplémentaire est prévu en 2021.

Cette modification de la participation est soumise à un avenant n°3 à la concession.

Au 31 décembre 2019, 4 780 000 € HT ont été dépensés (dont 687 000 € HT sur l'exercice 2019), correspondant majoritairement à des acquisitions foncières et la réalisation de travaux de voiries et réseaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu financier de la ZAC Parc 2000 2ème Extension présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 augmentant la participation financière de Montpellier Méditerranée métropole de 100 000 €, en tant que participation d'équilibre ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153285-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2019_VD.pdf

- BILAN CRAC 2019 synthèse.pdf

- AVENANT n 3 PARC 2000.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Porte de la Méditerranée - Odysseum - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée, qui accueille notamment le complexe ludico-commercial Odysseum, a été concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dès 1996, afin de lui confier les études et la réalisation de cette opération d'aménagement.

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces, dont principalement un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet d'extension planifié du centre-ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

Initialement engagée par la Ville de Montpellier mais ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités de transfert de cette opération ont été fixées par délibérations respectives de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue Montpellier Méditerranée Métropole) en date des 27 mai et 27 juin 2003.

Un premier avenant à la concession, signé en 1998, a permis d'étendre la durée de la concession ainsi que le périmètre d'intervention de la SERM. Plusieurs avenants à la concession sont venus par la suite modifier les termes de la concession initiale, notamment l'avenant n°3 ayant permis de transformer la concession d'aménagement en convention publique d'aménagement, conformément aux dispositions de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000.

Un avenant n°5, approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, a permis de confier à la SERM la réalisation et l'exploitation provisoire du Pôle Ludique 2 d'une surface de plancher d'environ 28 000 m² et a porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

Par avenant n°6, approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, une nouvelle extension du périmètre de la ZAC a été confiée à la SERM.

Par avenant n°7, approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places ont été attribuées à la SERM.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil a approuvé le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation.

Par délibération n°7775 en date du 23 juillet 2007, un avenant n°8 a été approuvé, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Parallèlement, les projets de réalisation des activités et des équipements publics se sont poursuivis : l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée, le Pôle Ludique 2, les restaurants, les magasins Ikea et Décathlon, le Complexe ludique et Commercial, le prolongement de la Ligne 1 du tramway et le parking d'échange Circé.

Par avenant n°9 suivant délibération n°10321 du 28 juillet 2011, le montant prévisionnel de la participation de la collectivité a été fixé à 4 320 000 € HT en vue de la réalisation de la place du XX^{ème} siècle.

Par avenant n°10 en date du 8 septembre 2014 (délibération du 31 juillet 2014) le Conseil a approuvé la prolongation de la durée de la concession jusqu'en 2025.

Par délibération du 19 juillet 2012 le Conseil a approuvé une première convention d'avance de trésorerie, puis une nouvelle le 19 décembre 2013. Plusieurs avenants sont venus modifier par la suite cette convention d'avance de trésorerie afin de réajuster l'échéancier de remboursement de cette avance consentie par la Métropole (4 avenants au total dont le dernier en 2018).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente aujourd'hui à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2019 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 112 205 000 € HT, dont 795 000 € HT réalisés en 2019, correspondant essentiellement aux études urbaines, impôts fonciers et travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers. Le cabinet Bruno Fortier a poursuivi ses missions d'études urbaines pour le développement du secteur dit « *Grand périmètre Odysseum* » couvrant le périmètre des opérations Odysseum, Odysseum Est, Hippocrate et leurs environnants (A709 notamment).

Cette mission permet d'envisager les opportunités de développement de chaque entité composant ce périmètre étendu. La requalification de l'A709, l'échangeur Odysseum et la prolongation du tramway poseront les bases du développement de ces opérations futures. Elles permettent d'identifier le potentiel de recettes de cessions supplémentaires dans les années à venir. Ces développements devront tenir compte de la révision à venir du Plan d'Exposition au Bruit annoncée en 2019 par les services de l'Etat via un porté à connaissance. Ces recettes ne sont donc pas encore valorisées dans le bilan.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2019 s'élève à 107 291 000 € HT, dont 2 500 000 € HT perçus en 2019. Il s'agit d'un versement de la société Klépierre conformément au protocole transactionnel signé en décembre 2017, suite à l'obtention d'un permis de construire et autorisation commerciale en CNAC (Commission Nationale d'Aménagement Commercial) pour la reconversion de l'ancien bowling-karting et création de surfaces dans le centre commercial, notamment pour accueillir une nouvelle enseigne, pour un total de 12 980 m² de surfaces de vente créées.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 115 930 000 € HT en dépenses et en recettes. Il prend en compte une augmentation des dépenses de 1 129 000 € HT liées aux études et aux travaux en accompagnement des lots livrés, et une réévaluation des recettes à venir.

Cela inclut :

- une convention de participation sur la parcelle Baush & Lomb (18 000 m² de surface de plancher à 232 €HT/m²) soit 4 300 000 € de recettes inscrite en 2025 ;
- 2 000 000 € de droits à construire restant à réaliser sur le lot 6 inscrit en 2023 ;
- 4 073 550 € à verser par Klépierre pour son projet d'extension et reconversion de surfaces lorsqu'il disposera d'un permis de construire purgé de tout recours. Compte tenu des recours sur ce permis de construire, cette recette n'est inscrite qu'en 2023 et un risque sur cession de 1 735 550 € a été intégré. Il faut noter qu'un permis modificatif a été déposé en 2020, réduisant la surface de vente créée à 11 990 m² et supprimant toute nouvelle imperméabilisation.

La participation de la collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT (déjà intégralement versée).

Pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération, Montpellier Méditerranée Métropole a consenti une avance de 12 000 000 € à l'opération dont 2 000 000 € ont été remboursés fin 2015, 2 500 000 € en 2018 et 1 500 000 € en 2019.

L'échéancier de remboursement du solde est inchangé :

- 3 500 000 € en 2020 ;
- 2 500 000 € en 2025.

Afin de pouvoir honorer le remboursement dû en 2020 malgré le report du solde du protocole signé avec Klépierre, un nouvel emprunt de 2 500 000 € est inscrit fin 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel financier de l'opération Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier établi par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération d'aménagement tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151414-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- tableau synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

En continuité des parcs d'activités économiques existants de la Lauze de Marcel Dassault sur la commune de Saint Jean de Védas, le parc d'activités économiques de la Lauze Est (32 ha), vient conforter et renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue cet ensemble « Lauze – Dassault ». Ce parc profite d'une situation stratégique en entrée de ville et de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation en proximité immédiate d'un échangeur majeur du contournement routier de Montpellier (A709/Contournement Ouest de Montpellier /RM612) et appuie son développement sur sa proximité avec le tramway, voire une nouvelle halte ferroviaire à créer. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, petite industrie), de commerces professionnels et d'activités de logistique, le parc d'activités de la Lauze Est contribuera à répondre à la demande très forte d'implantation des entreprises telle que prévue par le Schéma d'Accueil des Entreprises de la Métropole (SAE). La création de plus de 900 emplois y est attendue.

Afin de procéder à la mise en œuvre du projet d'aménagement, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé par délibération en date du 22 mars 2019, de désigner Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en qualité de concessionnaire d'aménagement.

Après une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées (article L.300-2 du Code de l'urbanisme) menée en 2017 et 2018, un bilan de cette concertation a été tiré par délibération n° M2019-38 en date du 31 janvier 2019. Le même conseil a tiré le bilan d'une concertation menée cette fois ci au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole présente à la Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

L'année 2019 a été consacrée à la mise en œuvre des procédures administratives et au montage du projet d'aménagement. A la suite de la réalisation d'inventaires « habitat-faune-flore », les services de la DREAL ont imposé qu'une demande de dérogation soit déposée au titre des impacts résiduels sur les espèces protégées (même si les enjeux inventoriés sont analysés comme étant faibles ou modérés) nécessitant d'identifier des terrains propices à la compensation environnementale. Ce dossier de demande de dérogation est en cours d'élaboration et viendra compléter le dossier loi sur l'eau. La tenue de l'enquête publique liée à ces autorisations est envisagée fin 2021. En fonction des retours de l'autorité environnementale, le projet pourra ou non se poursuivre avec l'évolution du document d'urbanisme et la création de la ZAC.

Au cours de l'année 2019, 75 000 € ont été dépensés, correspondant principalement à des études et à la rémunération du concessionnaire. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2019.

La concession versera un fonds de concours de 1 010 000 € à la Métropole destiné à financer, d'une part, un giratoire à créer sur la RM 612 (840 000 € en 2021) et d'autre part, l'acquisition des terrains nécessaires à la compensation environnementale de 170 000 € en 2022, nouvellement imputée à l'opération, et nécessitant d'augmenter d'autant la participation du concédant.

Le bilan financier actualisé de l'opération s'élève désormais à 14 571 000 € HT en recettes et en dépenses. Un avenant n°1 est nécessaire pour rectifier une erreur matérielle concernant le calcul de la rémunération de l'aménageur et pour modifier le montant et l'échéancier de la participation du concédant (participation portée à 4 376 000 € avec un échéancier conforme à l'avancement prévisionnel de l'opération).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement du parc d'activités de la Lauze Est présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement du parc d'activités de la Lauze Est présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au traité de concession ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20210201-151796-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan
- avenant 1
- CRAC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - Parc d'activités économiques Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil d'Agglomération a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), la réalisation du parc d'activités économiques Charles Martel dans le cadre d'une convention publique d'aménagement. Situé dans le prolongement du parc d'activités existant du Larzat à Villeneuve-lès-Maguelone, Charles Martel couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 997 000 € HT, dont 15 000 € HT pour l'année 2019, correspondant à quelques travaux d'entretien. L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM et tous les travaux d'aménagement ont été réalisés.

Le cumul des recettes encaissées au 31 décembre 2019 s'élève à 2 138 000 € HT. En 2019, aucune parcelle n'a été cédée et aucune recette n'a été perçue.

Une seule parcelle reste à commercialiser : le lot 16 à redécouper permettant d'accueillir, d'une part, une activité économique et d'autre part, la future voie de connexion vers l'extension de la ZAC Charles Martel, désenclavant ainsi le secteur (les dépenses liées à l'aménagement de cette voie de connexion ne sont pas prises en compte par le bilan de la présente concession mais sont affectées au bilan de la concession de la ZAC Charles Martel Extension).

Aucune participation financière ne sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole. A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établira à 2 123 000 € HT en dépenses et à 2 338 000 € HT en recettes, soit un résultat potentiellement d'opération excédentaire de 215 000 € HT, inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement du « Parc d'activités Charles Martel » à Villeneuve-lès-Maguelone, produit par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-145903-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan
- CRAC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Un des enjeux énoncé par le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) Métropolitain et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 17 février 2006 réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment celles de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présente qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activités.

Sur le « secteur littoral », le SCoT de 2006 mettait en évidence l'opportunité de poursuivre le développement de l'offre d'accueil d'entreprises. Ainsi, à Villeneuve-lès-Maguelone, le parc d'activités Charles Martel Extension a été envisagé dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles Martel.

Par délibération du 18 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et a créé la ZAC Charles Martel Extension sur une superficie d'environ 10,6 ha. Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme aménageur par une délibération du 21 juillet 2016. Depuis, le SAE et le projet de révision de SCoT arrêté ont identifié un déficit de foncier destiné à accueillir des activités économiques sur le territoire de la Métropole. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, BTP, petite industrie) et de petite logistique, la ZAC Charles Martel Extension contribuera à combler une partie de ce déficit. Le SCoT révisé en 2019 conforte la nécessité d'aménager cette extension.

Le projet d'aménagement du parc d'activités Charles Martel Extension a été déclaré d'utilité publique le 17 novembre 2015. Au regard de la richesse écologique du secteur, un arrêté préfectoral de dérogation pour la destruction d'espèces protégées a été obtenu le 12 février 2016 suite à un avis favorable du Conseil National pour la Préservation de la Nature (CNP). Cette arrêté décrit la séquence « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) qui sera mise en œuvre.

Le parc d'activité fait l'objet d'une démarche de certification « HQE Aménagement » auprès de Certivéa.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

En 2019, la SERM a acquis le foncier propriété de la Métropole. A ce jour, 93 % du foncier est déjà maîtrisé soit par la SERM, soit par le prestataire foncier de Montpellier Méditerranée Métropole (Établissement Public Foncier). Hormis une dernière unité foncière restant à acquérir (DUP prolongée), les propriétés sur lesquelles existent déjà une construction (habitations, restaurant ou activités) s'intégreront à l'aménagement et sont susceptibles de faire l'objet de conventions de participation. En cas d'extension de leur bâti, elles devront ainsi s'acquitter d'une participation au coût des équipements publics réalisés par l'aménageur.

Lors du Conseil du 18 décembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC. La demande d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau a été déposée en 2019. La crise sanitaire liée à la Covid-19 ayant retardé la tenue de l'enquête publique, l'obtention de l'autorisation au titre de la loi sur l'Eau est attendue au printemps 2021 après la tenue de cette enquête publique.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 295 000 € HT, dont 184 000 € HT pour l'exercice 2019, correspondant essentiellement à des études et à l'achat des terrains auprès de la Métropole.

Eu égard à la découverte de terrains présentant d'importants remblais de type « déchets sauvages », il apparaît nécessaire d'augmenter la participation d'équilibre, objet de l'avenant n°4 de 753 000 €. La participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole s'élèverait ainsi à un total de 2 763 000 €. Les premières recettes de cession sont envisagées fin 2021.

A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé s'équilibre à 9 199 000 € HT en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel de l'opération Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone, produit par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°4 au traité de concession portant sur l'évolution du montant de la participation ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-145917-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan
- CRAC
- avenant 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Marcel Dassault et sa première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint Jean de Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992.

A la suite de la loi SRU, un avenant a transformé le traité de concession en concession d'aménagement. Les avenants n°2, n°4 et n°9, approuvés respectivement le 23 juillet 2003, le 20 mars 2006 et le 28 juillet 2011, ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. Sur 35 hectares dont 27 cessibles, le Parc d'activités économiques Marcel Dassault accueille des activités de négoce, de la petite logistique urbaine, des activités industrielles et des services aux entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu annuel de cette opération à la collectivité pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 11 688 000 € HT dont 29 000 € en 2019, correspondant essentiellement à la réalisation de petits travaux. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2019 s'élève à 12 051 000 € HT.

Un pré-agrément a été délivré à la société Galzin pour le dernier lot à commercialiser (lot 16). A noter que le présent bilan financier est établi sans prendre en compte l'acquisition et la cession de la parcelle AC 52 (située hors ZAC mais dans le périmètre de la concession et dont la capacité constructive est en cours d'étude).

Par un fonds de concours de 150 000 € versé à Montpellier Méditerranée Métropole, l'opération d'aménagement financera une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ». Cette liaison améliorera fortement l'accessibilité et la visibilité du parc d'activités économiques.

Au terme de la concession (2021), le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 12 260 000 € HT pour les dépenses et à 12 315 000 € pour les recettes, soit un solde positif prévisionnel au terme de l'opération de 55 000 €.

La participation du concédant reste inchangée à 1 441 000 € HT, entièrement versée à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault et de sa première extension présentée par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-146520-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan financier
- rapport CRAC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de concéder à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement du parc d'activité Marcel Dassault 2^{ème} extension, situé dans le prolongement de la Lauze et du parc Marcel Dassault sur la Commune de Saint Jean de Védas.

Cette ZAC de 21 hectares, créée le 16 novembre 2007, a connu des retards, liés principalement à l'incertitude qui présidait aux choix du tracé de l'autoroute A709 et de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Les études ont permis de prendre en considération les contraintes en matière de réseaux existants (canalisation de transport de gaz et lignes à haute tension, gestion des eaux pluviales), la nouvelle connexion sur l'A709 (giratoire nouvellement créé par Autoroute Sud de France (ASF)), ainsi que la richesse écologique du milieu. Plusieurs scénarios d'aménagement ont été étudiés, une démarche « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) a été engagée vis-à-vis des espèces faunistiques et floristiques identifiées. Au final, près de la moitié du périmètre de la ZAC sera préservée de toute urbanisation (10,3 ha préservé pour 11,6 ha à aménager). Cependant, au regard des impacts résiduels, des mesures compensatoires seront mises en œuvre sur des terrains de nature similaire à ceux impactés avec pour objectif d'accroître la richesse écologique des milieux (37 hectares de foncier de compensation ont ainsi été identifiés). L'ensemble de la démarche « ERC » fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales, végétales et d'habitats d'espèces protégées (communément appelé « dossier CNPN ») dont le dépôt auprès des services de l'Etat est envisagé début 2021.

L'ensemble de ces contraintes et la réduction du périmètre à urbaniser, ont conduit à optimiser le schéma de viabilisation et à modifier le découpage des lots. Ainsi, la réalisation d'un nombre limité de lots est envisagée (6 lots) avec des surfaces relativement importantes (supérieures à 3 000 m²), propices à l'accueil d'activités de logistique.

Un porté à connaissance du dossier loi sur l'eau sera déposé afin de prendre en compte la réduction de l'urbanisation et l'évolution du schéma d'aménagement ainsi que les nouvelles prescriptions des services de l'Etat en matière de compensation hydraulique. Les travaux et la commercialisation interviendront une fois les autorisations administratives (« dossier CNPN » et « loi eau ») obtenues.

Le foncier de la ZAC est maîtrisé à hauteur de 85 % par la Métropole. Les négociations amiables n'ayant pu aboutir, les dernières parcelles (propriété SCI La Colombes) restent à acquérir au travers d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) à mener par la SERM.

Au cours de l'année 2019, 100 000 € ont été dépensés, correspondant essentiellement à la poursuite des études et à la rémunération du concessionnaire. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2019. Un fonds de concours de 350 000 € financera une partie de la future voie de liaison entre le secteur d'activités et le récent giratoire de l'autoroute A709. Cette liaison améliorera considérablement la desserte, le fonctionnement et la visibilité du secteur d'activité « Lauze-Dassault ». Le second fonds de concours est destiné au financement du foncier déjà acquis par la Métropole et nécessaire à la compensation environnementale. Au regard des surfaces de compensation envisagées, le montant de ce second fonds de concours a été ramené à 260 000 €.

Le bilan financier actualisé de l'opération s'élève à 10 108 000 € HT en recettes et en dépenses, avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole maintenue à 3 410 000 € HT dont l'échéancier de paiement est ajusté pour correspondre au mieux à l'avancement de l'opération (avenant N°9).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} extension produit par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} extension tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°9 au traité de concession ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-146576-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan financier
- rapport CRAC
- avenant n°9

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Zones d'activités Garosud et extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Année 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les parcs d'activités GAROSUD et GAROSUD EXTENSION sont situés sur les territoires communaux de Montpellier et de Lattes, au Sud-Ouest de la Commune de Montpellier, à la sortie de l'autoroute A 709 Montpellier Sud.

Le District de l'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM un mandat d'études d'urbanisme et techniques préalables à l'aménagement du Parc d'activités GAROSUD et un mandat d'acquisitions foncières par délibération de son Conseil en date du 30 janvier 1990

Par délibération en date du 20 juin 1991, le Conseil du District de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC Parc d'Activités GAROSUD. Par délibération en date du 30 janvier 1992, le Conseil du District de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC et en a confié l'aménagement à la SERM, par traité de concession.

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil du District de Montpellier a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de ZAC créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000.

L'avenant n°2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les communes de Montpellier et de Lattes, elle couvre désormais une superficie totale de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services. Depuis 2004, les avenants 3, 4, 5, 6 et 7 prennent en compte les évolutions de la participation de la collectivité au bilan de la ZAC ; l'avenant 8 a pour objet la modification des conditions de perception de la rémunération de clôture.

Par délibération en date du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Garosud extension. Par délibération du Conseil communautaire en date du 27 juin 2007, l'opération Garosud Extension a été déclarée d'intérêt général. L'arrêté préfectoral en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension et l'arrêté préfectoral en date du 16 octobre 2007 a déclaré cessibles les parcelles incluses dans son périmètre. Par arrêté préfectoral du 15 janvier 2008, sont autorisés au titre de la réglementation sur l'eau, les travaux à entreprendre pour la réalisation de la ZAC Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 61 723 000 € HT et les recettes perçues à 56 400 000 € HT. A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 63 465 000 € HT, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse de 373 000 € HT s'explique notamment par une hausse des impôts fonciers pour 73 000 € HT, une augmentation de 262 000 € HT liée à la reprise de travaux et à un accroissement proportionnel de la rémunération aménageur induite pour 46 000 € HT. Cette hausse est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cession attendues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu financier de l'opérations d'aménagement Garosud et Extension à Montpellier et à Lattes, présenté par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération d'aménagement ;
- de prendre acte des cessions et acquisitions effectuées dans le cadre de la concession Garosud et Extension du 1er janvier au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153263-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2019_VD.pdf
- BILAN SYNTHÈSE.pdf
- CESSIONS 2019-1312 - ZAC GAROSUD.pdf
- CESSIONS 2019-1312 - ZAC GAROSUD EXT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITE



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Observatoire du Logement Étudiant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de financement - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

A l'occasion de la présentation en novembre 2017 du plan gouvernemental prévoyant notamment de créer 60 000 nouveaux logements étudiants d'ici 2022 à l'échelle nationale, une analyse locale des besoins s'est avérée nécessaire afin de décliner la programmation de l'offre nouvelle à créer sur les territoires au plus près de la demande.

Ainsi, un dispositif national d'établissement d'observatoires territoriaux du logement étudiant a été engagé. Celui-ci est piloté notamment par l'association des villes universitaires de France (AVUF) et la fédération nationale des agences d'urbanismes (FNAU), et a fait l'objet en 2018 d'un appel à manifestation d'intérêt.

Montpellier Méditerranée Métropole a fait connaître à la FNAU, par courrier en avril 2018, sa volonté de mettre en place un Observatoire du Logement Etudiant sur son territoire, en lien avec les partenaires concernés.

La participation à la démarche nationale permet la coopération de tous les observatoires pour construire une méthodologie commune afin de comparer et d'agréger les résultats observés localement.

Cet observatoire montpelliérain permettra, notamment, de dresser un état des lieux de l'offre de logements actuellement disponible pour les étudiants du territoire, d'approcher les dynamiques à l'œuvre et d'identifier les besoins.

Les indicateurs de suivi attendus ont conjointement été établis au niveau national et doivent faire l'objet d'une remontée annuelle auprès de la FNAU. En dehors de ce cadre, la Métropole est libre de conduire l'observatoire de la manière dont elle l'entend avec ses partenaires locaux.

Avec plus de 76 000 étudiants, Montpellier est positionnée au 7ème rang national en terme d'effectifs d'étudiants. Malgré le développement récent d'une offre de logements étudiants, les besoins demeurent toujours importants, notamment à chaque rentrée universitaire. Ce constat a été partagé avec les acteurs locaux réunis dans le cadre d'un atelier spécifique organisé à l'occasion de l'élaboration du PLH 2019-2024 adopté en novembre 2019.

La programmation annuelle d'au moins 150 logements locatifs sociaux étudiants PLS a été fixée dans le cadre du PLH 2019-2024. Cette offre nouvelle de logements étudiants abordables a vocation à compléter l'offre de résidences étudiantes privée qui connaissent à Montpellier un fort développement ces dernières années.

L'observatoire du logement étudiant de Montpellier Méditerranée Métropole a été labellisé par les instances nationales en décembre 2020, pour une durée de 3 ans, et sous réserve des premiers résultats de l'observatoire.

Une réunion partenariale élargie (environ 25 personnes représentant 14 structures partenariales) s'est tenue le 25 septembre 2020, qui a permis de valider le cahier des charges visant l'engagement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la mise en œuvre et le suivi de cet observatoire.

La mission a débuté au mois de décembre 2020 et doit se terminer à l'été 2021 pour la phase de création de l'observatoire et des premiers résultats d'observation. Elle se poursuivra jusqu'à l'été 2024 afin d'assurer une mise à jour annuelle des données et une évaluation ; en lien avec la temporalité du PLH 2019-2024.

Il est à noter que la mission engagée vise, d'une part, à la création de l'observatoire et, d'autre part, à la collecte et l'analyse des indicateurs attendus par le niveau national et ceux attendus par les partenaires locaux.

La démarche engagée est très largement partagée avec de nombreux partenaires : CROUS, DREAL, Banque des Territoires, FPI, DDTM, ADIL 34, OMH, CAF, Rectorat, Université de Montpellier, Université Paul Valéry, SA3M, Région et CRIJ.

Ce partage doit ainsi permettre d'assurer la meilleure connaissance possible de la situation du logement étudiant sur la Métropole, voire dans les territoires qui l'entourent, et d'accompagner la programmation de la politique locale des logements étudiants (privés et publics).

Le budget consacré

A la suite de la consultation de prestataire pour la mission d'AMO à réaliser, engagée à l'automne dernier, le cabinet Adéquation a été retenu.

Plusieurs partenaires se sont positionnés pour une participation financière à l'étude : le CROUS, la DREAL, la Banque des Territoires et la FPI.

Le plan de financement, pour toute la durée de la mission de 2021 à 2024, est le suivant :

Financeurs	Montant
Montant de l'étude : 79 675 € HT soit 95 610 € TTC	
Montpellier Méditerranée Métropole (autofinancement)	35 610 €
CROUS	20 000 €
DREAL	20 000 €
Banque des Territoires	10 000 €
FPI Occitanie - Méditerranée	10 000€

Les financements des partenaires nécessitent la formalisation de conventions d'attribution de subvention à la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention à la Métropole avec le CROUS, la DREAL, la Banque des Territoires et la FPI Occitanie-Méditerranée ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Florence BRAU, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152219-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Bilan 2020

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds Métropolitain d'aide aux jeunes (FAJ3M) est de compétence métropolitaine.

Le FAJ3M a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents. L'attribution de ces aides repose sur le principe de subsidiarité. Le fonds n'est activé que si le jeune ne peut bénéficier d'aucune autre aide existante ou en complémentarité d'autres dispositifs de droit commun préalablement mobilisés. Ces aides sont proposées par le référent des organismes instructeurs après étude détaillée de chaque situation et validées en comité d'attribution.

Par ailleurs, le FAJ3M finance des actions collectives d'accompagnement social, menées par des structures associatives conventionnées. Les actions collectives sont destinées aux jeunes en difficulté, en amont ou en soutien des dispositifs ordinaires d'insertion et leur permettant notamment de prendre la mesure de leurs capacités et d'acquérir des savoir-faire.

Le bilan du dispositif pour l'année 2020 reflète les conséquences du contexte inédit de crise sanitaire. Durant cette année, la situation sociale des jeunes s'est fortement fragilisée et dégradée. Pour s'adapter à la demande continue des jeunes lors du premier confinement, les commissions d'attribution du FAJ (en partenariat avec la Mission Locale des jeunes et le CCAS) se sont tenues hebdomadairement. Des réponses financières d'urgence ont pu ainsi bénéficier aux jeunes demandeurs et répondre à leurs besoins de première nécessité. Les recours aux aides d'urgence et à la subsistance ont augmenté ainsi que les aides aux loyers et charges. Le phasage entre le FAJ3M et les aides de droit commun délivrées par la Mission Locale (Garantie Jeune et PACEA) ont permis de répondre à la demande croissante et la délivrance des tickets services de l'Etat pour l'aide alimentaire a été également déployée pour soutenir les jeunes pendant cette période de confinement et d'isolement.

En 2020, 1 007 jeunes métropolitains ont fait des demandes de FAJ3M auprès de la Métropole (contre 1 058 jeunes en 2019). La répartition géographique est la suivante : 870 jeunes résidant sur Montpellier ont fait une demande d'aide dont 765 ont été accordées. 102 jeunes vivant dans les communes hors Montpellier ont également bénéficié d'une aide.

A noter que 10 % de ces jeunes ont fait des demandes de renouvellement d'aide (2 ou 3 aides) contre 6 % en 2019 et ce pour de la subsistance principalement. Comme les années précédentes, 65 % des demandeurs ont entre 21 et 24 ans, répartis équitablement entre les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Près de 1 jeune sur 2 (48 % contre 52 % en 2019) ne dispose d'aucune ressource au moment de la demande de FAJ3M. En revanche, le nombre de jeunes bénéficiaires de la garantie jeune, qui assure un revenu mensuel de 492 € mensuel, est en progression sur 2020 (15 % des demandeurs contre 12 % en 2019).

Le montant moyen de l'aide allouée est de 297 €.

La crise sanitaire a considérablement dégradé la situation financière et sociale des jeunes. La part des aides à la subsistance a augmenté en 2020 (de 56 % en 2019 à 62 % en 2020) ainsi que les aides au logement (de 15 % en 2019 des dépenses à 18 % à 2020). Effectivement, les jeunes ayant perdu leurs petits boulots alimentaires, ils ont sollicité davantage de soutien à la subsistance ainsi que des aides aux loyers. Il a été observé qu'avec le confinement, une part plus importante de jeunes a rencontré d'importantes difficultés de paiement de loyer et ont accumulé des dettes de logement. La part du FAJ3M pour remboursement de dettes a progressé de 1,5 % (soit 3,4 % de la dépense totale). Ces jeunes n'étant pas éligible au Fonds Social Logement (FSL), le FAJ3M a pris le relais pour les soutenir.

A contrario, les aides à la formation ont fortement diminué en 2020, représentant seulement 5% des dépenses contre 9 % en 2019.

De même, il a été observé que la part des jeunes locataires a diminué de 40,3 % à 37% alors que celle des jeunes vivant en situation instable a progressé (20 % des jeunes demandeurs vivent chez des tiers contre 17 % en 2019). La part des jeunes vivant en situation de précarité est stable : 13 % des jeunes sont hébergés en CHRS et foyers et 6,5 % des demandeurs sont SDF.

Les jeunes demandeurs de FAJ3M sont diplômés : près de 60 % des demandeurs ont un niveau de diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat, attestant de la précarité financière des jeunes diplômés et de leur difficulté d'insertion professionnelle.

La dépense totale pour le FAJ3M individuel s'élève à 258 007 € en 2020. Sur ce montant, 28 580 € ont été attribués à 102 jeunes vivant dans les communes de la Métropole suivant la répartition suivante (seules les communes ayant fait des demandes figurent dans le tableau) :

Communes	Nombre d'aides accordées	Montant en euros
Castelnau-le-lez	33	9 280
Villeneuve-lès-Maguelone	14	2 970
Lattes	10	2 620
Pérols	8	2 500
Juvignac	6	1 640
Baillargues	7	1 750
Saint Jean de Védas	5	2 350
Montaud	3	850
Grabels	2	700
Cournonterral	3	850
Cournonsec	3	650
Saint Brès	2	600
Saint Georges d'Orques	1	250
Murviel-lès-Montpellier	2	500
Pignan	1	300
Prades-le-lez	1	200
Vendargues	1	300
Saussan	1	220
Saint-Drézéry	1	350
Le Crès	1	500
TOTAL	102	28 580

Concernant les actions collectives du FAJ3M, la Métropole a renouvelé son appel à projets en 2020. 12 associations intervenant dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle, la santé physique et mentale, la lutte contre la prostitution des jeunes ont bénéficié de 97 602 euros au total.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la présentation du bilan 2020 du FAJ3M ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153762-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Attribution de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale - Politique de la ville" - Exercice 2021 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	TITRE	MONTANT
1936	MEDECINS DU MONDE	Fonctionnement		3 000 €
2835	SOLIDARITE DOM-TOM HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	BIEN MANGER C'EST MIEUX VIVRE / AIDE ALIMENTAIRE	1 500 €
TOTAL				6 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'octroi des subventions, telles que définies dans le tableau ci-dessus sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-149849-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type Fonctionnement 2021-dc.docx
- Convention-type Projet 2021-dc.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement - Convention relative à la participation volontaire d'EDF - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis l'année 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par le règlement intérieur du FSL, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

EDF s'est engagée depuis plus de 30 ans à mener une politique volontariste vis-à-vis des plus démunis, avec l'objectif de faire en sorte que la facture énergétique ne constitue pas un facteur aggravant d'une situation de précarité. La contribution annuelle volontaire d'EDF au Fonds de Solidarité pour le Logement Métropolitain en vue de la mise en œuvre d'actions curatives visant les impayés d'énergie et d'actions préventives permettant une meilleure maîtrise de l'énergie, limitant ainsi le montant des factures, reflète cet engagement.

Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative et volontaire par différents partenaires dont EDF, en tant que fournisseur d'énergie, au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution d'EDF vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie (que ce soit pour l'électricité ou le gaz) mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, la loi prévoit qu'une convention soit passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie.

La convention, soumise à l'approbation du Conseil de Métropole, qui porte sur l'année 2021, a pour objet de préciser :

- la nature et les modalités des relations entre EDF et la Métropole concernant le FSL ;
- les modalités du concours financier d'EDF au FSL au titre de l'année 2021. EDF fera ainsi connaître au plus tard le 30 juin prochain, par courrier, le montant de sa participation financière ;
- les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention relative à la participation d'EDF au FSL pour l'année 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Clara GIMENEZ, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152060-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FSL EDF MMM 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Lutte contre l'habitat indigne - Convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du "Permis de louer" entre Montpellier Métropole Méditerranée et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°2020-171 en date du 15 septembre 2020, Montpellier Métropole Méditerranée a décidé d'instaurer le « Permis de louer » sur son territoire. Conformément à cette délibération et à la réglementation, le régime de l'autorisation préalable de mise en location de logement sera instauré sur le périmètre défini du quartier de Celleneuve à Montpellier, à compter du 1er avril 2021.

Ce dispositif vise à compléter les actions de repérage du logement indigne et à s'assurer, avant la mise en location des logements qu'ils ne portent pas atteinte à la santé et à la sécurité des futurs occupants.

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite « loi ELAN », permet aux EPCI de déléguer aux communes qui en font la demande, le suivi et la gestion de l'autorisation préalable de mise en location.

La Ville de Montpellier a délibéré le 30 novembre 2020 pour solliciter la délégation.

Pour le périmètre défini du quartier de Celleneuve, le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier, qui exerce déjà des missions de lutte contre l'habitat indigne et plus particulièrement les contrôles de décence dans le cadre d'une convention signée avec la Caisse d'Allocations Familiales, les contrôles au regard du règlement sanitaire départemental (RSD) et la police de l'insalubrité, est le mieux à même d'assurer le suivi de la mise en œuvre du « Permis de louer ».

La délégation de mise en œuvre prévoit une répartition des missions entre Montpellier Métropole Méditerranée et le SCHS de la Ville de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole conserve la coordination d'ensemble du dispositif (communication globale, information préalable des propriétaires et mandataires au sein du périmètre concerné, animation de groupes de travail, information et veille, lien avec les partenaires) et mettra en place une interface entre la plateforme métropolitaine à créer et l'application Métier déjà utilisée par le SCHS pour permettre la bonne instruction et la gestion des dossiers de demande.

La Ville de Montpellier s'engage à assurer l'accueil physique, l'information de proximité auprès des propriétaires et des pétitionnaires, à assurer l'enregistrement, l'instruction administrative et technique des demandes notamment par une visite du logement concerné, à coordonner cette instruction avec les pouvoirs de police du Maire, au besoin.

La Ville de Montpellier s'engage à affecter le personnel et les moyens nécessaires et suffisants à l'exécution des missions qui lui sont confiées et à instruire les demandes d'autorisation dans le délai d'un mois prévu par la législation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de donner la délégation de la mise en œuvre et du suivi du dispositif du « Permis de louer » à la Ville de Montpellier/Service Communal d'Hygiène et de Santé, sur le quartier de Celleneuve ;
- d'approuver les termes de la convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du « Permis de louer » à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le président de Montpellier Métropole Méditerranée, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ce dossier.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151812-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan périmètre
- Convention de délégation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 64 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de soixante-quatre logements situés dans les communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-lez, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues et Vendargues, dont un logement locatif et soixante-trois logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 198 766 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152422-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE PIG FEVRIER 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 13 logements - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021.

S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Coeur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20% à 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de douze logements locatifs et un logement occupé par son propriétaire, pour un montant total de 88 070 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers maîtrisés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués. Le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152431-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe CFNE FEVRIER 2021 pdf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Namaste ', rue Luis Barragan à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Promologis, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 12 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Namaste », rue Luis Barragan à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Helenis, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet montpelliérain ACO Architectes.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 201 478 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 115829 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'Emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 1 201 478 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 115829, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151094-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt Namaste n°115829.pdf
- Conv GE Namaste.docx
- Plan de localisation NAMASTE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Vert Domaine ', 286 Rue des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Vert Domaine », 286 rue des Grèzes à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Urbis, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Caremoli & Miramond.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 714 741 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 115754 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 714 741 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 115754, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151090-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat prêt Promologis Vert Domaine 115754.pdf
- Conv GE Vert Domaine.docx
- plan de situation Vert Domaine.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' Skyway ', avenue Germaine Tillon, ZAC Consuls de Mer à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Promologis, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 10 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Skyway », avenue Germaine Tillon, ZAC Consuls de Mer à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur NG Promotion, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Tourre Sanchis.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 050 817 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 115824 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'Emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 1 050 817 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 115824, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151073-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat prêt Promologis-Skyway n°115824.pdf
- Plan de situation Skyway.pdf
- Conv GE Skyway.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 15 logements sociaux - Résidence ' Pierre rouge ', 7 Avenue Saint Lazare à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Promologis, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 15 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Pierre rouge » située 7 avenue Saint Lazare à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PRAGMA, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain SERRADO.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 834 259 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115804 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 1 834 259 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115804, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151086-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat prêt Promologis Pierre Rouge Contrat n°115804.pdf
- Conv GE Pierre rouge.docx
- Plan de localisation Pierre Rouge.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 11 logements sociaux - Résidence ' Nouvel Horizon ' - Chemin des Mendrous à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-dessous dénommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 11 logements locatifs sociaux neufs, résidence NOUVEL HORIZON, 970 Chemin des Mendrous à Castelnau-le-Lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Alcyum Promotion, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Serrado Architecture.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 918 407 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°109364 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 918 407 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°109364, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-149298-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 833-Contrat de prêt CDC n°109364.pdf
- Nouvel Horizon_Plan localisation.pdf
- Conv GE Patrimoine SA_Nouvel Horizon_Castelnau.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 15 logements en location-accession - Résidence ' Cœur d'Oc ' - ZAC ' Cœur d'Orques ' lot 36 à Saint-Georges-d'Orques - Garantie d'emprunt à la SCCV Cœur d'Orques - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La SCCV Cœur d'Orques (SFHE Groupe Arcade), ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise la construction de 15 logements en location-accession, résidence « Cœur d'Oc », ZAC Cœur d'Orques lot 36 à Saint Georges d'Orques. L'opération comprend 15 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Lebunetel.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le remboursement du Prêt Social Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 2 361 000 € souscrit auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

Désignation :	PSLA
Montant du prêt :	2 361 000 €
Durée :	30 ans
Taux d'intérêt annuel initial révisable :	Taux de rémunération du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,00%
Taux effectif global :	1,51%

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Languedoc, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédant la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisés par la signature d'une convention.

L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 2 361 000 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Languedoc, pour la réalisation de 15 logements en location-accession, résidence « Cœur d'Oc », ZAC Cœur d'Orques Lot 36 à Saint Georges d'Orques ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Sébastien COTE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-148762-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GE_Coeur d'Oc_St G d'Orques_PSLA.docx
- PLAN DE LOC COEUR D'ORQUES V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.